

UNIVERSITE DE PARIS — FACULTE DE DROIT

THESE DE DOCTORAT

**Aspects Sociaux et Economiques
du Sentiment Religieux
en Pays Annamite**

PRESENTÉE ET SOUTENUE LE 13 JUIN, A 13 HEURES.

PAR

Raymond GRIVAZ

JURY :

Président : René MAUNIER, Professeur.

Suffragants : L'HOMME, Professeur; LAUFENBURGER, Professeur.

PARIS

LES ÉDITIONS DOMAT-MONTCHRESTIEN

158-160, RUE SAINT-JACQUES

1942



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41551809_0079

**Aspects Sociaux et Economiques
du Sentiment Religieux
en Pays Annamite**

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITE DE PARIS — FACULTE DE DROIT

THESE DE DOCTORAT

**Aspects Sociaux et Economiques
du Sentiment Religieux
en Pays Annamite**

PRESENTÉE ET SOUTENUE LE 13 JUIN, A 13 HEURES.

PAR

Raymond GRIVAZ

JURY :

Président : René MAUNIER, Professeur.

Suffragants : LHOMME, Professeur ; LAUFENBURGER, Professeur.

PARIS

LES ÉDITIONS DOMAT-MONTCHRESTIEN

158-160, RUE SAINT-JACQUES

1942



INTRODUCTION

L'intérêt pratique de la question religieuse en pays annamite.

« Influences et aspects »

Il nous paraît utile de souligner dans cette introduction, tout l'intérêt d'une question dont nous sommes difficilement à même, de par la structure d'un esprit habitué à reléguer les considérations d'ordre religieux au second plan, ou tout au moins sur un plan abstrait, d'apprécier spontanément toute l'importance pratique.

La conviction personnelle que nous en avons acquise durant le temps que nous avons vécu en Indochine, se trouve renforcée par l'opinion de personnalités ayant une connaissance approfondie de la vie annamite, comme de ses us et coutumes, dans ce qu'ils ont de plus solide et de plus stable.

Elles n'auront cesse de vous persuader qu'avec cette question, vous touchez au fond même de la vie annamite.

Vous atteignez tout d'abord la vie familiale, parce que la vie religieuse y est intense, prépondérante, absorbante, et qu'elle vous en donne la vraie physionomie. En effet, et sans anticiper sur des développements à venir, pouvons-nous d'ores et déjà affirmer que certains

cultes célébrés dans la maison annamite, sont à la base de la vie familiale dont ils font l'originalité et la force.

Véhicules de la tradition, ils la préservent contre les éléments de désagrégation, en assurent la solidité, la cohésion et la permanence.

Vous atteignez aussi la vie sociale, parce que la religion annamite, comme toutes les religions, ne saurait s'en désintéresser; parce qu'elle a donné au peuple ses règles de morale, de conduite, et qu'elle lui a enseigné les grandes vertus d'amour, de charité et de solidarité. Parce que, enfin, la société est faite de la juxtaposition de vies familiales, et que dans cette vie familiale, le culte est roi.

De cette influence de la religion, nous pourrions retrouver les plus nombreuses répercussions dans les domaines les plus variés et jusqu'aux plus imprévus. Sur la vie intellectuelle et morale du peuple annamite, sur sa mentalité, comme sur sa vie juridique, où l'on en décèle les manifestations dans les institutions et les coutumes; sur la vie économique, politique et artistique enfin. Il n'est pas de domaine où la religion ne trouve matière à s'exercer. A des degrés divers, évidente ou discrète, directement ou indirectement, elle intervient toujours et partout — elle est liée à la vie intime de l'Annamite. — Elle est notamment liée à sa vie économique et sociale. Ce sont ces deux manifestations du sentiment religieux qui ont plus particulièrement retenu notre attention, parce qu'elles sont essentielles, que nous nous proposons d'étudier ici. Il s'agit d'envisager les rapports de la religion avec la vie sociale et la vie économique en Annam; d'envisager, en d'autres termes, son

influence sur les hommes d'une part et sur les choses de l'autre.

La première est évidente, frappante; la seconde l'est moins, il arrive même qu'elle soit malaisément discernable. Parfois elle s'efface. La religion alors n'influe pas sur la vie économique; elle n'en est pas absente pour autant. Elle cesse de déterminer et d'expliquer, mais elle reste présente. La religion ne conditionne plus, elle se reflète.

C'est pourquoi au terme « d'influence » religieuse, nous avons préféré celui d'« aspect » religieux, qui nous paraissait plus exact.

Peu importe, au fond, le vrai problème n'est pas là. Il est de bien comprendre l'Annamite et, pour ce faire, d'en atteindre l'âme par la connaissance des croyances profondes qui guident l'homme dans sa vie intime. Il est aussi de savoir si le sentiment de piété filiale, car c'est de lui surtout qu'il s'agit, et dont on trouve encore les manifestations dans les domaines en apparence les plus éloignés de la question religieuse, parviendra à conserver au plus profond de l'âme annamite, sa force et sa pureté primitives. Tant qu'il en sera ainsi, la société annamite survivra. Le jour où le sentiment de vénération à l'égard des ancêtres viendra à s'altérer, il sera difficile d'éviter à cette société une dislocation qui pourrait lui être fatale.

Aussi bien, nous sera-t-il permis ici de regretter, non pas toujours, en toutes circonstances, mais à maintes reprises, d'avoir à parler au long de ce travail, de ce qui fut plus souvent que de ce qui est ou restera.

CHAPITRE I^{er}

Le sentiment religieux

§ 1^{er}. — NATURE ET FORMES COMMUNES.

Que l'Annamite soit profondément « religieux », que la religion intervienne dans tous les actes de sa vie pour en régler le détail comme l'essentiel, ce n'est là un secret pour personne. Mais encore faut-il s'entendre sur les mots, et préciser la signification toute spéciale qu'il faut donner à ce terme au pays d'Annam.

L'Annamite est religieux à sa façon et cette façon diffère de la nôtre.

Sa religion n'est pas comme nous la concevons habituellement, une adhésion de l'esprit et de l'âme à un système métaphysique et moral, à un ensemble de doctrines et de préceptes, comme le serait par exemple le catholicisme. Sans doute trouve-t-on dans l'Indochine annamite de semblables religions : le bouddhisme et le confucianisme y ont pris un grand développement, de même que le taoïsme. Mais la pratique à titre exclusif d'une de ces diverses religions est, en général, le fait d'une élite, c'est-à-dire d'une infime minorité. Le peuple

dans son ensemble est à la fois bouddhiste, confucianiste, taoïste; il est même parfois catholique et protestant. Il est plus ou moins de toutes ces religions, sans être d'aucune d'elles exclusivement.

Il y a là un mélange inextricable de croyances, un amalgame curieux de religions, un complexe qu'il nous est difficile de comprendre et dont les parties jurent pour nous d'être associées, mais que l'Annamite a le don de concilier très heureusement, sans se formaliser outre mesure des contradictions. Il adopte toutes les religions sans la moindre difficulté. D'une tolérance exquise, il puise dans chacune d'elles les éléments dont il peut s'accommoder et qui lui fourniront des lignes de conduite. L'utilité est le grand principe de cette discrimination à laquelle il se trouve naturellement porté en face des religions qu'on lui présente. Son esprit, rebelle à toute conception doctrinale systématique, à saisir l'ensemble, à pratiquer la synthèse, excelle par contre dans l'analyse. La religion, ensemble de règles et de dogmes, ne trouve chez lui qu'un accueil réservé et partiel; il détaille, particularise et fouille, mais ne coordonne pas. C'est une des raisons de l'innombrable foule de croyances enchevêtrées qui dominent la vie de l'Annamite et le soumettent au joug d'un tyrannique asservissement. Son panthéon, de ce fait, a moins de dieux que de génies. L'Annamite est moins religieux que superstitieux.

Placé au milieu d'une vie universelle, puissante, grande encore par son imagination, il est perdu dans sa misère, souffre, craint, et de sa faiblesse a la conscience aiguë et douloureuse.

C'est pour éviter d'être un appât pour les puissances mauvaises qu'il s'efforcera d'en conjurer le ressenti-

ment, et c'est parce qu'il se sent faible et sans défense devant un au-delà menaçant, qu'il éprouve le besoin impérieux de s'attirer la protection bienveillante des puissances supérieures. Les honorer, les satisfaire dans tous les désirs qu'il leur suppose, lui paraît être d'une bonne politique, le meilleur talisman possible contre leur éventuel courroux. C'est le moyen le plus efficace d'en susciter le contentement et d'éveiller en eux un intérêt sympathique pour la pauvre et chétive créature si attentive à les ménager.

Dans ces sentiments divers d'une humanité primitive, tourmentée par l'idée d'un au-delà tout puissant et d'une vie surnaturelle intense, les cultes ont trouvé leur origine.

Mais la maladie n'a pas cessé d'affliger les hommes ; la mort de continuer à ravir aux familles ses plus chers enfants, les inondations et les crues de ravager cultures et habitations, le tigre de menacer l'homme et son bétail. C'est donc que des esprits restaient insatisfaits dont il fallait dissiper ou conjurer la colère. Aux cultes préexistants sont ainsi venus s'en ajouter d'autres, toujours plus nombreux, en foule.

C'est donc la conception particulière qu'il se fait de la causalité, sa tendance à considérer tous les événements d'ici-bas comme inspirés et provoqués par l'au-delà, qui ont mené l'Annamite à multiplier ses dieux. Dans son instinctif besoin d'expliquer le naturel par le surnaturel, et de voir dans tous les événements de la vie courante la marque des puissances invisibles qui l'entourent, il en est venu peu à peu à s'asservir à une multitude d'esprits et de génies, et à compliquer son exis-

tence d'une infinité de superstitions tyranniques et de cultes divers.

Deux d'entre eux, le culte des ancêtres et le culte du dieu du sol se détachent nettement de la masse et tiennent une place essentielle dans la vie sociale comme dans la vie économique du pays annamite.

Le culte du Sol étant envisagé plus loin dans un paragraphe sur les cultes agraires, nous nous bornerons pour l'instant à examiner celui que l'Annamite voue séculièrement aux mânes de ses ancêtres.



§ 2. — LE CULTE DES ANCÊTRES.

Il n'est pas dans notre intention de présenter un exposé complet de ce culte, ni d'entrer dans le détail des cérémonies et du rituel traditionnel complexe des célébrations, de nombreux ouvrages y ayant été entièrement consacrés. Nous insisterons par contre sur les côtés généraux de ce culte, qui sont de nature à donner une idée de son importance dans la vie familiale, et qui préfigurent en quelque sorte notre étude de ses conséquences sociales.

Qu'est-ce donc que le culte des Ancêtres ?

— C'est un culte familial, domestique, dédié aux mânes des ancêtres, et pratiqué dans la plupart, sinon dans toutes les maisons annamites. Manifestation prédominante de la religiosité, il constitue pour les riches comme pour les pauvres, une des principales occupations de la vie familiale.

Cette généralité, cette importance qu'il prend dans

la vie quotidienne de l'Annamite, font que beaucoup d'auteurs le considèrent comme une véritable religion : la religion nationale du pays d'Annam. Il ne s'y trouve pas, en effet, un seul culte qu'on ne célèbre avec plus d'ensemble, avec plus de ferveur et d'assiduité. Et ce n'est pas d'aujourd'hui.

On est très mal renseigné sur les origines. Il est difficile de les indiquer avec précision ; il est tout au plus possible d'émettre, en cette matière, des suppositions, sans qu'aucune certitude ne soit acquise.

D'aucuns le font remonter à Confucius, mais il ne semble pas que, tout en attribuant à ce culte une place fondamentale dans son système, Confucius ait fait autre chose que de fixer, en les élevant à la hauteur de préceptes sacrés, divers éléments préexistants qu'il coordonne et dont il signale les vertus.

Une autre conception considère que le culte des Ancêtres fut la religion commune des peuples aryens ou de langue aryenne et mongole, avant leur dispersion. De fait, on constate de surprenantes analogies entre les croyances, les préceptes et les rites mongols et gréco-romains, l'antiquité romaine ayant connu, elle aussi, un véritable culte des ancêtres. Mais ce sont sur ces analogies et sur elles seules que se fondent ces conceptions qu'aucun fait plus précis ne vient étayer.

En réalité, le culte des Ancêtres était déjà connu bien avant, et doit être considéré comme un apport de la civilisation de la Chine, pays où il était déjà pratiqué dans les temps les plus reculés. C'est de là, qu'avec la civilisation chinoise, il passa vers le *vi*^e siècle dans la péninsule où il devait s'assouplir par certaines entorses apportées à l'orthodoxie du rite chinois.



Quoi qu'il en soit des origines, le culte des Ancêtres trouve son fondement et sa raison d'être dans certains besoins de l'esprit et de l'âme annamites.

Nous pouvons le considérer comme une manifestation du mysticisme de l'homme qui, torturé par l'idée de la mort et incapable de la considérer comme une disparition totale, a éprouvé le besoin de créer des liens entre les morts et lui-même. De tous les disparus, ceux vers qui son esprit s'est porté de préférence, sont ceux qui étaient le plus près de lui de leur vivant, ceux auxquels il doit la vie : ses parents.

Il se refuse à voir dans leur décès autre chose qu'un changement d'état, le passage inévitable de la vie corporelle et matérielle à la vie spirituelle et immatérielle. La mort n'est plus une fin irrémédiable, un anéantissement, ce n'est qu'une transition. La seconde vie spirituelle n'est d'ailleurs pas éternelle; elle est elle-même transitoire et temporaire, une sorte d'état préparatoire à une autre vie matérielle. Le cycle se trouve ainsi réalisé et se poursuivra jusqu'à la consommation des siècles.

Le ciel, qu'on appelle ici l'enfer, n'est donc pas considéré par l'Annamite comme un refuge éternel. L'âme après la mort subit un séjour aux enfers avant que de s'enfermer à nouveau dans une enveloppe charnelle. Mais cette incarnation dépend dans ses formes de réalisation et dans le choix de la substance matérielle, support de l'élément spirituel, de la conduite du défunt, de la somme de ses bonnes et mauvaises actions. Le solde décidera de l'attribution de l'espèce incarnée : prince,

génie, voleur, oiseau, chien, plante, etc... Le solde personnel du défunt est provisoire et sera modifié par la somme des prières et des sacrifices dédiés à son âme par ses descendants et par le degré de leur piété filiale. Le compte définitif n'est arrêté qu'à la troisième ou quatrième génération. C'est précisément la durée de l'exposition des tablettes des défunts sur l'autel des ancêtres.

On comprend dès lors toute l'importance prise par ce culte dans l'esprit de l'Annamite, puisque de sa célébration, c'est-à-dire de l'abondance des offrandes et des manifestations de piété filiale, dépendra, pour une grande part, le sort de l'âme du défunt, sa félicité ou son malheur.

La célébration pieuse et régulière s'imposera avec d'autant plus de force que ce serait s'exposer à de sévères rappels à l'ordre par l'âme mécontente, et aggraver le compte personnel dont on sera soi-même tenu un jour, que de se dispenser ou de se désintéresser du culte de l'âme de ses ascendants. Ce serait une grave omission, un péché redoutable dont on aurait plus tard à rendre compte et à expier durement. Aussi bien, honorer ses ancêtres, s'est s'honorer soi-même; leur faire du bien, c'est s'en faire aussi : les intérêts des morts et ceux des vivants concordent à ravir. Célébrer le culte, c'est non seulement dans ces conditions remplir un pieux devoir, manifester son amour filial, sa reconnaissance et la fidélité de son souvenir, c'est aussi avoir le sentiment très net de son intérêt bien compris.

Amalgames de conceptions religieuses, de sentiments altruistes : l'amour filial dont l'Annamite a le sens inné, et de sentiments égoïstes : la crainte superstitieuse d'un

châtiment sévère, tel est le complexe original, sur lequel s'établit le culte des ancêtres.

Ce fondement religieux et affectif n'est d'ailleurs pas admis par tout le monde, et une discussion s'est élevée sur le point de savoir quelle était réellement l'essence de ce culte.

Pour certains, ce n'est pas un culte ordinaire, mais une pratique superstitieuse, née de la crainte de l'au-delà où séjournent les âmes des parents décédés.

D'autres, lui déniaient tout caractère religieux, ne voient en lui qu'un ensemble de rites par lesquels l'Annamite tient à exprimer le pieux souvenir qu'il a gardé de ses auteurs, et qui finissent par devenir des règles de conduite, des principes indispensables du savoir-vivre auxquels il est si scrupuleusement attaché. Le culte des ancêtres ne serait plus, dès lors, que l'expression d'un remarquable sentiment de respect filial et se réduirait à un culte du souvenir, comme celui qui nous pousse à fleurir la tombe de nos disparus. Il ne différerait de nos habitudes, que par l'intensité d'un sentiment qui fait honneur au peuple annamite, et dont on trouverait difficilement l'équivalent chez nous.

Mais il n'y aurait plus, dans cette hypothèse, entre la pratique annamite et la nôtre, qu'une différence de plus ou moins, mais aucune différence fondamentale. Nous serions en présence de deux sentiments semblables dans leur nature, et différents dans leur degré seulement. Le culte des ancêtres, culte du souvenir, serait basé sur un concept moral et non plus sur un concept religieux. Il aurait pour but de rappeler aux vivants le souvenir des morts et serait comme une manifestation posthume d'un

pur sentiment de respect filial que ne viendrait ternir aucune crainte superstitieuse.

En réalité, c'est là une conception extrême, peut-être vraie pour certains individus, mais qui se trouve pour l'immense majorité des cas, formellement contredite par l'expérience quotidienne, par l'observation la plus élémentaire de ce qui se passe dans tous les foyers annamites.

Il est vraisemblable de penser que, pour l'élite, ce culte peut n'être qu'un culte du souvenir, dégagé de sa gangue superstitieuse. Il n'est pas douteux, non plus, que pour le peuple il représente quelque chose de plus. Il est difficile de soutenir que l'Annamite ne croit pas à la survie de l'âme et à son incarnation temporaire dans les tablettes.

Pour lui, le culte des ancêtres est une véritable religion, avec tout son cortège de superstitions et de croyances en des forces surnaturelles qu'il faut apaiser et se concilier.

C'est une religion ayant ses temples, ses officiants, ses autels et ses fêtes.

Le temple, qui n'est pas autre chose que la maison, et l'officiant, le chef de famille, seront étudiés dans le chapitre suivant. Nous nous contenterons, pour le moment, de donner un rapide aperçu de l'appareil matériel que la célébration du culte met en œuvre, et de quelques-unes des fêtes auxquelles il donne lieu.

Dans toutes les maisons, pauvres et riches, figure plus ou moins bien agencé, l'autel des Ancêtres, dans la salle d'honneur, la pièce centrale, face à la porte d'entrée, de telle façon qu'il s'offre immédiatement au regard de tout visiteur entrant dans la salle de réception.

L'autel varie considérablement suivant la fortune de la famille. Finement travaillé chez les riches, il lui arrive de présenter un caractère somptueux, le caractère d'une œuvre d'art où se seraient exercés, en toute liberté, le talent et la fantaisie de la décoration religieuse annamite. Il est réduit chez les pauvres à sa plus simple expression; il consiste alors en une planche destinée à recevoir les offrandes, elles-mêmes limitées bien entendu, cependant que les tablettes ne sont plus en bois précieux, mais représentées plus simplement par des bandes de papier rouge.

Le type moyen d'autel se compose de trois tables s'échelonnant en profondeur. La table du fond supporte une sorte de tabernacle où sont enfermées les tablettes des ancêtres. La table du milieu est destinée à recevoir les offrandes et les repas; on lui donne pour cette raison le nom de « ban com », la table du riz. La troisième porte les objets du culte : chandeliers, brûle-parfums, vases d'encens, etc.

Il arrive que certaines maisons aient plusieurs autels : un autel principal dans la travée centrale, des autels secondaires dans les travées latérales. Cette pluralité d'autels s'accompagne d'une certaine spécialisation, celui de droite est spécialement affecté au culte du père et de la mère, celui de gauche au culte des protecteurs de la famille.

Nous avons vu que la table du fond porte un tabernacle où sont enfermées les tablettes. Ces tablettes, « lai-vi », sont des rectangles de bois laqué où figure l'état civil du défunt : ses nom, prénoms, date de naissance et de décès, ses titres et distinctions honorifiques, etc., le tout en caractères chinois.

Ces tablettes, où les âmes des défunts sont censées s'être incarnées, sont posées debout, dans le coffre, face à la porte d'entrée, les plus anciennes au fond et en gradins, de façon à ce que chaque tablette apparaisse en sa partie supérieure, dès l'ouverture du tabernacle. Quand un décès se produit dans la famille, la nouvelle tablette prend la place de la dernière, et la plus ancienne : celle du fond, celle du bisaïeul ou du trisaïeul, est définitivement retirée.



Ce renouvellement des tablettes ne représente pas une simple opération matérielle qui serait dépourvue de tout caractère mystique. C'est plus qu'une simple substitution ; elle prend l'allure d'un acte auquel s'attache un sens pieux, un côté sacré. Il en est de même pour toutes les cérémonies auxquelles donnent lieu les célébrations du culte, et c'est pourquoi elles s'effectuent suivant un rituel traditionnel et dans certaines circonstances bien définies exigeant normalement la présence de toute la famille, mais de la famille seulement.

Dans certains cas, pour la célébration quotidienne par exemple, seuls les habitants de la maison sont présents. Le culte se rend alors sans apparât et dans l'intimité. Mais il en est d'autres qui exigent la présence de toute la famille, au sens large du mot, non pas seulement des habitants de la maison, mais de tous ceux qui se reconnaissent d'une souche commune.

Il en est ainsi des célébrations qui suivent le décès et qui donnent lieu à d'innombrables cérémonies, entre autres celle qui consiste à recueillir dans une pièce de soie

blanche, placée sur la bouche du défunt, l'âme qu'il exhale avec son dernier soupir. C'est de ce coupon que l'âme, après l'inhumation, est censée passer dans la tablette.

Les cinquantième et centième jours après le décès sont marqués par une grande fête. A partir du centième jour, seuls les anniversaires seront célébrés en séances plénières. Il en sera de même pour les célébrations qui accompagnent les grandes fêtes. Celles, entre autres, du quinzième jour du septième mois et surtout celle du premier jour du premier mois, la fameuse fête du têt, dont l'importance et le retentissement dans le monde annamite sont tels, qu'ils en ont trouvé des échos jusqu'en France, où l'on est d'ordinaire fort peu au courant des choses coloniales.

A côté de ces fêtes prennent place des célébrations particulières du culte, exigeant la présence de toute la famille, mais dépourvues de périodicité, et n'intervenant qu'incidemment à l'occasion d'un événement familial de quelque importance. Il en sera ainsi par exemple, d'une naissance, d'un mariage, d'une distinction honorifique, etc...

Il convient d'ailleurs de signaler que, dans le droit nouveau, tout au moins, la présence des descendants aux célébrations n'est pas, juridiquement parlant, obligatoire. L'obligation est d'ordre religieux et moral. Le culte des ancêtres ne s'impose à eux qu'à ce titre et sans qu'ils puissent être l'objet d'aucun moyen de coercition ; leur responsabilité ne s'établit que devant leur propre conscience. C'est ainsi que les descendants ne sont pas tenus juridiquement de distraire une partie de leur patrimoine pour l'affecter à l'entretien du culte. Toute-

fois, il est un cas où il est obligatoire et sanctionné, c'est lorsque le père, en mourant, a laissé un bien dont les revenus doivent être affectés au culte. C'est le *Huong Hoa*, dont nous reparlerons dans l'analyse des aspects économiques de la religion annamite.

Comme en fait, cette catégorie de biens destinée à pourvoir à l'entretien du culte existe presque toujours, on peut considérer que ce culte, libre en principe, est obligatoire en réalité.



Cet examen dont nous n'avons à dessein, exposé que les grandes lignes, nous aura cependant permis d'apprécier toute l'importance d'un culte que ses origines lointaines et son fondement religieux ont profondément ancré dans le cœur de l'Annamite, que la périodicité des célébrations et la croyance en la présence de l'âme des ancêtres dans l'autel, viennent entretenir et fortifier.

A l'avantage d'être, pour les Annamites, une véritable religion, ni plus ni moins invraisemblable que telle ou telle autre, le culte des ancêtres ajoute celui d'être une règle de conduite et l'expression d'un sentiment d'amour filial dont l'intensité et la pureté sont tout à l'honneur de ce peuple.

CHAPITRE II

L'aspect social de la religion

Le respect filial, disons plutôt, puisque nous sommes au pays d'Annam, la piété filiale, pour être l'élément prépondérant du sentiment religieux, n'est pas, bien s'en faut, la seule manifestation à laquelle il donne lieu. A ce culte viennent, nous l'avons vu, s'en ajouter une foule d'autres dont l'encombrement complique à l'extrême la vie de l'Annamite.

Nombre de ceux-ci cessent, à l'encontre de ce qui se passe pour le culte des ancêtres, d'apparaître comme l'expression individuelle et familiale à la fois du sentiment religieux, mais présentent néanmoins comme lui un caractère social fortement marqué, quoique pour des raisons différentes.

Elles tiennent partie aux célébrations collectives qu'ils provoquent de la part des villageois, partie aux intérêts communs de tous les membres de la cité, intérêts que la célébration de ces cultes a pour dessein de servir.

De toutes façons, qu'il s'agisse du culte des ancêtres ou des cultes villageois, qu'il s'agisse des règles de morale et du solidarisme qu'il a suscités, le sentiment religieux présente un caractère social indiscutable.

On le retrouve dans les deux éléments de la société : dans la famille et dans la commune. De là, deux sections :

Section I. — La famille et la religion.

Section II. — Le village et la religion.



SECTION I. — LA FAMILLE ET LA RELIGION

Il n'est pas de domaine où le sentiment religieux n'intervienne de plus étroite et vigoureuse façon que celui de la famille.

Elle est, en pays annamite, comme dans la plupart des civilisations orientales et surtout extrême-orientales, une institution d'une solidité à toute épreuve. D'une rare cohésion, elle a su résister à l'action dissolvante du temps et du progrès et les siècles ont passé sur elle sans guère l'affaiblir.

Bien que l'on ait pu déplorer le danger de dissociation que représente pour elle l'infiltration de l'individualisme à la mode occidentale, cette famille représente encore dans l'ensemble un bloc inébranlable. Cette vigueur, le sentiment familial la doit avant tout au caractère religieux de la famille. En effet, celle-ci ne constitue pas seulement, comme chez nous, une communauté restreinte d'individus unis par des liens du sang, mais encore une véritable association religieuse. Ce que la nature a rapproché, le sentiment religieux l'a uni et resserré. La famille n'est plus l'organisme naturel, temporaire, et sujet dans sa composition à toutes les variations imposées par la vie ou la mort. Elle cesse d'être l'organisme qu'un mariage, qu'un départ ou qu'un décès fragmente et désagrège. Le ciment religieux garde au groupe familial toute son homogénéité et son inté-

grité. Il oblige les vivants à la présence périodique lors des célébrations; il enseigne que les morts, par les tablettes, assistent aux cérémonies.

La famille annamite est donc quelque chose de plus que le groupe d'individus unis par des liens d'ascendance et de descendance; c'est un organisme religieux ayant, nous l'avons vu, ses divinités : les ancêtres. Il a aussi son temple : la maison, et ses fidèles : les habitants de la maison.



§ 1^{er}. — *La maison : temple domestique.*

Il semble quelque peu surprenant au premier abord, qu'envisageant les aspects sociaux de la religion, nous ayons cru devoir en relever l'influence sur la maison. Or, justement, dans cette étude dont le dessein est de montrer l'universalité de la religion qui, au pays d'Annam, se mêle à toute chose, il devenait utile de noter le côté cultuel du cadre familial, celui-ci jouant en l'occurrence, un rôle de premier plan.

C'est qu'en effet, au pays annamite, la maison n'est pas seulement ce qu'elle représente pour nous : un simple logis, un abri; elle est cela, certes, mais beaucoup plus encore. Elle participe étroitement à la vie mystique de la famille; c'est l'enceinte sacrée des cultes domestiques, l'abri des divinités vénérées entre tous : les ancêtres. Le temple est à la mesure des dieux que l'on honore, il est familial. Destinée à recevoir non seulement des hommes, mais des dieux, la maison va prendre un caractère religieux fortement marqué, et qui apparaîtra

à divers points de vue : dans l'orientation, dans la construction, dans l'ameublement et dans la décoration.

La maison ne se construira pas de façon quelconque, au petit bonheur ; elle recevra un emplacement et une orientation déterminés. Et ce n'est pas, en général, une mince affaire au pays d'Annam. Les lois naturelles, géographiques et climatiques ne sont pas les seules à intervenir dans le choix ; il faut tenir compte aussi de la volonté des dieux et des génies, et surtout de ce fameux dragon, habitant de la terre, sur lequel il serait malencontreux de se poser inconsidérément. Pour éviter toute erreur qui pourrait lui valoir par la suite de regrettables conséquences, la famille consultera un homme de l'art, un géomancien qui, à l'aide d'instruments divers, dont la boussole, et par des rites qui lui sont personnels, consultera les dieux sur l'emplacement et l'orientation convenables. Dans ce domaine, comme dans tant d'autres, l'Annamite s'est généralement borné à reproduire dans des conditions identiques, ou avec des différences peu sensibles, des pratiques d'origine chinoise qu'il devait, comme les croyances correspondantes, adopter et faire passer dans ses traditions.

Une heureuse harmonie s'établissant entre le confort et la magie, les maisons seront la plupart du temps orientées vers le sud, apparenté au « yang », principe masculin, symbole de bienfaisance et de fécondité. Dans le même ordre d'idées, le constructeur dressera le plan de l'habitation de telle façon que la porte d'entrée dominant sur le jardin ne se trouve pas placée face au bâtiment principal, ce qui eût favorisé, étant donné les facilités offertes par la propagation rectiligne, la pénétration du logis par les influences malfaisantes. Une allée

au tracé sinueux, des écrans et des chiens de pierre, placés près du portail, seront de nature à les dérouter ou à les refouler.

Quoi qu'il en soit, les influences maléfiques étant écartées, il sera possible de procéder à la construction de la maison.

Elle va requérir, elle aussi, l'accomplissement de pratiques magiques dont la vertu sera, en contrecarrant l'action des puissances mauvaises, de préserver le toit familial des malheurs à venir.

La maison annamite se construira dans ces conditions, comme une pagode, ou tout au moins dans le même esprit, un peu comme chez nous se construirait une église, et non pas comme une habitation ordinaire, dont l'édification ne mettrait en jeu que des activités matérielles et des règles d'architecture. Elle s'accompagne de cérémonies diverses que l'on se garde bien d'omettre, de crainte d'attirer sur soi et sur sa famille le courroux des génies malfaisants.

Ces cérémonies sont célébrées avant, pendant et après la construction.

Avant, par des rites divers, comme celui de l'entaille du bois, de l'ouverture du sol, et par des sacrifices de fruits, de bétel, d'arecs et d'alcool de riz à l'ancêtre des charpentiers.

Pendant, par la fête de la pose du socle des colonnes, accompagnée en un jour faste de sacrifices analogues. L'érection de la charpente, à laquelle on procède également en un jour faste, donne lieu à la fête principale de la construction. Suivant la fortune, des sacrifices plus ou moins coûteux sont offerts à la Dame qui, jadis, apprit aux hommes l'art de construire. Le

charpentier, pour couronner son travail, suspendra à la poutre maîtresse, au-dessus de l'endroit où s'élèvera l'autel des ancêtres, l'amulette aux huit diagrammes, dont la vertu est de chasser les démons. Bien entendu, la pose du toit est elle aussi accompagnée de sacrifices.

La maison construite, le chef de famille, en un jour faste encore, célébrera la fête de la réception des ancêtres, et dans la soirée, la famille réunie, procèdera avec un ensemble touchant à la chasse aux démons de la charpente où les « ma » (démons) des arbres se trouvent toujours incorporés.

L'ameublement et l'ornementation traduiront également l'importance du sentiment religieux chez les Annamites. L'autel des ancêtres est l'objet de soins et d'attentions vigilants. Fort bien entretenu chez tous, il présentera chez les riches un faste éblouissant par où se révèle le haut intérêt qu'ils y attachent.

L'ornementation est de caractère divin, d'inspiration religieuse. Les animaux, dont l'image est un gage d'influence mystique favorable, sont représentés dans la maison, sur des panneaux, où se retrouvent en caractères chinois des sentences et des préceptes confucéens. Les amulettes meublent aussi la maison et des bandes de papier rouge, couverts de caractères, pendent des appentis ou sont collées aux murs des cloisons.

C'est bien autre chose encore les jours de fête, les jours de culte solennel. La maison s'est transformée comme par un coup de baguette magique, et la famille a sorti tout ce qu'elle avait de plus beau et de plus riche : vêtements de soie et bijoux d'or que l'on voit briller au cou et aux poignets des femmes. Tout est rajeuni, embelli ; des tentures de soie rouge et or courent au tra-

vers de la salle d'honneur; des pétards saluent votre arrivée, et le lourd parfum qui plane dans la pièce où l'autel s'estompe dans la fumée des baguettes d'encens, prépare l'atmosphère des événements mystérieux.

C'est dans ce véritable temple privé, dans cette ambiance qui présente toujours quelque chose de mystique, que vit la famille annamite, respectueuse des choses du passé et de son chef présent, l'ancêtre vénéré de demain.



§ 2. — *Les habitants de la maison. Condition du père, de la mère et des enfants, en fonction de la religion.*

Au cadre mystique de la maison correspond une vie familiale religieuse. Sous sa forme essentielle, le culte des ancêtres, la religion domine toute la vie de ce groupe dont elle constitue la pierre angulaire. Elle en règle notamment la condition de chacun de ses membres et cela de façon telle, qu'ils cessent d'exister en tant qu'individus, avec leur propre personnalité, pour devenir tous, au sein du groupe familial tout puissant, les serviteurs d'une cause commune : celle de la piété filiale.

Ce qu'il convient de noter, c'est que la législation ancienne s'emparant des préceptes de la loi morale, leur avait donné ce caractère impératif qui en imposait l'observation à l'individu, non plus à titre d'obligation morale, mais à titre de loi.

A la responsabilité morale se substituait une responsabilité civile. L'individu n'en répondait plus seulement devant sa propre conscience, mais devant les autorités communales, chargées de prévenir et de sanctionner les manquements à la règle de la piété filiale.

On comprendra mieux à la lumière de ces observations le sens profond et la raison d'être de l'autorité étendue accordée par la coutume et la législation au chef de la famille annamite.

Ce n'est pas pour en servir les intérêts égoïstes que le législateur avait ainsi concentré sur sa tête des pouvoirs primitivement absolus et qui, s'apparentant à la *patria potestas*, faisaient du père annamite — à la condition de ne pas pousser trop loin les analogies — le véritable *pater familias* de l'ancienne société romaine. C'est seulement pour des raisons d'ordre religieux et social; c'est parce qu'il apparaissait indispensable pour la solidité du groupe familial, d'accorder au père ce pouvoir qui lui permettait de veiller au respect et à l'observation scrupuleuse du devoir de piété filiale... L'autorité absolue reconnue autrefois par le législateur au père annamite ne l'était, en un mot, que dans l'intérêt supérieur de la famille et de la loi morale et religieuse, c'est-à-dire dans l'intérêt même de ce que le père est chargé de représenter.

Il ne faut pas oublier, en effet, qu'il n'est pas seulement dans la société annamite, le chef civil si l'on peut dire, de la famille, il en est aussi le chef religieux. A sa fonction temporelle il ajoute un rôle spirituel d'où lui vient le prestige dont il jouit sur toute la parenté.

Le père, le gia-truong, est également une sorte de prêtre; c'est l'officiant, le représentant ici-bas des ancêtres disparus, en vertu, non pas de l'investiture par une quelconque autorité religieuse, mais de la tradition qui veut que le fils succède à son père dans ses attribu-

tions. Il est, de ce fait, l'intermédiaire entre les ancêtres et la famille. Il officie, fait les sacrifices nécessaires, implore la faveur de ses aïeux et leur protection; il leur signale les besoins de la famille, ses vœux, et leur rend compte de tout ce qui peut y survenir. C'est une fonction beaucoup trop importante pour que la coutume et la législation n'en aient pas prévu d'une façon minutieuse l'organisation et la transmission.

La qualité de gia-truong est en effet subordonnée à un certain nombre de conditions.

Seul peut l'exercer le fils aîné de la branche aînée. Encore faut-il qu'il soit majeur ou émancipé par mariage, qu'il soit sain d'esprit et de corps — pur de toute tare mentale, physique ou pénale. Dans le cas contraire, son fils le remplacera jusqu'à disparition de l'incapacité. Si le fils aîné, et à son défaut, les descendants mâles de la branche aînée ont disparu, le deuxième ou le troisième fils de la branche cadette sera appelé à rendre le culte, le premier le devant déjà aux mânes de son père.

Dans l'hypothèse de la minorité, le culte est rendu jusqu'à la majorité par le truong-toc. Celui-ci, le chef de la parenté, l'ancêtre mâle le plus ancien, dispose d'un pouvoir général sur les diverses branches de la famille. C'est lui qui est chargé de veiller à ce que, dans les divers foyers, le culte soit rendu de façon pieuse et régulière. C'est encore lui qui, en vertu de ce pouvoir de contrôle général de la parenté, convoque la famille aux célébrations plénières, et en diverses circonstances, pour la réfection des tombes par exemple. C'est entre ses mains que se concentrent la totalité des droits reconnus au chef de la « famille » au sens large du mot.

Au premier rang d'entre eux vient *le droit de correction*.

Bien que fort atténué par le législateur moderne, il subsiste encore de nos jours dans de très larges limites. Le père avait autrefois le droit de vie et de mort sur les personnes soumises à sa puissance, c'est-à-dire sur toute la descendance. Il avait, en outre, la faculté de vendre, de louer ses enfants et de les mettre en gage ; il jouissait, en un mot, d'un droit illimité sous réserve de ne l'exercer que dans l'intérêt de la famille et de la loi morale.

L'article 288 du code de Gia Long dispose que si les enfants ont désobéi à leurs parents et que si, d'une façon générale, ils ont commis une faute méritant correction, les parents ont le droit de les « frapper selon les règles ». Il faut entendre, par là, que le châtement sera infligé d'une façon raisonnable et modérée. Mais si d'aventure il provoquait involontairement la mort, les parents auteurs du meurtre ne pouvaient encourir aucun peine. De plus, les parents injuriés et frappés par les enfants peuvent les corriger jusqu'à la mort. Le commentaire officiel de l'article 288 en donne cette raison, que les enfants, ayant frappé et injurié leurs parents, sont déjà de ce fait passibles de la peine de mort. L'article 288 prévoit en effet la peine de la décapitation pour les enfants ayant frappé leurs parents. S'il y a meurtre, c'est la mort lente, parce que, dit le commentaire officiel, « ce crime est le comble de la subversion ». Il convient de signaler qu'indépendamment du châtement corporel, le père, pour punir le descendant dont il avait à se plaindre, avait à sa disposition divers moyens, dont

par exemple celui de l'exhérédation prévu par le code des Lâ, et que nous retrouverons plus loin.

Le droit de correction a été maintenu par le décret fondamental de 1883, qui en précise les caractères essentiels, tout en le dépouillant de ses conséquences excessives.

Le droit de châtier l'enfant, même sévèrement, est maintenu, mais ne saurait en tout état de cause aller jusqu'à donner au père la faculté de disposer de la vie et de la personne de ses descendants. Le louage et la mise en gage sont également supprimés. Le décret prévoit, au surplus, que les parents pourraient être déférés aux tribunaux, par le Procureur de la République, qui se seraient laissés aller à des violences sur leurs enfants. Les peines applicables seront celles de l'article 312 du code pénal indigène. Il y a lieu de faire remarquer que ces dispositions sont toutes théoriques et que, dans la pratique, tous les magistrats indochinois l'ont constaté, les poursuites pour ce fait sont extrêmement rares, les enfants n'osant pas se plaindre.

Ces dispositions concernant le droit de correction ont été dans l'ensemble maintenues par les nouveaux codes indochinois.

L'article 209 du code civil tonkinois porte que : « Le droit de correction des parents sur leurs enfants ne peut s'exercer que dans les limites nécessaires pour le maintien de l'autorité paternelle », et l'article 208 de ce code interdit formellement aux parents de louer ou de mettre en gage leurs enfants pour le paiement d'une dette.

C'est encore dans l'intérêt supérieur de la famille et pour en sauvegarder la cohésion, qu'a été reconnu à son

chef le *droit de garde* sur les différents membres de la famille.

Il résulte de ce droit du père, l'obligation pour les enfants de rester, du vivant des parents, au domicile familial, sans qu'il leur soit possible de l'abandonner pour aucune raison. L'enfant, même majeur, ne pouvait, dans l'ancien droit, quitter le toit familial et réclamer un domicile et un rôle personnels.

L'article 82 du code Gia-Long punit de 100 coups de *truong* ceux des descendants qui auraient contrevenu à ces prescriptions. Ce droit a subsisté de nos jours.

Le décret de 1883, dans son titre V, le prévoit. Mais les enfants cessent d'y être obligatoirement soumis une fois majeurs ou émancipés. Cette solution est consacrée par l'article 207, alinéa 2, du code tonkinois nouveau. Toutefois, la coutume a persisté qui oblige le fils aîné à rester aux côtés de son père, du vivant de celui-ci, sous peine de se voir déshériter et dépouillé des prérogatives attachées au droit d'aînesse.

Le père dispose, en effet, même en droit moderne, *d'une faculté d'exhérédation sans limites*. Le droit annamite ne prévoit pas la catégorie des héritiers réservataires; le code des Lê, dont les dispositions en la matière ont été maintenues, donne au père la possibilité, s'il le juge bon, d'exhérer ses enfants avec ou sans motif. Les membres annamites de la Commission locale de Cochinchine du Code civil à l'usage des Annamites sujets français, avaient bien protesté contre ce droit exorbitant qui, prétendaient-ils, représentait le père comme un despote, mais la commission centrale, considérant que ces tendances novatrices ne se fondaient sur aucun argument décisif contre la coutume, décide de la

maintenir et de lui donner son plein effet. Les enfants reniés sont donc définitivement privés de leur part d'héritage et ne disposent d'aucune action en revendication.

Par contre, toujours en vertu de ce code des Lé, qui joue en matière d'organisation familiale un rôle essentiel, il est loisible au père de récompenser les enfants respectueux et de leur prouver, par des avantages successoraux, le prix qu'il attache à leur bonne conduite et à leur piété.

A ces droits fondamentaux du père se rattachent un certain nombre de prérogatives toujours étroitement liées aux intérêts de la famille, dont il importe d'assurer la perpétuation indispensable au culte des ancêtres.

Il en est ainsi du *droit de répudiation*. Le père a la faculté de répudier la femme dans trois cas. Pour cause de stérilité d'abord parce que, dit le code des Lê : « Ne pas avoir d'enfants est un manque de piété filiale ». Pour cause d'infirmité ensuite ; il s'agit, bien entendu, d'une infirmité rendant la femme impropre à la fécondation. Pour cause d'adultère, enfin, parce que la descendance doit être pure et exempte de toute souillure.

Le droit d'adoption procède de la même inspiration et relève, dans son organisation, de principes étroitement liés aux exigences du culte domestique. Il en est ainsi, tout au moins, de l'adoption dite religieuse ou *adrogation*.

Elle constitue un moyen ultime pour le père privé de descendance mâle, d'échapper au douloureux spectacle d'une lignée qui s'éteint et au malheur de l'extinction du culte. La grande utilité de l'adoption est donc de permettre au père de trouver, par un procédé juridique, le continuateur que la nature lui a refusé. De là certai-

nes conditions : l'adopté doit être d'une famille de même « hô », c'est-à-dire de même nom patronymique; l'étranger est rigoureusement écarté. Seul également peut être adopté le puîné; le cadet d'une branche collatérale, l'aîné devant le culte aux mânes de son père. Mais si le principe d'exclusion de l'étranger est formel, celui de la prééminence admet des exceptions.

L'adoption régulière donne à l'adopté les droits de l'enfant légitime et le soumet aux mêmes devoirs. Il passe d'une famille dans une autre et devient, par conséquent, l'héritier cultuel; il a droit aux biens du culte, au « *Huong Hoa* », et les dignités héréditaires lui sont acquises de ce fait.

C'est toujours pour les raisons que nous avons déjà signalées, que fut reconnu au père un droit absolu en ce qui concerne *le mariage* des enfants.

Cette institution, élevée au pays d'Annam à la hauteur d'une loi sacrée, s'est toujours imposée par la conception religieuse et sociale que s'en fait l'Annamite. Elle représente pour lui un acte de piété vis-à-vis de ses ancêtres, puisqu'elle constitue le moyen normal et régulier de s'assurer une descendance et de perpétuer le culte. Le célibat, rigoureusement proscrit par la loi morale, est une impiété; le mariage est un devoir, un acte religieux. Mais encore faut-il qu'il soit contracté à bon escient et n'ait pas pour conséquence d'introduire dans une famille honorable, un membre indigne d'elle. Les enfants, par leur jeunesse ou leur aveuglement, risquent de n'être pas en mesure d'en juger sainement, la coutume et la législation accordaient aux parents le droit d'y veiller, en ce sens qu'ils pouvaient marier les enfants à leur gré. Primitivement, le seul consentement

des parents était requis; les enfants ne pouvaient refuser le conjoint que leur proposaient les parents. Il fut admis, par la suite, que le consentement des enfants devait être pris en considération. Si donc l'accord des uns et des autres n'intervenait pas, le mariage ne pouvait avoir lieu — et cela quel que fût l'âge des intéressés.

A ces dispositions, la coutume finit par apporter quelques accommodements, en permettant à l'enfant le mariage non consenti par les parents, mais à la condition de quitter le toit paternel, ce qui équivalait par conséquent, pour le fils aîné, à la déchéance de ses droits d'héritier cultuel.

Les nouveaux codes, par leurs articles 76 et 77, prescrivent, conformément à l'usage annamite, le consentement des enfants, ainsi que celui de leurs parents. A défaut de ce dernier, le mariage n'est cependant pas nul, mais simplement annulable, l'article 88 n'accordant qu'aux seules personnes qualifiées pour consentir à l'union, l'exercice de l'action en nullité.

Cet examen de l'autorité paternelle, en fonction du sentiment religieux, exigerait, pour être complet, que l'on présentât les droits du père sur les biens des enfants. C'est ce que nous nous proposons de faire dans le troisième chapitre, dans l'étude des régimes fonciers. Nous nous bornerons pour l'instant à donner un rapide aperçu de la contre-partie, imposée par l'intérêt supérieur de la famille, à la puissance paternelle. Tout comme il en était des droits, il en sera, en effet, des devoirs. Ils reflètent le caractère désintéressé de l'autorité paternelle, et le sens tout familial qui a présidé à son organisation.

Le père devra, avant toute chose, veiller au maintien

de l'intégrité et de l'unité du clan ; nombre de droits dont il dispose n'ont pas d'autre objet ; et de ces droits il n'usera que modérément, n'obéissant qu'aux nécessités de l'intérêt familial.

C'est ainsi qu'il sera tenu, pour assurer la conservation du groupe, d'exercer la faculté qui lui est reconnue de répudier, d'adopter, d'exhérer, d'exclure et de marier ses enfants. Il doit en assurer l'entretien et l'éducation, et en toutes circonstances, donner l'exemple des vertus domestiques.

Le devoir pour le père d'assurer l'éducation de ses enfants, de les instruire et de leur enseigner par la parole et l'exemple les grands principes de la loi morale, présente un aspect social auquel le législateur s'est intéressé par les sanctions qu'il a prévues aux manquements. Le devoir est devenu de ce fait une obligation.

Les chefs de hameau, de village, sont tenus de signaler aux autorités, les parents qui se seraient montrés incapables d'assumer leur fonction et de se faire obéir. En cas de récidive, la peine du rotin est prévue.

A ces devoirs du père à l'égard des enfants s'ajoutent ceux dont il est tenu à l'égard de sa femme, soumise, elle aussi, à la puissance paternelle ; soit à celle de son père, soit, une fois mariée, à celle du père de son mari.



Le sentiment religieux qui, sous la forme du dogme fondamental de la piété filiale, a présidé à l'organisation de la puissance paternelle, devait également dominer la réglementation de la condition de la femme au foyer annamite.

Contrairement à ce que l'on serait tenté de supposer, *a priori*, en raisonnant par analogie avec ce qu'elle représente dans certaines sociétés primitives, ou en pays musulman, par exemple, cette condition n'est pas tellement inférieure, au pays d'Annam. Il ne s'ensuit pas que la femme y soit l'égale de l'homme. Bien s'en faut; il n'y a pas égalité entre sexes, et la femme est toujours considérée comme impure. Nos féministes auraient fort à faire en pays annamite s'ils s'avisaient de vouloir y faire triompher leurs principes! Mais à vrai dire, cette égalité est atténuée et tempérée; l'infériorité de la femme annamite par rapport à l'homme, n'a pas ce caractère excessif et choquant qu'il nous est donné de relever dans certaines autres sociétés, et nous pensons que cet adoucissement du sort de la femme tient précisément au sentiment de piété filiale.

Il nous est difficile, en effet, de concevoir que la femme, disons plus exactement l'épouse, ne jouisse pas d'une certaine considération, dans un pays où le fait pour un homme de s'être assuré une descendance constitue le plus grand des bonheurs. Pour l'Annamite, la femme est un être impur, certes, mais n'est-elle pas aussi celle qui procrée, celle par qui l'homme s'assure une descendance et, partant, un continuateur du culte? La femme, de par sa faculté de procréation, ne va-t-elle pas entrer de plein pied dans le système religieux de la famille et bénéficier ainsi d'une atténuation à la déconsidération qui s'attache au sexe féminin? Nous pensons, quant à nous, que cette condition de la femme dans la famille annamite peut s'analyser en fonction du sentiment religieux, dans les deux caractères prépondérants qu'elle présente : infériorité d'une part, relativité de

cette infériorité de l'autre. Nous pensons, en un mot, que le sentiment de piété filiale est capable de rendre compte de l'infériorité qui s'attache à la femme, comme des avantages que sa position peut lui valoir.

Cette inégalité, nous la retrouvons dans le domaine juridique comme sur le terrain pratique, en droit comme en fait.

La femme, en tant que membre du clan, est soumise à l'autorité du chef de la famille dont elle fait partie. La puissance paternelle s'exerce sur elle dans toute son étendue, et s'impose à la femme, pour des raisons identiques, avec toute la rigueur qu'elle revêt à l'égard des enfants. Cela va de soi quand la femme n'est autre qu'un enfant, tant que jeune fille, elle est tenue de résider sous le toit paternel. Tout ce que nous avons dit de l'autorité du père s'applique ici. Mais cela est encore vrai quand, du fait de son mariage, la jeune femme a quitté le domicile de ses parents. Elle entre alors dans la famille du mari et va se trouver assujettie à la puissance du chef de cette nouvelle famille. La femme n'a fait que changer de maître ; sa condition se trouve encore aggravée d'une sujétion nouvelle, celle qui la plie à l'autorité du mari.

Celui-ci avait, dans l'ancien droit, les pouvoirs les plus larges sur sa femme ; il lui était possible de la vendre, de la louer, de la mettre en gage. Il avait également sur elle un droit de correction modérée. Le législateur avait prévu la peine de strangulation comme sanction des coups provoquant la mort de l'épouse. Mais si c'était l'épouse la meurtrière, la peine était la décapitation, sanction autrement grave puisque la sépulture de l'épouse était interdite, sanction autrement plus grave puisque la sépulture

devenant impossible, l'âme était vouée au malheur éternel. Cette inégalité de condition apparaissait encore dans l'attribution faite au profit du mari seulement, du droit de demander la séparation pour cause de brutalité. Alors que la femme s'en trouvait frustrée, le mari pouvait, pour fait de brutalité, obtenir le divorce sans préjudice pour la femme des sanctions pénales qu'elle avait encourues.

Le décret de 1883, en interdisant formellement au mari la vente, la location et la mise en gage de la femme, a entendu limiter l'autorité maritale à des prérogatives normales, en lui enlevant ce qu'elle avait d'excessif et de barbare. Mais le principe même de cette autorité est maintenu ; le prestige et le pouvoir du mari restent ce qu'ils étaient dans le passé, avec ce tempérament qu'ils ne peuvent plus se manifester que dans des limites raisonnables.

Un autre aspect de cette infériorité de la femme réside dans la déchéance de ses droits provoquée par son remariage ; celui-ci faisant sortir la femme de la famille où elle est entrée, la prive de tous les droits qu'elle avait pu y acquérir. La femme change de foyer — donc de culte. Il ne saurait plus être question de lui accorder aucune faveur. Ses enfants, notamment, resteront sous l'autorité de la première famille à laquelle ils continuent d'appartenir.

Il ne faut pas croire d'ailleurs, qu'il soit si facile à la femme d'abandonner la famille du mari, après avoir promis d'en honorer les ancêtres. L'inégalité va reparaître ici dans les conditions du divorce. Il en est qui n'existent qu'au profit du seul mari ; c'est le cas de l'adultère et de l'abandon du domicile conjugal.

Pour ce qui est de cette deuxième condition, le législateur moderne en a bien étendu le bénéfice à la femme, mais subordonne l'exercice de son droit à un abandon d'au moins deux ans, sans motifs légitimes de la part du mari.

On pourrait voir, enfin, une raison d'infériorité de la condition de la femme, dans la présence au domicile conjugal de plusieurs épouses de rangs différents, on disait autrefois de concubines. Dans la législation actuelle, la situation des épouses de rang inférieur cessant d'être subordonnée au goût changeant de l'époux, il ne s'agit donc plus de simples concubines, mais d'épouses « secondaires ». Quoiqu'il en soit, la présence de ces épouses ne pouvait qu'amoindrir la condition de la première, en fragmentant et en éparpillant l'intérêt que la femme pouvait présenter au foyer, en lui opposant des rivales, parfois plus jeunes, plus agréables, plus séduisantes. Or, c'est encore au sentiment religieux que l'on doit les raisons profondes de la polygamie en pays annamite. C'est dans la nécessité, pour le mari, de s'assurer à tout prix une descendance mâle, un continuateur du culte, qu'il faut rechercher l'origine de cette institution ; la présence de plusieurs femmes et partant de plusieurs enfants de lits différents, étant une assurance chère au cœur de l'Annamite d'être « continué » le jour où les génies l'auront rappelé à eux.

Dans la vie pratique, la condition de la femme n'est guère enviable.

On sait que l'Annamite attribue au sang une influence magique maléfique. La femme vivant dans le sang à des époques régulières et accouchant dans le sang, va s'en voir étendre les qualités et devra subir les conséquences

de son état particueier (GIRAN, *Magies et religion annamites*). La femme est donc un être impur et sa condition va s'en ressentir. C'est la raison de l'isolement des femmes dans la société annamite. Elles ne vivent pas, du moins extérieurement, au contact de l'homme, ne mangent pas à sa table, n'apparaissent pas quand les visiteurs arrivent; les femmes restent entre elles, isolées dans la maison où un appartement leur est souvent réservé.

Elles sont tenues à l'écart des cérémonies religieuses publiques et s'il leur est possible d'assister à celles qui se déroulent sous le toit familial, ce ne peut jamais être qu'en qualité de spectatrices. La femme n'officie pas.

Nous avons dit quel sort lui était réservé par le poids de la triple sujétion qu'elle devait supporter. Soumise à l'autorité du mari et à la puissance du père de celui-ci, elle reste tenue, bien qu'appartenant à sa nouvelle famille, aux devoirs à l'égard de ses propres parents. Son existence, dès lors, est faite de dévouement, de sacrifices et d'oubli de soi. Pleine d'abnégation et de renoncement, la femme au foyer doit s'occuper de tout et contenter tout le monde : servir les vieux, dans une aveugle soumission, veiller aux enfants avec sollicitude et travailler au ménage. La femme vit pour les autres. Ce que l'écrivain Pearl Buck, dans son ouvrage remarquable : « *La Mère* », dit la femme chinoise, reste vrai pour celle d'Annam.

Ce n'est pas tout. Au travail de la maison s'ajoute pour la femme celui des champs. Dans la rizière, la besogne la plus fastidieuse, sinon la plus pénible, lui échoit : celle du repiquage. Courbées à longueur de journée sur l'eau boueuse, où se reflètent, implacables, les

rayons du soleil, elles vont ainsi, pieds nus, le pantalon retroussé au-dessus du genou, à petits pas, dans la rizière, plantant les ma (semis) d'un geste automatique et précis.

Ce travail des terres par la femme, il nous a été donné de le contempler de part et d'autre des pistes défoncées de la verdoyante Casamance. Mais, à l'encontre de ce qui se passe au pays d'Annam, la spécialisation n'apparaissait pas. L'homme se désintéresse de la rizière et en laisse toute la charge à ses compagnes, astreintes, de ce fait, aux besognes les plus faciles comme aux plus pénibles. La femme annamite jouit de plus de considération; les droits que lui reconnaissent la coutume et la législation, viennent au surplus pallier en partie aux inconvénients que sa condition pouvait présenter.

La femme, en effet, a droit à certains égards de la part du mari. La soumission qu'elle lui doit a pour contrepartie l'obligation pour l'époux de la traiter avec bienveillance et modération. L'article 307 du Code des Lè imposait déjà aux maris le devoir de ne pas délaisser leur femme, et disposait qu'un abandon de cinq mois pouvait entraîner la déchéance des droits du mari. La femme partage avec celui-ci l'autorité domestique, comme elle partage avec le père l'exercice de l'autorité paternelle.

Les textes relatifs à la puissance paternelle, parlant toujours des « parents » et non seulement du père, il s'ensuit que nous devons en étendre les dispositions à la mère. Celle-ci, en effet, tout en s'abstenant d'officier, assiste aux côtés du père dans les célébrations; elle peut le remplacer dans ses autres fonctions.

La présence d'autres femmes au foyer, ne peut en rien préjudicier à ses intérêts, car elle est la première épouse « vo chinh », la seule et vraie mère. Sa condition ne saurait en souffrir; elle garde sa préséance; elle seule peut partager avec le père l'exercice de l'autorité familiale. Son consentement est nécessaire pour un mariage de rang inférieur. L'introduction dans la famille d'une épouse de rang inférieur est donc subordonnée à l'approbation de la femme légitime.

Une fois dans cette famille, les épouses secondaires doivent obéissance et respect; leurs enfants passent après ceux du premier lit, quand bien même ceux-ci sont nés après coup. Toute la famille est tenue de porter le deuil de la mère dans des conditions identiques à ceux du père, pendant trois ans.

En outre, la femme légitime n'est pas *in manu*, elle jouit d'une certaine capacité civile. L'article 96 du Code civil de l'Annam étend à la femme annamite les avantages de la théorie du mandat tacite, et l'article 98 du même code précise que le mari est tenu des actes de l'épouse, en tant qu'elle n'excède pas les pouvoirs qu'il lui a donnés ou laissés d'une manière discernable pour les tiers. De plus, l'article 99, confirmant une disposition coutumière, accorde à la femme le droit d'exercer une profession, avec le consentement du mari.

A défaut de ce consentement, elle est habilitée à le demander au Président du Tribunal du deuxième degré, ou en Annam, au mandarin, à condition de prouver que cette profession est conforme aux intérêts de la famille.

Si, du vivant du père, la femme partage avec lui l'exercice de l'autorité domestique, elle devient, à sa

mort, le véritable chef de la famille; sur elle va peser l'obligation de veiller aux intérêts familiaux, le soin d'assurer la sauvegarde du patrimoine et la continuation de la famille. En elle vont s'incarner tous les droits du père. La femme, devenue veuve usufruitière, prend la direction de la maison et des biens; elle gouverne les enfants des différents lits et n'a de compte à rendre qu'au conseil de famille. Du moins n'en est-il ainsi que dans la mesure où elle respecte le veuvage.

Dans le cas de remariage, le conseil de famille pourra prononcer la déchéance de ses droits, et nous avons vu que les raisons en étaient avant tout d'ordre religieux. Mais, dans la mesure où elle respecte son veuvage, la femme a l'usufruit de tous les biens de la communauté et des siens propres, comme de ceux du mari (article 346 du Code civil tonkinois).

S'il n'y a pas d'enfants, la veuve reprend ses propres existant en nature et la moitié des biens communs. Dans l'autre cas, la part des biens communs qui lui revient est en rapport avec sa participation à l'acquisition des conquêts. La veuve partage l'administration des biens avec le fils aîné, mais cela ne l'empêche pas d'être en mesure de disposer seule de tous les biens meubles, pour acquitter les dettes successorales et pourvoir à l'entretien des enfants et des ascendants, comme pour subvenir à tous les frais nécessités par l'intérêt supérieur de la famille. Elle peut, en ce qui concerne ses propres immobiliers, en disposer seule.

Aux filles généralement exclues de la succession culturelle, l'ancienne législation reconnaissait même certains privilèges, dans le cas où le père était décédé sans descendance mâle, légitime ou adoptive. Elle admettait

exceptionnellement que le Huong Hoa revenait à la fille du défunt ou encore, comme le prévoyait le Code de Lê, à la fille qui y a le plus droit par son rang de naissance.

D'ailleurs le père, lorsqu'il n'a que des filles, leur attribue presque toujours son héritage. Le Code des Lê prévoyait, au surplus, le cas où le Huong Hoa, à défaut de mâle dans la branche aînée, aurait été attribué à la branche cadette.

Si, dans cette hypothèse, le dernier représentant de cette branche ne donne à son tour naissance qu'à des filles, le Huong Hoa doit être rendu aux filles de la branche aînée.

Au demeurant, dans le domaine de la vie pratique, la femme, surtout lorsqu'elle a eu des enfants, parvient souvent à s'imposer. Son activité, son habileté et sa finesse, lui font occuper au foyer, où elle est difficilement remplaçable, une place essentielle. Elle le sait et n'hésitera pas, à l'occasion, à le faire valoir. Dans les disputes, elle apporte une âpreté, une véhémence et des dispositions combattives surprenantes pour une personne d'ordinaire si effacée. Le mari, plus soucieux de sauvegarder sa dignité, se voit plus d'une fois contraint de céder et de battre en retraite devant les assauts furieux d'une épouse déchaînée et singulièrement douée pour entretenir, en présence de tous les voisins qu'elle prend à témoin, une colère alimentée par des invectives et des imprécations sans cesse renouvelées. Pour éviter ou écourter ces disputes publiques qui le gênent et risquent de lui faire perdre la « face », le mari se soumet fréquemment à la volonté de sa femme. Elle sait obtenir ce qu'elle veut et il n'est pas rare, même dans les fa-

milles pauvres, de lui voir porter sur elle, en vêtements et bijoux dont elle se pare aux jours de fête, l'essentiel de la fortune du ménage.

Au total, la condition de la femme dans la société annamite n'est donc pas tellement défavorable. La femme a, certes, toujours à subir les conséquences de l'idée d'impureté qui s'attache à sa nature, mais son rôle dans la loi sacrée de la perpétuation du culte, est trop essentiel pour que la coutume et la législation n'aient pas tenu à traiter, avec une certaine modération, celle qui est appelée à exercer une si grande influence sur la famille et tout particulièrement sur les enfants.



La seule façon de procéder pour bien comprendre la condition des enfants dans la famille annamite est encore celle qui consiste à l'analyser sous l'angle de la religion familiale.

Elle nous permettra de saisir, sans qu'il soit nécessaire d'insister, les raisons pour lesquelles cette condition ne comporte pratiquement pas de droits et ne constitue qu'un faisceau de devoirs.

La loi morale, conforme aux intérêts supérieurs de la famille, s'oppose à ce que les enfants puissent contrôler l'activité du père et lui demander des comptes; elle s'oppose à ce que les enfants puissent le poursuivre en justice. Rien ne serait plus contraire aux droits du père et partant plus dangereux pour la famille, que de reconnaître aux enfants des droits limitatifs de l'autorité paternelle. Aussi bien, la loi, dans la mesure où elle sanctionne les excès de cette autorité, prend-elle soin de n'attribuer le droit de poursuite qu'à certaines per-

sonnalités : chefs de quartier, chefs de village, ministère public.

La même loi morale oblige les enfants aux devoirs de *piété et assistance* à l'égard de leurs parents.

Les enfants doivent vénérer ceux dont ils ont reçu la vie et leur en témoigner en toute circonstance leur reconnaissance ; ils devront les assister en toute chose, « s'imposer des fatigues pour les nourrir et consacrer toutes leurs forces à l'accomplissement de ce soin ». Vis-à-vis de ses parents, l'enfant est tenu d'un dévouement absolu.

L'article 307 du Code de Gia-Long prévoit la sanction de 80 coups de truong pour les enfants qui n'auront pas pourvu entièrement aux besoins de leurs parents. Par contre, le Code des Lê, dans son article 296, se soucie d'assurer à l'observation exemplaire des principes de la piété filiale, une récompense brillante et publique, en déclarant que des marques d'honneur seront attribuées aux hommes remarquables par leur piété filiale.

C'est encore *le respect* qui, de tous les devoirs, s'impose avec le plus de force et qui donne lieu, de la part des enfants, aux manifestations les plus nombreuses dans la vie courante. A tout moment, à propos de tout, dans leurs paroles, dans leurs gestes et dans leur attitude, les enfants doivent témoigner du respect à l'égard de leurs parents. Ils feront toujours preuve de la plus grande déférence et n'entreprendront rien sans solliciter préalablement les conseils et le consentement de leurs auteurs. Nous avons vu que cette autorisation était notamment nécessaire à l'enfant pour se marier ou pour s'établir.

Le respect dû aux parents ne disparaît pas avec eux ;

il subsiste après le décès et s'attache à l'âme. Il s'attache aussi à la tombe. Le législateur d'autrefois était même particulièrement strict sur ce point et ne tolérait aucune défaillance. L'article 245 du Code de Gia-Long ne punit pas moins que de la décapitation, les enfants qui auront poussé la « monstruosité » jusqu'à violer les tombes et ouvrir les cercueils.

Nous ne nous étendrons pas sur le devoir d'obéissance qui est la première forme du respect dû aux parents dont il est interdit de transgresser les ordres. La peine du truong et l'exhérédation sont prévues comme sanctions des manquements au devoir d'obéissance.

Nous avons déjà rencontré un cas où le devoir des enfants survivait à la disparition des parents. Il en est ainsi du respect *du deuil*.

Les enfants sont tenus d'observer scrupuleusement les rites concernant le deuil des parents; il ne s'agit pas là de mesures faisant l'objet d'une appréciation personnelle, mais de préceptes rigoureusement sanctionnés par la législation. C'est ainsi que l'article 160 du Code de Gia-Long dispose que seront punis de 60 coups de truong et d'un an de travail pénible, ceux qui, ayant appris qu'ils sont en deuil de leurs parents, se cacheront et ne manifesteront pas de douleur.

Le deuil doit faire « éclater cette douleur ». Le même article porte que : « Ceux dont le temps de deuil ne sera pas complètement écoulé, qui se débarrasseront de leurs vêtements de deuil, se livreront aux plaisirs et oublieront leur douleur; qui feront de la musique ou assisteront à des festins, seront punis de 90 coups de truong... »

Bien au delà de la durée légale du deuil, signalons en-

fin que ces devoirs de vénération à l'égard des parents continuent à s'imposer à la descendance, soumise, ainsi que nous l'avons montré dans l'étude du culte des ancêtres, à l'obligation de célébrations pieuses et régulières.



Ainsi, les enfants vénèrent leurs parents et les parents vénèrent leurs ancêtres. La famille a les yeux tournés vers le passé. Mais ce même respect du passé l'oblige à préparer l'avenir ; pour vénérer les ancêtres, il faut des continuateurs. Il faut aussi que chacun d'eux se sente profondément la partie d'un groupe indestructible, cohérent, solidement constitué sur le socle de l'autorité paternelle, qui fait du père le représentant du groupe passé, le symbole du groupe présent, le fondateur du groupe à venir.

Qu'il s'agisse des droits du père, de la condition de la femme comme de celle des enfants, d'institutions comme celles de l'adoption, de la polygamie ou du mariage, toute l'organisation juridique familiale est inspirée par la doctrine de la piété filiale. C'est à ce titre que nous avons pu considérer la famille comme une véritable association religieuse.

Sachant à quel point était vigoureux le lien que le culte tissait entre les divers membres du groupe familial, le législateur, doublant la loi morale dont il transpose les préceptes dans le domaine de la loi civile, impérative et sanctionnable, s'est donc attaché à concevoir cette organisation familiale dans un sens essentiellement religieux.

Fort intelligemment, il allait tout faire graviter au-

tour du culte des ancêtres comme autour de ce qui lui paraissait le plus sûr garant de l'unité du bloc familial, c'est-à-dire de la tradition et de l'ordre.

Assuré de la solidité du groupe familial, il pouvait songer à celle du groupe social. C'est encore à cet égard, sur la toute puissance du sentiment religieux, qu'il allait fonder ses plus grands espoirs.



SECTION II. — LE VILLAGE ET LA RELIGION.

L'objet des développements qui précèdent était de montrer que, dans l'organisation familiale, le sentiment religieux tenait une place prépondérante. Or, ce qui est vrai pour un foyer l'est à peu près pour tous les autres.

Les différences, quand elles existent, sont en effet minimales et ne touchent pas à l'essence même du culte, mais en général à son appareil extérieur, à sa partie visuelle. Nous sommes dès lors autorisés à revêtir le sentiment religieux d'un caractère de généralité qui nous permet de passer de son aspect familial à son aspect social, la communauté villageoise n'étant pas autre chose que l'agrégation des diverses communautés familiales dont elle se compose.

Mais c'est là un aspect social « dérivé », si l'on ose dire, et que l'on pouvait tirer par voie de généralisation de tout ce que nous avons écrit jusqu'ici. Il est d'autres éléments sur lesquels nous préférons insister, le sentiment religieux étant trop profond et trop vivace au pays d'Annam, pour ne pas se traduire dans la vie col-

lective en de multiples façons. C'est ainsi qu'il ne cesse d'accompagner le village tout au long de son existence. Il se manifeste directement à l'origine de la cité; par la célébration des cultes collectifs il apparaît dans la vie communale; il y transparaît par le solidarisme qu'il a suscité.

**

§ I^{er}. — *Les origines du village*

La sociologie étudie le plus souvent des phénomènes à évolution lente. Il en est ainsi de la commune annamite, qui n'est pas apparue du jour au lendemain par la vertu d'une génération spontanée, avec l'organisation que nous lui connaissons aujourd'hui, avec ses règles, ses coutumes et ses traditions.

Elles sont l'œuvre du temps et de l'expérience des hommes, de leurs efforts vers un mieux être social. Il n'y a pas eu application, en d'autres termes, à un groupement préexistant, d'un code constitutif de la commune, d'un ensemble harmonieux de règles toutes préparées et définitives. Tout au plus en est-il ainsi pour les communes nouvelles; c'est une idée que nous aurons l'occasion de retrouver dans l'étude des villages de colonisation agricole, que, pour faire face aux difficultés de main-d'œuvre, l'administration a eu l'idée de créer en terre d'immigration.

Le village annamite actuel doit être considéré comme le produit d'une longue évolution. On peut admettre qu'à l'origine, réduit à sa plus simple expression, il n'était qu'un groupe familial que son chef avait fixé en

un point déterminé du territoire. Sous la direction et l'initiative paternelles, tout ce petit monde se met courageusement au travail; la maison est d'abord construite, puis les terres sont défrichées. On les met en valeur, et chacun par ses efforts individuels, collabore à la chose commune.

La famille prolifère, s'agrandit; la maison est devenue trop petite; d'autres foyers vont se créer, d'autres portions du territoire vont être mises en valeur.

Le groupe de base a essaimé; par scissiparité, il donne naissance à des groupements de souche commune, de même « hô » et dont les membres sont unis les uns aux autres par les liens du sang.

Astreintes à la présence périodique lors des célébrations plénières, ces petites communautés s'établissent autant que possible à proximité les unes des autres pour des raisons morales et utilitaires. Les déplacements sont longs et incertains dans un pays où les moyens de transport sont inexistants; de plus, le temps a passé, des parents sont morts qui ont leur tombe dans les champs, des tombes qui doivent être entretenues et que l'Annamite ne peut se résigner à laisser dans l'abandon.

Peu à peu, à ces groupes primitifs viennent s'en ajouter de nouveaux, par l'incorporation d'éléments étrangers : foyers transfuges, exilés, vagabonds, pirates assagis et convertis à la douceur de la vie sédentaire, errants de toute nature, venus de toutes les directions.

Le groupe familial est devenu hameau et village et le village est devenu cité. L'élément étranger est allé sans cesse augmentant, mais cela n'empêche pas qu'à la base, le noyau initial, la cellule primaire, était le groupe familial, peut-être éteint depuis, et que c'était le respect des

morts et les nécessités du culte, qui avaient astreint la famille à se fixer en un point donné du territoire pour ne plus le quitter.

Il arrive aussi que le village se soit formé d'un seul bloc, quand, à la suite d'un homme audacieux, tout un groupe se détache d'une cité préexistante pour aller plus loin, chercher une terre nouvelle et plus accueillante.

Le sentiment religieux convie les habitants à la vie sédentaire. Mais encore n'admet-il pas que l'on s'établisse inconsidérément et n'importe où.

Le fondateur de la communauté villageoise n'a pas choisi sans précautions, ni sans appréhension, l'emplacement où devait se dérouler la vie de ceux dont il avait la charge et de leurs descendants. Comme nous l'avons dit pour la maison, l'emplacement va prendre ici toute sa valeur et tout son sens religieux. Les lois naturelles, la qualité du sol, les conditions que le pays présente au travail de l'homme, ne sont pas les seules qui soient prises en considération. Les esprits ont leur part aussi, et les dieux ne restent pas indifférents aux choix. Ce serait placer la future communauté sous de biens mauvais auspices et lui préparer de durs jours à venir, que de la placer en un point du territoire qui n'ait pas l'agrément des génies. Ce serait aussi pour celui qui en assume la responsabilité, une dangereuse aventure personnelle dont il devra, à coup sûr, supporter les conséquences, que de s'aliéner de prime abord la bienveillance des divinités. Aussi, ne va-t-il pas se décider à la légère et procédera-t-il avec les ménagements voulus, pour ne pas aller à l'encontre de la volonté des dieux. Le géomancien consulté aura l'occasion de mettre sa science à l'épreuve

et parviendra, avec force sacrifices, à déterminer l'emplacement des maisons, des puits, des autels, etc. Il y a en la matière un code de l'eau et du vent dont on s'efforce de ne pas s'écarter, ou dont on ne s'éloigne que dans la moindre mesure, lorsque les conditions naturelles se montrent rebelles aux lois de la magie. Les cours d'eau ont toujours présenté pour l'homme un irrésistible attrait. Par bonheur, la géomancie au pays annamite n'y voyait pas d'inconvénients, la religion et la commodité de la vie pratique concordent ici à ravir. C'est sans doute la raison pour laquelle les lieux saints où sont bâtis les édifices cultuels et les villages eux-mêmes, voient si souvent les petits cours d'eau et les ravissants arroyos.

Par son rôle dans le choix de l'emplacement, la religion va de la sorte influencer dans une notable mesure sur la physionomie du village, sur le paysage villageois. Il en a été fait maintes descriptions qui, toutes, nous montrent le village discrètement enfoui sous la verdure ou timidement blotti derrière une haie de bambou qui en masque la vue, comme le ferait un écran que les habitants, soucieux de vivre en paix, auraient disposé devant leurs maisons pour les dissimuler aux yeux des étrangers redoutés et mal vus.

Il est rare de ne pas trouver à proximité du village un ou plusieurs de ces agréables bosquets, la plupart du temps constitués de touffes de bambous qui jaillissent épais et drus d'un sol riche. Bois sacrés alternent avec autels et pagodons aux pittoresques architectures. La profusion de ces temples en miniature est toujours un sujet de surprise pour le visiteur qui en rencontre partout, dans les villages, dans les villes, comme dans les

lieux les plus retirés. Non moins pittoresques sont les temples, les fameuses pagodes du pays d'Annam. Il n'est pas un village qui en soit complètement dépourvu.

Voici ce que dit d'un de ces édifices religieux, le Haut Mandarin Trang-Hoï-Duc, lieutenant du vice-roi de Gia-Dinh, en 1810, dans sa description officielle de la Cochinchine : « Au sommet de la colline est la pagode d'An-tôn. C'est là qu'au milieu de la nuit se chantent les prières écrites sur des feuilles d'arbre. La cloche résonne et sa voix s'élève comme une fumée parmi les nuages... Les jeunes filles préparent le riz et le soir elles vont l'offrir à la pagode. Aux époques des grandes fêtes on voit les bacheliers et les docteurs gravir les dix marches du temple, la coupe à la main et la boîte à bétel de l'autre ; ils entonnent des chants sacrés et assis sur la colline dont les fleurs émaillent l'herbe à leurs pieds, leur poésie va se perdre comme un encens pendant qu'ils éprouvent une véritable joie, à la vue d'un si beau site » (1).

Il n'est pas jusqu'au nom même du village qui ne se resente de l'influence religieuse. Il arrive que des génies aient donné leur nom à des cités ; que leurs habitants, pensant par là se mettre plus étroitement sous la protection des dieux, leur forcer la main, si l'on peut dire, aient choisi le nom de l'un d'entre eux pour désigner leur agglomération. Tel est le cas de Hâ-Tiên (génie du Fleuve), de Lâm-Dinh (dragon de la paix).

Mais dans ce domaine l'influence religieuse va plus loin encore et prend un caractère plus général. Il tient

(1) Traduit par AUBARET dans son « *Histoire et Description de la Basse Cochinchine* ». Paris, 1863.

au terme même par lequel on continue, en Annam, à désigner le village. A côté du mot Lang figure, en effet, celui de xa, d'origine chinoise et qui désigne également le dieu du sol. Il s'est ainsi produit une assimilation de la divinité et du territoire de la commune qui est l'aire où l'on sacrifie aux dieux. Cette identification des concepts de divinité et d'espace terrestre a disparu de Chine où elle avait pris naissance, mais a subsisté en Annam.

*
**

Les éléments extérieurs du village, nom, paysage et emplacement, ne sont d'ailleurs pas les seuls à se ressentir de l'influence religieuse. Elle intervient de façon plus profonde dans la vie même de la cité, « association religieuse et politique de familles, et surtout le sanctuaire de cette association », dit Fustel de Coulanges. Elle conditionne l'existence morale de cette communauté, en tant qu'elle lui impose un génie protecteur, chargé de veiller sur elle, de la protéger et d'en assurer le développement paisible et prospère. Elle en conditionne enfin l'existence juridique, en ce sens que la communauté n'est qu'un groupement de fait sans existence légale non plus que religieuse, dans la mesure où il n'a pas fait l'objet d'une investiture impériale.

Le village, en effet, ne pouvait se constituer sans avoir reçu un brevet de fondation, d'une part, et sans avoir obtenu l'investiture, d'autre part.

Le brevet de fondation, délivré par l'empereur, permettait à celui qui en prenait l'initiative, de créer le village.

L'investiture faisait naître à la vie religieuse et civile le groupement de fait ainsi constitué, en affirmant son lien d'allégeance à l'empire, et en lui attribuant une divinité protectrice. Cette investiture n'était donc pas autre chose qu'une autorisation et une reconnaissance officielle, par où se manifeste le double aspect religieux et civil de la personne de l'Empereur. En qualité de chef d'Etat, il reconnaît et autorise l'adjonction à l'empire d'une nouvelle unité sociale et administrative. En qualité de chef religieux, il autorise cette nouvelle unité à faire partie, par le choix d'une divinité locale, du système religieux de la nation ; il l'admet à la vie religieuse. Il en résulte, pour la cité, un double lien d'allégeance, une double sujétion ; et pour le pouvoir central, vis-à-vis de la commune, deux éléments d'autorité qui, se renforçant mutuellement, venaient heureusement consolider une domination parfois chancelante.

Il en résulte aussi une plus grande unité, une plus grande cohésion de l'Etat, du fait qu'un lien religieux, le plus solide qu'il se pouvait trouver au pays d'Annam, va s'établir entre les différentes communes, dont les génies ont une source et une origine identiques. L'Etat tout entier se trouve sous la protection des dieux.

Les importantes conséquences qui découlent de l'investiture, expliquent le prix que le pouvoir impérial attachait à cette formalité, et les rigoureuses sanctions dont il frappait les groupements qui prétendaient s'en dispenser. Considérés comme rebelles, ils encouraient la destruction et la confiscation des biens, sans préjudice des poursuites dont pouvaient faire l'objet leurs habitants.

C'est dire l'intérêt que le pouvoir central attribue à

l'aspect religieux de la cité, puisqu'aussi bien il en fait un instrument de politique, un moyen de domination, le plus discret et le plus efficace — parce que le plus conforme à l'esprit du peuple et à ses aspirations profondes.

Comme il avait besoin de divinités pour présider à sa vie familiale, l'Annamite en a besoin pour présider à sa **vie sociale**.

Elles répondent à une même nécessité de placer toute existence, individuelle, familiale et communale, sous une protection mystique. Si le culte des ancêtres est l'élément fondamental dans la vie familiale, celui du génie protecteur s'impose pour le moins, d'une façon aussi impérieuse, dans le déroulement de la vie collective. Le culte des génies est au village ce que le culte des ancêtres est à la famille.

Ils ne sont pas tellement différents dans leur essence et dans leur fondement. De même que les dieux familiaux ne sont pas autre chose que les ancêtres décédés, de même le génie protecteur n'est qu'un homme qui, à une époque plus ou moins reculée, se signala par sa vertu, sa bravoure et les services qu'il rendit à l'Etat. Nombre de généraux qui se distinguèrent par leur vaillance et leur habileté, au cours des longues luttes contre les Chinois, les Français ou les pirates, furent ainsi divinisés. Le furent également des philosophes de grand renom, des médecins célèbres ou des magistrats qui s'étaient tout particulièrement signalés dans l'exercice de leurs fonctions. Ce sont même parfois des personnages plus modestes, les descendants ou les serviteurs d'un grand homme, et que la légende devait lui associer, etc.

Quoi qu'il en soit de ses origines, le génie protecteur est indispensable à la vie communale. On ne conçoit pas,

au pays d'Annam, de cité qui n'ait pas sa ou ses divinités protectrices. Le citadin se passerait difficilement de ce génie en qui s'incarnent l'âme de la communauté, ses besoins, ses aspirations, ses joies et ses souffrances. Il représente la règle, la coutume, la morale; il personnifie les intérêts du groupe, qui attend de lui bonheur et prospérité.

Puisque représentation il y a, il apparaît normal que ce soit au groupe lui-même que revienne le droit de se choisir un génie, comme aux électeurs celui de choisir leur représentant. Mais ce serait négliger le contrôle du pouvoir central et limiter l'exercice de la tutelle religieuse et par voie de conséquence politique, de l'Etat vis-à-vis des communes. Si les habitants peuvent choisir leur génie, ce n'est jamais qu'en vertu d'une délégation impériale. Le village choisit tel génie qui lui convient, mais c'est l'Empereur qui le nomme. Il lui décerne à ce titre un brevet dont l'effet, en affectant au village intéressé le génie choisi, est de le faire entrer dans la hiérarchie des puissances célestes. Le génie protecteur ainsi placé à la tête d'une communauté, vient au-dessus des génies domestiques qu'il contrôle, au-dessous des génies provinciaux dont il relève et auxquels il doit rendre compte de son ministère. Le sommet de l'échelle hiérarchique est occupée par Ngoc-Hoan, l'Empereur de jade, la divinité suprême.

Ainsi pourvu d'une affectation, le génie va se voir astreint à toutes les charges que comporte sa fonction. Le village lui rend bien le culte, mais entend que ce ne soit pas en pure perte. Gratifié de tous les honneurs, le génie supporte toutes les responsabilités, en ce sens qu'au contrôle de ses supérieurs célestes, vient s'ajou-

ter celui de l'homme. Les mandarins provinciaux dressent périodiquement un état de services des génies de leur province, et l'envoient à la cour, où il appartient à l'Empereur, au vu de ces notes, de prendre toutes dispositions qu'il juge utiles pour récompenser le mérite et la vigilance, ou pour sanctionner les défaillances.

Pour un peu nous pourrions parler d'un tableau d'avancement. Une distinction honorifique est accueillie avec joie par la population qui sent rejaillir sur elle l'honneur attribué à son génie. Une rétrogradation lui attire la mauvaise humeur des habitants, leurs sarcasmes et parfois même leur colère. Dumoutier raconte, dans ses « Cultes annamites », les mésaventures du Grand Génie de Hanoï, rétrogradé pour avoir laissé prendre, par les Français, la ville dont il avait la garde.

Le Génie protecteur est devenu un fonctionnaire; il est nommé par brevet impérial, il est rétrogradé ou révoqué comme un mandarin dont on n'apprécierait pas les services.

Il est aussi logé. Sa demeure est le Dinh, le temple, qui est en même temps la maison commune. C'est un grand édifice rectangulaire, composé en largeur et en profondeur d'un certain nombre de travées. De nombreuses colonnes y supportent une architecture compliquée. La partie centrale est réservée aux offrandes et à l'autel. C'est là qu'a été placé en grande pompe le Brevet impérial de nomination. Si, pour une raison ou une autre : incendie, pillage, etc., ce brevet venait à disparaître, les notables s'empresseraient d'en demander une ampliation à Hué, pour épargner au village le déclenchement des pires calamités. Les parties latérales servent aux assemblées de notables. On y discute de

toutes les affaires intéressant la commune, de la récolte et des événements divers.

C'est encore là que sont traitées les questions administratives et judiciaires, en un mot tout ce qui touche à la vie du groupe communal.

C'est là, enfin, que se déroulent périodiquement des manifestations qui tiennent dans la vie sociale du peuple annamite une place essentielle.

Nous voulons parler des cérémonies connues sous le nom de cultes communaux.

§ II. — CULTES COMMUNAUX ET FÊTES VILLAGEOISES.

Notre intention n'étant pas de souligner seulement l'influence du génie protecteur, mais, d'une façon plus large, celle du sentiment religieux sur la vie sociale au pays annamite, nous entendons par cultes communaux, non pas uniquement ceux qui sont dédiés à ce génie, mais tous ceux qui font l'objet de cérémonies collectives, provoquant la participation de la population ou tout au moins de ses représentants.

Il ne s'agit pas plus ici que précédemment, pour ce qui concernait l'analyse du sentiment religieux et du culte des ancêtres, d'entreprendre une étude complète de toutes les cérémonies religieuses se déroulant dans le cadre communal. Nous nous bornerons à en signaler quelques-unes qui nous paraissent particulièrement révélatrices de l'« esprit collectif » du villageois annamite.

C'est précisément le sens collectif, qu'il possède à un rare degré, qui pousse le peuple d'Annam à célébrer les

cultes des génies, avec cette ferveur et cet empressement qui témoignent de son attachement à la chose collective. Les ancêtres sont vénérés pour la protection qu'ils accordent à la famille et les génies pour celle qu'ils étendent au village. Il y a chez tout Annamite un esprit de groupe qui le pousse à l'association et un esprit de religion qui lui fait placer le groupement sous l'égide d'une puissance divine. Cette double tendance s'exprime par les cultes communaux, qui lui permettent, au sein d'un groupement, d'honorer des divinités communes. Tout le monde n'est d'ailleurs pas admis à ces célébrations. Il faut, pour cela, réunir un certain nombre de conditions.

1° Il faut être membre du groupe — cette condition est essentielle et exclusive de toute participation d'élément étranger.

2° Il faut être adulte, c'est-à-dire avoir au moins 18 ans. C'est l'âge où l'homme pouvant être « inscrit » sur les rôles d'impôt, est par là même jugé apte à prendre sa part des charges communes.

3° Il faut être sain et bien constitué. Les célébrations collectives comme les célébrations domestiques doivent être pures de toute souillure.

Pour être admis à officier aux cérémonies, des conditions nouvelles sont requises; ce sont les autorités qui officient.

Seul le chef du village peut y remplir l'office de président; des notables et des lettrés le secondent. Dans certaines régions, au Tonkin, par exemple, des inscrits, les Duong Cai, sont tenus à tour de rôle, suivant l'ordre de leur inscription, de pourvoir aux offrandes pendant toute l'année. Dans les villages importants, on a vu des Duong Cai vendre leur patrimoine pour satisfaire à

Le 1^{er} et le 15 de chaque mois, est également célébré un culte au génie tutélaire, pour lui faciliter l'accomplissement du voyage qu'il doit faire auprès de ses supérieurs célestes. Nous savons que le Brevet impérial, en nommant ce génie, lui fait acquérir une place dans la hiérarchie des divinités. Cette subordination hiérarchique se manifeste notamment par l'obligation où il se trouve, de fournir périodiquement un compte rendu de la façon dont il s'est acquitté de sa fonction auprès des villageois.

C'est l'occasion, pour ceux-ci, de lui témoigner par des sacrifices et des offrandes, leur sentiment de confiance et leur fidélité.

*
**

Mais ces cultes, plus particulièrement réservés au génie tutélaire, ne sont pas les seuls par où peut se manifester le sentiment de la solidarité religieuse du villageois. Il en est d'autres, comme celui que l'Annamite célèbre à Confucius et à Hung Dao, qui traduisent tout aussi bien son sens de la chose collective.

Le culte rendu au philosophe Confucius et à ses disciples, l'est aussi bien à Hué, capitale de l'Empire, qu'aux chefs-lieux de province et que dans les villages. A Hué, c'est l'Empereur lui-même qui officie; dans les provinces où ce culte dispose, au chef-lieu, d'un édifice qui lui est spécialement affecté, les célébrations sont le fait du gouverneur ou Tong-Doc. Dans les communes où il ne dispose généralement que d'un autel en plein air, le culte est célébré par les notables lettrés, car l'autel de Confucius est en même temps celui de la Littéra-

génie, en organisant en son honneur une imposante procession qui met en œuvre dans son agencement, tout ce que le village peut comporter de richesses, d'ingéniosité et de talent décoratif. A la joie bruyante qu'il provoque tout au long de son parcours à travers les rues, le cortège mêle l'écho des étourdissantes pétarades que tous, jeunes et vieux, gamins et vénérables vieillards, s'amuse à déclancher avec un plaisir enfantin.

A l'autel, des victuailles sont présentées en offrandes et le soir, dans le temple, une représentation théâtrale est exceptionnellement organisée en l'honneur du génie tutélaire.

Les sacrifices pour la santé et le bonheur, répondent aux raisons mêmes de l'existence du génie communal. Il n'est là que pour protéger les villageois contre les influences maléfiques, et pour répandre sur la population une protection efficace du ciel contre tous les fléaux qui peuvent atteindre la collectivité.

A ces cultes vont donc se greffer, avec un cérémonial sensiblement analogue, ceux dont l'objet est d'invoquer la protection divine contre les fléaux naturels qui inquiètent ou ravagent les populations.

Généralement célébrés au printemps ou à l'automne, les premiers donnent lieu à une grande procession où figure toute la population. La tablette du génie est placée sur un brancard et promenée en grande pompe de par le village, avec son habituel cortège bariolé et tonitruant.

Les autres n'en diffèrent guère que par l'adjonction au rituel normal, de rites conjuratoires consistant à lancer sur l'eau un sampan en papier, chargé d'offrandes destinées aux génies.

Le 1^{er} et le 15 de chaque mois, est également célébré un culte au génie tutélaire, pour lui faciliter l'accomplissement du voyage qu'il doit faire auprès de ses supérieurs célestes. Nous savons que le Brevet impérial, en nommant ce génie, lui fait acquérir une place dans la hiérarchie des divinités. Cette subordination hiérarchique se manifeste notamment par l'obligation où il se trouve, de fournir périodiquement un compte rendu de la façon dont il s'est acquitté de sa fonction auprès des villageois.

C'est l'occasion, pour ceux-ci, de lui témoigner par des sacrifices et des offrandes, leur sentiment de confiance et leur fidélité.

*
**

Mais ces cultes, plus particulièrement réservés au génie tutélaire, ne sont pas les seuls par où peut se manifester le sentiment de la solidarité religieuse du villageois. Il en est d'autres, comme celui que l'Annamite célèbre à Confucius et à Hung Dao, qui traduisent tout aussi bien son sens de la chose collective.

Le culte rendu au philosophe Confucius et à ses disciples, l'est aussi bien à Hué, capitale de l'Empire, qu'aux chefs-lieux de province et que dans les villages. A Hué, c'est l'Empereur lui-même qui officie; dans les provinces où ce culte dispose, au chef-lieu, d'un édifice qui lui est spécialement affecté, les célébrations sont le fait du gouverneur ou Tong-Doc. Dans les communes où il ne dispose généralement que d'un autel en plein air, le culte est célébré par les notables lettrés, car l'autel de Confucius est en même temps celui de la Littéra-

ture, les génies littéraires se trouvant rattachés au culte de Confucius. L'un d'eux, « Si Vuong », est plus particulièrement honoré par les instituteurs dont il constitue le patron spirituel, pour avoir introduit au pays d'Annam, l'étude du Chinois et y avoir ouvert la première école.

Si tous les habitants ne participent pas aux célébrations de ce culte réservé aux lettrés, s'il revêt ce caractère distingué et aristocratique qui en exclut la participation du populaire, il n'en présente pas moins un caractère social très net, ne serait-ce que par les sociétés littéraires qui viennent s'y greffer. Ces sociétés, que l'on rencontre dans de nombreux villages, ont pour objet de rendre le culte aux habitants ayant eu un grade dans le mandarinat ou un grade universitaire. Les cérémonies ont lieu deux fois par an, l'une généralement au printemps, vers le deuxième mois, l'autre à l'automne, vers le huitième mois. Elles aboutissent, en ce sens qu'elles sont réservées aux lettrés, à créer au sein du groupement communal une véritable aristocratie intellectuelle.

Plus populaire est le culte rendu à Hung Dao. Celui-ci était un général qui, au xiii^e siècle, détruisit une armée chinoise d'invasion. Avec son guide, le traître Pham Nhan, il fut fait prisonnier, et la légende raconte qu'ayant tous deux été décapités, leur tête furent jetées à l'eau où des pêcheurs les trouvent qui leur firent des sépultures, sans toutefois oublier de solliciter en retour une pêche abondante. Elle fut miraculeuse. Le bruit s'en répandit et un temple fut élevé à la mémoire des deux hommes. Sur ces bases s'est édifiée une doctrine qui a ses autels, ses adeptes et ses rites. Tandis que l'influence de Pham Nhan est maléfique, celle de

Hung Dao est bienfaisante et appréciée aussi bien par les généraux autrefois, que par tout le peuple de nos jours. Hung Dao aurait le pouvoir de faire cesser les sécheresses et les épidémies, de délivrer les possédés, de guérir les malades, de féconder les femmes et de protéger les enfants que l'on place sous sa sauvegarde. De plus, sa doctrine présente, par ces préceptes fondamentaux, un caractère social évident. Elle interdit, par exemple, la débauche et l'ivrognerie, la diffamation et le mensonge, le vol et le brigandage, elle prescrit par contre la charité.

*
**

Ces deux derniers cultes, du fait qu'ils ne sont pas spécifiques à tel ou tel village; mais qu'ils peuvent se rencontrer sur toute l'étendue du territoire annamite, débordent du cadre communal et présentent déjà un caractère national.

Il en sera ainsi des nombreuses fêtes qui constituent pour le peuple annamite un élément fondamental dans sa vie sociale. Elles entrent dans le cadre de notre sujet, non pas seulement parce qu'elles s'accompagnent de sacrifices aux génies protecteurs, mais aussi parce que le caractère religieux n'en est jamais absent.

Il n'y a pas au pays annamite de fêtes qui soit purement laïques.

Les plus importantes d'entre elles sont assurément celles qui accompagnent le renouvellement de l'année.

Elles groupent deux catégories de cérémonies, celles du 23^e jour du dernier mois et surtout celles du 1^{er} jour du premier mois, le fameux « Têt Nguyên Dan ».

Les fêtes du 23^e jour du dernier mois complètent celles que nous avons vu célébrer bi-mensuellement au génie protecteur, à l'occasion de ses missions auprès des génies supérieurs.

Ces compte-rendus périodiques prennent, à la fin de l'année, le caractère d'une récapitulation générale qui ne pouvait, décemment, pas manquer de solennité. En ce jour, le 23^e, le génie de chaque foyer quitte la maison dont il assure la protection, pour rendre compte de la mission au génie du village qui, à son tour, en référera à ses supérieurs hiérarchiques.

Pour que ces randonnées s'effectuent dans de bonnes conditions, toutes les familles se sont mises en frais, en offrant aux génies un véritable équipement de voyage et des montures, ainsi que des lingots d'or et d'argent, le tout étant d'ailleurs en papier.

Mais ce sont de loin les fêtes du Têt, celles qui correspondent à notre 1^{er} janvier, que l'Annamite célèbre encore avec le plus de ferveur, dans l'enthousiasme général. C'est la fête sociale par excellence. D'un bout à l'autre de l'Union Indochinoise, sur deux mille kilomètres de longueur, le peuple annamite va, plusieurs jours durant, dans une atmosphère curieuse de liesse et de recueillement, célébrer sans désenchanter aux mânes de ses ancêtres et aux génies dont il sollicite la protection.

En ces jours, il ne faut pas trop demander à l'Annamite, il n'appartient plus aux autres. Il s'appartient. Patrons et employeurs le savent bien, et doivent s'attendre à des demandes d'argent et d'avances de solde. L'Annamite veut fêter dignement le Têt, il se refuse en pareille circonstance à lésiner, à calculer ; il voit grand,

et le plus pauvre veut être en mesure de dépenser aussi largement que possible.

Pour célébrer le Têt, l'Annamite aura même fait des économies. C'est un tour de force. Tout cet argent passera dans les présents, dans les offrandes, dans les gracieuses volutes des fumées d'encens, et dans le tintamarre assourdissant des pétards chinois.

Au temple, le Président du sacrifice veille à ce que l'encens brûle continuellement. Le premier jour a lieu la cérémonie de la lecture du compliment d'usage au génie, et le septième jour, seulement, sont célébrés les rites d'adieux par lesquels on l'assure des sentiments de reconnaissance et de fidélité de la population.

Très répandue également au pays d'Annam est la fête du 15^e jour du 7^e mois, le « Têt Trung Nguyên ». C'est la fête des morts, fête bouddhique que le peuple annamite a facilement adoptée, sans doute parce qu'elle marque un événement qui, dans son esprit, ne pouvait manquer de prendre une grande importance. Ce jour-là, en effet, les portes des enfers s'ouvrent et les âmes se répandent dans le monde, où elles vagabondent, de maison en maison, aimables, serviables, taquines ou mauvaises.

Elles ne seront satisfaites que dans la mesure où chaque famille aura placé devant la porte de sa maison, une table copieusement garnie de mets et d'offrandes qu'à la nuit tombante on brûle et on répand sur le sol à l'adresse des âmes. Dans toutes les rues du village se dressent ainsi, au seuil des habitations, des tables encombrées d'offrandes en papier représentant les objets les plus divers : lingots d'or et d'argent, vêtements et drapeaux, etc... Dans chaque maison les offrandes sont offertes aux

mânes des ancêtres, tandis qu'à la pagode bouddhique, il est procédé à des sacrifices au bénéfice de ceux qui sont morts sans descendance.

Elle n'est point dépourvue non plus du cachet social, cette fête de l'Automne, que l'on célèbre au pays d'Annam, à la lune, patronne de la femme et de la vie conjugale. C'est la fête du « Trung Thu », du 15^e jour du 8^e mois, jour propice entre tous pour se trouver une fiancée. Dans les villages toute la jeunesse, garçons et filles, se réunit le soir, les garçons dans les cours, les filles à l'intérieur des maisons, et une sorte de joute oratoire se livre entre eux, où chacun se fait un point d'honneur d'être plus brillant que son voisin. Des heures durant les chansons d'amour improvisées alternent avec les traits d'esprit et les plaisanteries qui jaillissent de çà et de là, et que l'on se renvoie d'un groupe à l'autre. C'est ce que l'on appelle « chanter en se taquinant ». A l'occasion de cette fête, dans les maisons ouvertes où l'on pénètre librement, le défilé dure jusqu'à une heure avancée de la nuit, ce qui explique la décoration des grands jours dont on a tenu à parer la salle d'honneur. Bien entendu, le côté spectaculaire de cette fête ne fait nullement obstacle à son caractère religieux, ni aux sacrifices et offrandes habituelles.



Fêtes villageoises et cultes proprement dits — qu'ils soient rendus au génie tutélaire ou à d'autres — autant de manifestations collectives du sentiment religieux, qui, répondant aux besoins profonds de l'âme populaire, vont tenir dans la vie sociale de l'Annamite

une place essentielle. En lui donnant l'occasion et les moyens d'exprimer en commun sa crainte respectueuse des forces surnaturelles dont il a peuplé son univers, elles lui procurent l'inappréciable réconfort de ne pas se sentir isolé devant le grand mystère de la vie, ni d'être seul dans sa faiblesse, devant la puissance écrasante du monde invisible qui l'entoure.

Autant de manifestations aussi, en son aspect religieux, du sentiment plus vaste de la solidarité, qui se traduit, en dehors des cérémonies cultuelles, dans les domaines les plus divers de la vie sociale.

**

§ III. — LA SOLIDARITÉ VILLAGEOISE.

Sans aller jusqu'à nier que le sentiment de solidarité soit complètement étranger au sentiment religieux, ni que l'on ne puisse leur trouver dans tel ou tel domaine de multiples connexions, l'on pourra nous contester une assimilation par trop étroite de deux phénomènes qui peuvent fort bien se concevoir séparément. L'on nous dira ainsi que la solidarité étant d'ordre moral, ne devrait pas être confondue avec la religion, dont nous observons dans ce travail diverses répercussions sur la vie annamite; qu'ayant affaire à deux concepts s'établissant sur des terrains différents, l'un d'eux se trouve être de surcroît.

Il faudra bien convenir cependant que, même chez nous, la loi morale aujourd'hui indépendante de la loi religieuse, lui était autrefois trop étroitement liée pour que l'on puisse l'en détacher complètement.

La morale est fille de la religion, elle en dérive et ne s'en sépare qu'à l'époque moderne, contrairement à ce qui se passait en un temps pas tellement éloigné, où la loi religieuse était à la fois la loi morale et la loi civile.

D'ailleurs, de nos jours encore, nombre de croyants, quelle que soit la confession dont ils relèvent, se refusent aux distinctions et aux délimitations entre l'ordre moral et l'ordre religieux. C'est dans leur religion et là seulement qu'ils vont chercher leur règle de morale.

A plus forte raison faut-il s'attendre à ce qu'il en soit ainsi au pays d'Annam, chez un peuple qui, dans sa grande masse, en est dans son évolution spirituelle et dans sa vie mystique, au stade où, dans la chrétienté, la religion réglait toute chose.

En pays annamite, la religion, et nous avons pris soin de souligner dans notre introduction qu'il fallait entendre par là autant, sinon plus, de superstition que de religion proprement dite, se mêle à tout, absorbe et règle tout. Elle n'est pas plus étrangère à la conduite du villageois vis-à-vis de son groupe qu'à celle du fils vis-à-vis de son père. L'individu n'existe pas en tant que personnalité indépendante, il est fonction d'un groupe dont les intérêts sont les siens, d'une collectivité où son individualité disparaît devant la raison commune. Il doit au groupe auquel il appartient la plus complète soumission. Des siècles de sujétion au groupe familial ou communal, avec lequel il finit par se confondre, ont abouti en lui, à l'apparition du sens collectif, à l'éclosion d'une « âme collective ». L'habitude de voir en toute chose l'intervention des puissances célestes et de toujours chercher à se les concilier, le porte à mettre les intérêts communs sous la protection des dieux. Le sens collectif

se teinte de mysticisme et devient un solidarisme religieux.

Il est aisé d'en trouver de nombreux aspects dans les domaines les plus divers.

C'est ainsi qu'il existe une solidarité de classe.

Les lettrés ont toujours constitué en pays annamite un corps très imbu de ses droits et soucieux d'en sauvegarder les prérogatives et les privilèges qui lui faisaient dans la société une place à part, celle d'une véritable aristocratie intellectuelle. Démocratiques, en apparence, les conditions du recrutement des lettrés étaient conçues de telle façon que la masse populaire s'en trouvait pratiquement écartée. Une classe naît de la sorte, trop jalouse de ses attributions, pour consentir à ce qu'on les partageât entre tous.

Une solidarité en unit les bénéficiaires, que nous avons vu, dans le paragraphe précédent, se grouper en sociétés littéraires pour rendre un culte à leur patron, le philosophe Confucius et à ses disciples.

En l'occurrence, la solidarité aboutit à des manifestations religieuses sous la forme de célébrations culturelles.

Il en est encore ainsi de la classe des artisans. La pratique d'un même métier, l'exercice des mêmes activités professionnelles, l'usage de procédés identiques de fabrication, les intérêts communs enfin, qui en résultent, ont conduit les artisans, comme les lettrés, à se grouper en corporations de professions sous l'égide d'un patron spirituel auquel un culte est également rendu.

Pour ce qui est des cultivateurs qui constituent la base de la société annamite et dont on peut dire qu'ils représentent à eux seuls cette société, leurs intérêts

communs sont beaucoup trop puissants pour n'avoir pas suscité une solidarité foncière dont on retrouvera les manifestations dans l'étude des cultes agraires, d'une part, et dans l'examen des divers aspects de la vie agricole d'autre part.

Le mysticisme et le sens du collectif vont même jusqu'à pousser les femmes, exclues des cérémonies publiques, à trouver une espèce de revanche dans la célébration d'un culte spécial : le culte des Trois Mondes.

Nous ne le signalons que pour mémoire, car ce culte, d'origine taoïste et pratiqué par les femmes seulement, ne jouit pas d'une grande considération au pays d'Annam, soit en raison de son caractère féminin, soit parce son rite met en jeu des pratiques hypnotiques et des trances auxquelles les familles n'aiment pas voir leurs femmes et leurs filles se livrer.



A la solidarité de classe se superpose une solidarité d'ordre économique. Cultes agraires et cultes patronaux en sont encore autant de manifestations que nous retrouvons plus loin. Il en sera de même de la solidarité devant l'impôt et devant les corvées.

D'ordre économique aussi est cette solidarité des enfants devant les dettes des parents ; solidarité de la famille, dont il importe de sauvegarder le prestige et l'honneur dans la société, aux yeux d'autrui. Il faut payer les dettes de la famille ; si le père ne le peut, l'enfant le fera, car il en est tenu personnellement. Toute dette du père peut être recouvrée sur le fils. La piété filiale explique le vieux dicton : « Le père em-

prunte, le fils rembourse ». Aujourd'hui, le juge a certes toute faculté d'appréciation et pourra notamment tenir compte de la situation personnelle du fils au moment où la dette aura été contractée, mais l'obligation morale reste trop impérieuse; le fils serait honteux de s'y soustraire, et si, d'aventure, il s'y risquait, sa réputation dans le village, où tout se sait, se trouverait singulièrement compromise.

Fait économique et social la maison est, elle aussi, une œuvre solidaire.

Nous avons signalé que la construction de la maison ne mettait pas seulement en œuvre des activités purement matérielles, mais que par de nombreux côtés elle revêtait un aspect religieux, auquel la société tout entière se trouve intéressée. Construire une maison, c'est, en effet, trouver l'Esprit du sol, c'est risquer par le choix de l'emplacement et les différents travaux de fondation, de provoquer le mécontentement de la divinité et même d'en déchaîner la fureur sur tout le territoire du village. Celui-ci trouve donc un intérêt direct et collectif à ce que les rites soient suivis et en exigera, au besoin, la scrupuleuse observation. La famille, de son côté, pour n'être pas seule à affronter la divinité et pour réunir le maximum de garanties, va solliciter des conseils de la part de tous les villageois et leur aide également. Tout le village participe à la construction de la maison, comme aux libations qui l'accompagnent.



Il n'est pas dans la société villageoise, un solidarisme où l'influence du sentiment religieux soit plus directe

que celui qui a provoqué le développement de la solidarité culturelle.

C'est ainsi que se sont créées des associations funéraires dont l'objet est d'en garantir les membres contre le danger d'un défaut de sépulture convenable. L'association a son mobilier funéraire et la présence des participants à l'enterrement de l'un des leurs, représente l'assurance, pour le défunt, d'être porté à sa dernière demeure dans des conditions acceptables et avec un certain apparat.

De plus nous avons vu qu'au Têt Trung Nguyên, un culte était célébré à la pagode au bénéfice des défunts sans sépulture et de ceux qui se sont éteints sans postérité. Mais ce n'est là qu'un pis aller. Il peut se faire, en effet, que malgré tous les moyens (polygamie, adoption) dont il dispose pour s'assurer une descendance mâle, l'Annamite, sur ses vieux jours, encoure le péril de l'extinction du culte, du fait de l'absence de tout continuateur. Pour échapper à ce douloureux événement, qui prend pour lui les proportions d'une véritable calamité, l'Annamite pourra avoir recours à la société, intéressée comme lui à l'apaisement des âmes sans prières. Il lui restera la possibilité, par le procédé de la « fondation », de faire célébrer le culte à son âme. Il léguera, à cet effet, le patrimoine familial, soit au village, soit à une établissement religieux, soit même à une personne quelconque, à condition pour le légataire de perpétuer le culte et d'entretenir la tombe. Le continuateur est un étranger, mais l'essentiel est que le culte soit célébré.

Aux yeux de l'Annamite, la perpétuation du culte prend une importance telle, qu'on a vu se développer au Tonkin et en Annam, des associations chargées de re-

cueillir les biens des vieillards sans descendance. Les vieilles personnes leur cèdent tous leurs biens, vivent sur la communauté et sont assurées qu'à leur décès, le culte leur sera rendu par les sociétaires, sur les revenus des legs. La solidarité cultuelle prend la forme d'une véritable assurance sur la vieillesse et sur le culte.

**

La solidarité de classe et de profession, la solidarité économique et cultuelle ne sont pas les seules manifestations de l' « âme collective » du peuple annamite. Nous le retrouvons uni dans le malheur et dans la joie, devant les charges, comme dans les avantages.

Nous le retrouvons notamment uni dans la sanction. Ce n'est que tout récemment qu'au principe de la responsabilité collective s'est substitué le principe moderne de la responsabilité personnelle. Mais, jusqu'à nos jours, la société annamite avait vécu sous le régime de la solidarité dans la faute. Famille et village étaient également solidaires de la faute commise par un de leurs membres, et devaient en supporter collectivement les conséquences.

Le père était ordinairement incriminé de l'inconduite notoire de son fils, et l'article 223 du code de Gia-Long concernant le complot de rebellion contre l'Etat et le Souverain, punit de mort lente les membres de la famille dont il donne une longue énumération. Nous nous bornerons à signaler que, dans la ligne directe, il frappe quatre générations, de l'aïeul au petit-fils inclusivement. Toute la famille pouvait, de la sorte, être décimée par la faute d'un seul.

La solidarité générale est tout aussi rigoureuse et peut être considérée comme la consécration officielle du lien qui unit si étroitement les habitants du village. Une ordonnance du Tu-Duc dispose que le Ly-Truong (maire) sera puni et destitué lorsque, dans les villages et hameaux, les habitants se seront rendus coupables du manque de piété filiale et du manque de concorde, et que « les chefs et sous-chefs de cantons qui n'auront pas été capables de corriger le coupable au début et de l'empêcher de mal faire seront punis... »

Au surplus, la sanction du ciel est toujours présente pour pallier aux défaillances de la sanction officielle. La solidarité villageoise explique pourquoi le village est toujours intéressé à la bonne conduite de tous, l'irreligion d'un seul pouvant préjudicier à la collectivité en attirant sur elle la colère des dieux. C'est encore la raison pour laquelle l'abandon définitif de la cité est rigoureusement proscrit. L'Annamite ne quitte pas plus facilement son village qu'il ne quitte sa famille. L'abandon du groupe, et par conséquent du culte et des tombes, est une impiété dont le village tout entier peut avoir à supporter les conséquences.

Il arrivait que cet abandon fût obligatoire. C'est ce qui se produisait dans le cas de l'exil, la peine la plus sévère après la mort, en ce sens qu'elle obligeait le condamné à quitter ses terres et ses tombes. Mais là encore, la solidarité religieuse va se manifester, en ce qu'elle peut autoriser l'exilé à rentrer momentanément dans ses foyers, pour rendre le culte à ses aïeux.

Tout le village se trouvera encore groupé devant les fléaux, dans la lutte contre l'inondation, contre les épidémies, uni dans une commune espérance en la miséricorde

des génies dont on invoque ensemble la protection pour la fin d'une sécheresse.

La loi morale prescrit au village l'assistance à ses pauvres. L'inégalité des richesses est en partie corrigée par le partage périodique des terres communales et, amorçant une grande réalisation de la colonisation française, sous l'empereur Gia-Long étaient créés des établissements d'assistance : les « DuongTêsu », pour les vieillards, malades, infirmes et indigents.

Mais avant même que cette mesure humanitaire n'apparût, les vieillards bénéficiaient depuis toujours, au pays d'Annam, de la plus grande considération et de ce respect qui s'y attache à la personne de tous ceux sur qui s'est portée la sollicitude divine. Leur grand âge en étant la preuve, et les vieilles personnes ne pouvant, de la sorte, que porter bonheur à la communauté, celle-ci leur témoignait de ses excellentes dispositions par des dons de vêtements chauds et d'aliments choisis parmi les meilleurs.

Elle date de loin enfin, des origines même du village, cette solidarité qui en a toujours poussé les habitants à s'unir pour la défense de leur personne et de leurs biens contre tous ceux qui veulent attenter à la sécurité du groupe. Il n'y a pas si longtemps, il nous était donné d'assister, dans la province de Camau, dans un hameau fraîchement créé sur des terres à mettre en valeur, à cet élan spontané de tous les habitants, se portant à la poursuite de pirates qui avaient voulu les surprendre dans leur sommeil, mais que les battements précipités et inquiétants du tam-tam avaient déconcertés.

Unis dans les malheurs et devant les charges, les

villageois le sont aussi dans le bonheur et dans les avantages qui peuvent survenir au groupe.

Nous ne reviendrons pas sur les fêtes qui leur procurent le moyen de manifester collectivement leur piété et de s'adonner sans réserve à leurs plaisirs favoris. Nous rappellerons seulement que le groupe tout entier fait sien l'honneur dont peut être gratifié l'un de ses membres — que toute distinction honorifique méritée par un habitant rejaillit sur l'ensemble du village. Le succès de l'un de ses fils à un examen, l'obtention d'un diplôme, un avancement dans l'ordre mandarinal, tout profite moralement à la collectivité qui s'en réjouit publiquement. Des processions sont aussitôt organisées, un cérémonial rapidement composé, et tout le groupe va ainsi exprimer au génie tutélaire sa joie et sa reconnaissance.

**

L'âme collective peut expliquer beaucoup de choses. S'il est un pays où la notion de groupe a pris toute sa signification et son entier développement, c'est bien au pays annamite.

Voici une société où la commune, association à bien des égards religieuse de familles, constitue un élément fondamental de la vie sociale, où le village représente une entité qui prend l'allure d'un véritable petit état théocratique. L'autorité du pouvoir central vis-à-vis de l'individu était lointaine et souvent même disparaissait. L'habitant connaît son chef de famille et son chef de village, mais l'empereur reste pour lui un être un peu vague et mystérieux.

Par contre, le pouvoir des autorités locales est tout puissant. Il est au village ce qu'est la puissance pater-

nelle à la famille; l'habitant est au chef de la communauté ce qu'il est à son père, soumis et respectueux. Le conseil des notables dirige effectivement la vie collective, répartit l'impôt, gère le budget communal, assure la police, la justice, l'assistance, veille à l'entretien des routes, ponts et digues, il dirige enfin la vie religieuse en ses manifestations collectives. La commune apparaît de la sorte comme la cellule administrative et sociale par excellence; l'Etat n'est plus qu'une mosaïque de communes. Or, le pouvoir des autorités locales ne s'exerce sur l'individu que par l'intermédiaire de son chef de famille. L'Annamite n'existe donc qu'en fonction d'un groupe, il n'apparaît qu'à travers lui, qu'il s'agisse du groupe familial ou communal. Il y trouve d'ailleurs son intérêt, et ne cherche pas à se soustraire à la soumission que son état lui impose. Son esprit de solidarité, plus encore que la crainte des sanctions, lui fait s'incorporer étroitement à la communauté au sein de laquelle il s'est trouvé placé, et resserrer les liens qui l'unissent à elle. Dans cette communauté, la vie religieuse est intense. Le sentiment religieux, qui est à la base de l'organisation familiale, tient encore une place de choix dans celle du village où, par ses manifestations collectives, il va s'exprimer dans toute son ampleur.

En elles apparaissent ainsi les deux éléments fondamentaux par lesquels pourrait se définir la société annamite, la notion de groupe d'une part, la religiosité de l'autre.

Nous allons voir qu'ils ne sont pas plus étrangers à la vie économique du pays d'Annam qu'ils ne le sont à sa vie sociale.

CHAPITRE III

L'aspect économique du sentiment religieux

S'il n'est pas étranger à l'économie, le sentiment religieux ne s'y manifeste cependant que d'une façon généralement plus discrète et plus lointaine qu'en matière sociale. En dépit du caractère d'universalité qu'il peut revêtir au pays annamite, on ne pouvait pas s'attendre à ce qu'il se traduisît d'une manière aussi évidente dans l'organisation économique que dans celle de la famille ou du village. On ne pouvait pas attendre du sentiment religieux qu'il influençât la production, comme il influence la vie collective, et le domaine des biens comme celui des personnes.

Ce n'est pas dire que l'aspect économique de la religion soit sans intérêt, ni qu'il faille en méconnaître l'importance.

Nous retrouvons en effet le sentiment religieux, dans des domaines où, à bien des égards, il joue un rôle essentiel.

Il en est ainsi notamment en matière agricole et en matière industrielle.

Sous ces rubriques, que nous envisagerons successivement, nous le verrons se manifester non seulement d'une façon directe et immédiate par des cérémonies religieuses qui viennent se superposer à celles que nous

avons déjà étudiées, mais encore dans le régime foncier, dans le choix du métier, comme dans la manière de l'exercer, dans les caractères de la production artisanale, etc.

L'œuvre de production se trouve donc, au pays d'Annam, influencée par le sentiment religieux, dans une mesure qui n'est pas négligeable. Elle ne se place, d'ailleurs, pas seulement sous le signe de la vie mystique, mais aussi sous celui de la vie collective. La notion de groupe dont nous avons eu l'occasion d'apprécier l'importance, trouve ici une place de choix. L'œuvre de production, aussi bien agricole qu'industrielle, est impersonnelle et anonyme; elle est une œuvre collective, le produit d'une activité commune. Le groupe social est aussi un groupe économique; famille et village interviennent à ce titre comme des facteurs prédominants dans la production. Sur les terres familiales, tous vont peiner en commun; les biens communaux font l'objet d'un partage périodique, le solidarisme foncier, qui est l'un des traits les plus remarquables de la vie annamite unit tous les villageois dans un même effort collectif, et l'œuvre industrielle donne lieu, enfin, à une spécialisation artisanale villageoise, qui ne manque pas de pittoresque.

Mais s'est surtout en matière d'agriculture, c'est-à-dire dans le domaine depuis toujours prépondérant de l'économie annamite, que le sentiment religieux va se manifester essentiellement. S'il intervient dans la production du pays d'Annam, ce n'est **jamais de façon plus sensible que par son aspect agricole.**



SECTION I. — L'ASPECT AGRICOLE

Toute l'économie annamite gravite autour de la vie agricole. Celle-ci occupe une place tellement importante, que l'on peut, sans exagérer, la considérer comme représentant cette économie, et ceux qui en vivent, la masse innombrable des cultivateurs, comme représentant la société. Cette façon de voir, que d'aucuns pourraient juger trop brutale et trop exclusive de nuances pourtant dignes d'être prises en considération, a du moins l'avantage de nous montrer la vie annamite sous son véritable jour; le peuple annamite comme un peuple de cultivateurs, la civilisation annamite comme une civilisation du végétal.

On peut admettre, avec M. Gourou, dans son remarquable ouvrage sur *l'Utilisation du sol en Indochine française*, que toutes les populations indochinoises, les plus évoluées comme les plus reculées, continuent à être étroitement liées au règne végétal; que les Annamites y font appel aussi bien pour leur alimentation que pour leur outillage, pour leur habitation que pour leur habillement, etc.

Le riz, notamment, ce pain des Asiatiques, a une telle importance dans la vie économique, que la riziculture confère au pays d'Annam une sorte de dignité morale, que le riz prend le caractère d'une sorte de valeur sacrée.

L'influence du sentiment religieux, en la matière, est indéniable. Nous ferons toutefois en sorte de ne pas tout vouloir expliquer par la religion, de ne pas tomber

dans l'erreur qui consisterait pour les besoins de la cause et pour justifier une conclusion posée d'avance, à revêtir le sentiment religieux d'un quelconque pouvoir déterminant en matière agricole, à lui prêter à tout prix un rôle et des vertus qu'il n'a pas. Ce serait oublier que la vie agricole est plus près encore de la terre que de la divinité, et qu'il est des conditions naturelles devant lesquelles le sentiment religieux n'a plus qu'à s'incliner. C'est ce qu'il a fait au pays d'Annam. Il s'y est adapté à la vie agricole de si heureuse façon, qu'il en devient inséparable et qu'il n'est pas toujours aisé de se rappeler qu'il la reflète sans la conditionner.



§ 1^{er}. — *La culture du sol et la loi morale*

Il n'est pas d'occupation plus honorable, plus digne, ni plus conforme à la loi morale du pays annamite, que celle qui consiste à travailler la terre.

Habiter la maison de ses aïeux et cultiver le champ où ils ont peiné, où maintenant ils reposent dans ces tombes modestes et vénérées, dont les tumulus bossellent çà et là une rizière uniformément plate, c'est témoigner de la fidélité de son souvenir, de la profondeur de sa piété filiale, et de son attachement à l'œuvre familiale. Pour l'Annamite, travailler le sol, c'est accomplir son destin terrestre, c'est aussi préparer sa destinée céleste.

C'est accomplir son destin terrestre, parce que pour sa très grande majorité, le peuple annamite ne conçoit pas d'autre profession que celle de cultivateur. Le travail de la terre ne l'empêche certes pas de trouver dans

l'exercice de certains métiers secondaires une rémunération complémentaire. Mais ces occupations d'appoint sont en rapport avec l'activité agricole et ne s'en séparent que rarement. Quand bien même, par extraordinaire, elles s'en détacheraient complètement, elles ne constituent jamais pour l'agriculteur qu'un moyen de se procurer quelques ressources nouvelles qui viendront heureusement s'ajouter aux maigres revenus des terres qu'il continue à travailler opiniâtement, sans velléité d'abandon. Né cultivateur, l'Annamite reste toute sa vie un cultivateur, qui se caractérise par un attachement véritablement religieux au lopin de terre ancestral; il en est fier — le terme de *Nha que* (paysan) ne saurait être péjoratif que pour l'Européen et l'« évolué ».

C'est aussi préparer sa destinée céleste, parce que la vie religieuse glorifie la vie agricole et lui confère un rôle sacré, en lui attribuant une dignité supérieure qu'aucune autre profession ne partage. La vie agricole et la loi morale sont inséparables, elles s'interpénètrent elles ne se conçoivent pas séparément. Celle-ci prescrit au peuple annamite le travail du sol comme le plus digne, le plus méritoire et le plus conforme à la volonté divine; celle-là, par la vie sédentaire qu'elle implique, par la présence permanente au foyer où se trouve l'autel des ancêtres, au village où se trouve le temple, aux champs où gisent les tombes, va faciliter l'accomplissement de la règle morale. Ce serait peut-être une question intéressante de savoir où est la cause, où est l'effet; de savoir si c'est la vie sédentaire et agricole qui, en lui créant un climat favorable, a déterminé l'épanouissement de la vie religieuse, ou bien si, au contraire, c'est le sentiment religieux qui a conduit le peuple à la vie

sédentaire et partant agricole. Mais c'est là une pure question d'école. Que ce soit la nature ou la religion qui ait provoqué un certain état de choses, nous n'avons pas à nous en occuper ici, c'est l'état de choses en soi qui nous intéresse. Or, il est indubitable qu'il n'y a pas de genre de vie plus conforme au sentiment religieux ni qui n'en porte plus profondément l'empreinte, que la vie agricole.

Etre cultivateur, c'est en effet se conformer aux multiples prescriptions de la règle morale. C'est se mettre dans les meilleures conditions voulues pour satisfaire aux exigences de la religion. C'est créer au mieux l'ambiance mystique des célébrations cultuelles familiales et communales ; c'est se mettre en mesure d'ajouter aux dieux domestiques et villageois, les toutes puissantes divinités agraires.

Le travail de la terre se conforme encore à la règle religieuse en ce qu'il incite à un genre de vie ancestral immuable et qu'imiter les anciens est une grande vertu au pays d'Annam. Il n'est pas de plus louable, ni de plus respectueuse façon pour un fils de succéder à ses pères, que de reprendre en main l'œuvre ancestrale au point où l'ont laissée leurs forces défaillantes. Les enfants se feront un devoir de suivre la ligne de conduite que leur ont tracée leurs parents et de ne point s'en écarter. Ils ne sauraient mieux les continuer qu'en exerçant la profession ancestrale, en restant aux champs dont tant de générations ont déjà vécu. Le fils témoigne de sa piété filiale non pas seulement par le culte qu'il rend aux ancêtres défunts, mais encore par la façon dont il organise sa vie matérielle, par l'exercice d'une profession et d'activités analogues à celles de ses aïeux.

Cultiver le sol c'est, pour l'enfant, une façon de succéder pieusement à son père, c'est réaliser pleinement au pays d'Annam la notion du « continuateur ».

Il semble, dit M. Briffaut, que l'Annamite, comme le Chinois d'autrefois, vive pour encenser les morts. « Cha-
« cun s'attache à la vie sédentaire et agricole, à la cul-
« ture de son champ, dans la conscience atavique ou
« réfléchie de l'œuvre solidairement vécue et perpé-
« tuée. »

*
**

Du sens moral de la culture du sol résulte un certain nombre de conséquences.

C'est tout d'abord la dignité qui s'attache à la vie des champs. La vie rurale est déifiée, elle prend un caractère sacré. Elle est chantée aussi ; elle a été en pays annamite la source d'inspiration la plus féconde, le thème le plus fréquent des chansons et poèmes, où elle dispute la première place à l'amour, où la vie des champs dans les détails les plus minutieux des multiples travaux auxquels elle donne lieu, a été racontée sous toutes ses formes.

C'est aussi la considération sociale dont est entourée la profession de cultivateur, et le caractère d'honorabilité qu'elle revêt. L'Annamite n'est pas seulement fier de travailler la terre, il en est honoré, car l'honneur n'est pas simplement d'être un honnête homme, il est d'être cultivateur. La famille est dite « honorable » lorsqu'elle est fixée à demeure sur le champ ancestral, lorsque, sous la tutelle morale et religieuse de son chef, elle aura

pour le plus grand bien du pays, réussi à coordonner les efforts individuels dans une œuvre commune.

Aux avantages moraux viennent s'ajouter des avantages matériels et d'ordre juridique, en ce sens que le travail de la terre est, ou plus exactement était, la condition de la possession dont il constituait la base légitime. Seul le travail peut donner droit à la possession; ne peut posséder quiconque ne travaille pas le sol. Nous aurons l'occasion de retrouver cette idée et les répercussions qu'elle comporte à l'égard de la collectivité qui se trouve, de ce fait, investie d'un pouvoir de contrôle économique et moral à la fois, et à l'égard de l'individu pour lequel la possession est en même temps un droit, le droit au travail, et un devoir, celui du descendant à l'égard de ses ancêtres, celui du citoyen vis-à-vis de son groupe social.

Le travail du sol est par excellence l'affirmation du mérite individuel, l'accomplissement des devoirs de citoyen et de croyant, la manifestation plénière du respect de la loi civile et religieuse et, en somme, de l'ordre naturel, dans la conception théocratique que s'en fait l'empire annamite. Dans l'énumération qu'il donne dans son article 2 des crimes contre l'ordre naturel, le Code de Gia-Long fait venir en premier lieu le crime de rébellion contre les Esprits protecteurs de l'Empire, c'est-à-dire contre les Esprits qui règlent la destinée de la terre et de la production agricole, contre ceux-là même qu'à la Cour impériale, le souverain honore, de nos jours encore, dans le faste des cérémonies officielles.

Ainsi, la loi civile, comme la règle de morale religieuse, l'ordre naturel en un mot, sollicitent l'Annamite au travail du sol. Comme la religion, la prospérité de l'Etat

s'y trouve intéressée; c'est ce qui explique pourquoi, dans un pays si profondément pénétré du sentiment religieux et de la vie mystique, l'on puisse aboutir à la paradoxale défaveur dont se sont de tous temps trouvés entourés les établissements religieux improductifs, les établissements affectés à la vie purement contemplative. Les monastères sont des organismes économiquement inutiles, ils ne produisent rien; ceux qui les habitent ne travaillant pas, sont autant de charges pour la société à laquelle ils demandent sans rien lui rendre. « Cette classe de personnes ne laboure pas la terre, n'exerce aucun métier, ni industrie, elle se nourrit ». La loi civile en ne tolérant la fondation de ces établissements improductifs qu'à contre-cœur, est conforme à la véritable nature du sentiment religieux qui, au pays d'Annam, prescrit à la fois la prière et le travail. La religion annamite est utilitaire.

La législation et la morale sont sans ménagements pour qui manque à l'ordre naturel et à la loi du groupe, en exigeant de la société des services sans contre-partie. La condition normale au pays d'Annam, est dans la possession d'une terre travaillée, au sein d'un groupement à la prospérité duquel on collabore.

La religion et la législation se retrouvent ainsi dans l'affirmation de l'excellence de la vie sédentaire qu'elles prescrivent toutes deux comme la plus favorable à la plénitude de la vie religieuse, familiale et sociale, alors qu'avec une égale rigueur, elles proscrivent l'errance comme un grave manquement à cet ordre naturel, social, économique et religieux à la fois.

L'individu n'existait civilement que s'il faisait partie d'un groupe, que dans la mesure où il avait droit de

cité, c'est-à-dire qu'il était inscrit sur des registres établissant qu'il était fils d'une famille d'agriculteurs originaires de la cité. Ce privilège lui donnait droit à la possession d'une parcelle du sol communal. Etre membre de la cité et possesseur foncier sont, dit M. Briffaut, deux notions qui se confondent.

L'individu sans attache, l'homme de nulle part, l'errant, manque à tous ses devoirs de croyant et de citoyen. Il vit en dehors du culte et du groupe, c'est un hors la loi.

Il est justement un moyen de réhabilitation, prévu en son intention : c'est le travail du sol. L'errant peut se réhabiliter par son travail et acquérir le droit de cité. De nombreux textes lui octroient cette faveur ; nous en voulons pour preuve l'ordonnance de la 11^e année de Minh-Mang (1830) que l'on peut, *a fortiori*, lui étendre.

« Si à la résidence des individus condamnés à la servitude militaire ou à l'exil, il y a des terrains incultes qui peuvent être cultivés, les fonctionnaires du lieu devront y installer les condamnés en leur fournissant tout ce qui est nécessaire à la culture et à la mise en valeur de ce terrain. Au bout de trois ans, les terres défrichées et mises en culture seront inscrites sur les rôles fonciers des villages et hameaux voisins et deviendront la propriété des condamnés qui les auront cultivées ».

La mise en valeur des terres incultes ne profite pas seulement aux vagabonds condamnés et déracinés, elle profite à tous. Des ordonnances de la cinquième, dix-septième et trentième années de Tu-Duc, disposent que pourront être élevés au grade de mandarins, ceux qui auront eu le courage et la ténacité de défricher et de mettre en valeur des terres nouvelles. A cette dignité

s'ajoutera, pour le bénéficiaire, l'avantage de se voir attribuer officiellement une portion du sol affectée à son culte personnel.

L'Etat théocratique attache le même prix à la religion et à la législation, qui est souvent d'ailleurs d'inspiration toute religieuse; entre la morale et la loi civile, il n'y a pas de cloison étanche, toutes deux se confondent dans l'ordre naturel. Et cet ordre naturel, dans l'intérêt supérieur de l'Etat, prescrit au peuple le travail de la terre et l'appartenance à un groupe comme les meilleurs moyens de servir la religion et le pays, de concilier les Esprits protecteurs et la prospérité de la nation. « Le culte, la morale, la loi tiennent dans les limites d'une rizièrè » (Briffaut : *La Cité Annamite*).



§ II. — *La part de la religion dans le régime foncier*

Le sentiment religieux n'est pas plus indifférent au régime foncier du pays annamite qu'il ne l'est au travail du sol; son intervention se manifeste aussi bien dans la détermination de la qualité juridique des terres que dans la forme essentielle de leur utilisation.

Dans le paragraphe relatif aux origines du village, où nous avons précédemment examiné les processus de constitution du groupe social, nous avons eu l'occasion de rencontrer cette idée que c'est à partir d'un noyau initial, familial, que s'était peu à peu formée la commune. Pour la première famille installée en un point déterminé du territoire et pour toutes celles qui viennent s'y ajouter après coup, la préoccupation immédiate a été

de mettre en valeur les terres occupées, avec le sentiment que celles-ci, ainsi amenées par leurs efforts de l'état inculte à l'état productif, leur appartenaient en propre.

Il y eut bien, semble-t-il, appropriation privée à l'origine, jusqu'au jour où le pouvoir central, ayant consolidé son autorité, affirme le principe qu'il n'existe de propriété qu'au profit de l'Etat, que toute terre lui appartient et qu'il peut seul en disposer librement. Dans l'Etat théocratique, le Prince, en qui s'incarne le pouvoir religieux et civil, est le seul propriétaire; la commune reconnue par l'Etat et soumise à lui par des liens d'allégeance où l'élément spirituel figure au même titre que le temporel, peut, en tant que partie intégrante de l'Etat, acquérir également en toute propriété. L'individu, par contre, ne saurait se prévaloir que d'un simple droit de possession; il n'est pas jusqu'à la famille elle-même qui ne puisse rien acquérir à titre privatif. La soi-disant copropriété familiale ne serait qu'une copossession. A la vérité, il ne faut rien exagérer, et bien que la question ait été fortement controversée, on doit considérer qu'il est plus conforme à la réalité et à l'esprit du droit traditionnel annamite, d'admettre qu'il existait à côté de la propriété communale une véritable propriété privée. On ne peut tabler, pour la nier, sur l'obligation faite au détenteur de la terre, de l'occuper, de la travailler et de payer l'impôt sous peine de déchéance de son droit. Ces conditions ne sont que la survivance de l'ancien principe, par où se trouvait déjà consacrée l'existence d'un régime intermédiaire, celui de l'appropriation sous condition résolutoire. Il n'y en avait pas moins appropriation véritable; la faculté de retrait est

une condition à la fois d'ordre moral et d'ordre public qui ne fait pas plus obstacle au droit de propriété que chez nous la confiscation, la saisie ou l'expropriation pour cause d'utilité publique. Une ordonnance de la 8^e année de Minh Mang (1827) édicte que nul ne peut être privé de son bien sans une indemnité égale à la valeur de ce bien. Au surplus, la simple possession de la terre n'eût pas permis à l'Annamite d'en disposer sans autorisation du propriétaire. Or, l'on constate que les droits immobiliers ont toujours été exercés par lui, comme ils le sont dans les pays où le droit de propriété ne se trouve soumis à aucune limitation. La question est aujourd'hui résolue par l'article 462 du Code civil du Tonkin, qui définit le droit de propriété : « Le droit de jouir et de disposer des choses de la manière la plus absolue, pourvu qu'on n'en fasse pas un usage prohibé par la loi ».

En résumé, la terre est susceptible de deux catégories d'appropriation : celle de la commune et celle des particuliers. Il y a une propriété communale et une propriété privée qui, toutes deux, se ressentent à plus d'un titre de l'influence du sentiment religieux.



Tel et surtout le cas de la propriété familiale.

Dans l'analyse que nous avons faite de la puissance paternelle, nous avons eu l'occasion d'esquisser l'étude du régime patriarcal sur la base duquel la coutume et la législation ont organisé la famille.

Au pays d'Annam, pour des raisons d'ordre religieux essentiellement, la famille vit sous le régime de la co-

propriété. Elle peut disposer d'un patrimoine et par conséquent peut avoir, le cas échéant, des droits à exercer, mais ces droits de propriété ne se réalisent qu'en la personne du chef de famille; ils s'incarnent en lui et en lui seulement. En sa qualité de chef spirituel et temporel, il dispose de toute l'étendue du patrimoine familial. Il résulte de l'article 82 du Code Gia Long qu'il est seul propriétaire des biens et peut en disposer en toute liberté. Les descendants, dont nous avons vu que la situation était aujourd'hui sensiblement améliorée par le décret de 1883 et les nouveaux codes, ne pouvaient — dans l'ancien droit — rien posséder en propre. Le principe, formulé par l'article 82, était absolu : les biens des enfants, tout ce qu'ils peuvent acquérir, tombent dans le patrimoine familial, dont le père a la disposition, viennent se fondre dans la masse commune. La loi civile se superposant à la règle religieuse de la piété filiale, interdit aux enfants de rien posséder du vivant de leurs parents; elle ne leur laisse pas plus de liberté dans leur personne que dans leurs biens, tout se confond dans les biens et la personne du groupe familial. La confusion des patrimoines s'étendait même au delà du décès, durant toute la durée légale du deuil, le droit annamite, d'inspiration religieuse, considérant toute séparation, durant cette période, comme une grave impiété et un dangereux manquement au dogme de la piété filiale.

Au nom du respect dû au père, représentant ici-bas des ancêtres décédés, et en dernière analyse, au nom du respect dû aux divinités familiales, la religion place l'enfant dans une situation de minorité que la loi civile vient rigoureusement sanctionner.

Mais, dans le domaine des biens comme dans celui des personnes, la religion n'accorde de si larges pouvoirs au père que dans le dessein de favoriser les intérêts supérieurs de la famille dont il a la charge, et ceux du culte qu'il est tenu de célébrer et de perpétuer. La religion domestique, fondement de l'autorité paternelle, impose au chef de famille des obligations qu'il est moralement et civilement tenu de satisfaire. Les intérêts du culte exigent une administration sage, modérée et prudente des biens familiaux. Toute gestion négligente, toute dilapidation du fait du père, en compromettant le culte, sinon en le rendant impossible, engagent la responsabilité du chef de famille vis-à-vis de ses aïeux, de sa descendance comme de la société, pour laquelle il constitue un dangereux exemple d'impiété et d'indignité.

A ces restrictions à la faculté de disposer du patrimoine familial, la religion domestique en ajoute d'autres. Il en est ainsi de certaines portions du patrimoine affectées spécialement au culte et dont nous nous contenterons de donner simplement un aperçu, cette question de la « part de l'encens et du feu », ayant fait l'objet d'études approfondies. Au premier rang de ces biens cultuels vient le *Huong-Hoa*.

La célébration du culte coûte cher, surtout quand la famille fait les choses largement. Comme ses ressources sont généralement aussi réduites que grandes est la prodigalité de l'Annamite, il a fallu prévoir rien moins que l'affectation d'une bonne partie du patrimoine, à l'exercice du culte, pour le mettre à l'abri de tout danger d'impécuniosité. Un patrimoine spécial, le *Huong-Hoa*, sera de la sorte constitué, dont les revenus seront employés à la célébration. Le culte n'est donc pas entre-

tenu sur l'ensemble du patrimoine, mais sur un patrimoine particulier. L'importance de la question fait que la coutume et la législation s'en sont préoccupé à maintes reprises. Aux termes de l'article 394 du Code civil du Tonkin, le Huong-Hoa est la portion mobilière du patrimoine destinée à subvenir au culte d'une personne et de son conjoint et à celui de ses ascendants et ancêtres paternels. Cette portion, la part de l'encens et du feu, fut d'abord la dixième partie du patrimoine familial, une ordonnance de l'empereur Thieu Tri (1844) la fixe à 400 piastres au maximum. Pour restreindre l'exercice du droit d'exhérédation, le développement des biens de mainmorte et pour empêcher les débiteurs de se soustraire au paiement de leurs dettes, la jurisprudence locale avait ramené cette portion à une part d'enfant. L'article 398 du Code civil du Tonkin en fixe le maximum au cinquième des biens du constituant : la réduction pouvant se faire soit amiablement, soit en justice. La dévolution du Huong-Hoa, obligatoire quand le défunt est lui-même héritier cultuel, se fait sous le contrôle de toute la parenté, chacun disposant, à cet effet, d'une action en justice. Cette dévolution obéit aux mêmes règles que celles de la qualité de Gia-Truong. Faute d'institution d'un continuateur, il appartiendra à la parenté de le désigner et, dans le cas où l'accord ne pourrait être obtenu, le tribunal du deuxième degré sera habilité à le faire.

Les biens cultuels font, comme le reste du patrimoine, l'objet d'une copropriété familiale, mais la famille n'a que la nue propriété du Huong-Hoa dont les revenus vont au père. Il bénéficie de l'usufruit de ces biens, à charge de rendre le culte, et les administre. Il peut, no-

tamment, les donner en location, le bail est donc possible, mais il ne peut ni les vendre, ni les hypothéquer, les biens de Huong-Hoa étant inaliénables et imprescriptibles. Cette indisponibilité n'étant d'ailleurs pas absolue, la famille peut, par une décision unanime, en décider la vente, quand les biens sont devenus impropres à leur destination, et notamment au cas d'extinction de la postérité mâle. Le Huong-Hoa peut donc disparaître, soit par désaffectation, soit par destruction totale du bien, soit du fait de l'absence d'héritiers mâles.

Aux restrictions apportées par le Huong-Hoa, à l'exercice normal des droits de propriété, s'ajoutent celles qui dérivent de certaines autres catégories de biens culturels.

Il peut en être ainsi des biens dits de luân-phiên, c'est-à-dire des biens dont l'usufruit profite à tour de rôle aux différents membres de la famille, chacun pendant une année. Le chef de famille, en instituant cette catégorie de biens faisant l'objet d'une nue propriété indivise, a pu décider qu'ils seraient biens du culte.

Plus importants au regard de la vie religieuse du pays annamite sont les biens du Xuân-thû, c'est-à-dire les biens dédiés au culte des ancêtres appartenant aux générations antérieures aux cinq dernières, auxquelles le culte n'est pas rendu. Ces biens, que l'on ne rencontre d'ordinaire que dans les familles assez riches pour s'en assurer le luxe, font également l'objet d'une copropriété familiale, les revenus n'étant attribués qu'aux descendants mâles, à l'exclusion du fils et du petit-fils aînés, déjà détenteurs du Huong-Hoa. Ces revenus sont affectés à un culte que l'on ne rend généralement qu'une fois

par an, au début du printemps, en présence de toute la parenté.

Pour être complète, l'énumération des biens culturels devrait encore faire état des biens de Tuyêt-Tu culturels et des biens de Huong-Hoa Tuyêt-Tu ; les premiers sont généralement créés par les femmes pour leur culte personnel, les seconds étant en principe réservés au culte masculin, à l'exclusion de celui des fils et petits-fils aînés, tous ces biens se distinguant précisément du Huong-Hoa, en ce qu'ils sont affectés au culte d'une personne décédée sans postérité mâle.

Alors même que ces diverses catégories de biens culturels ne se retrouveraient pas partout, la seule existence du Huong-Hoa dans la famille, est un témoignage éloquent de l'influence du sentiment religieux dans le domaine de la propriété privée, où il modifie les règles normales de jouissance et de dévolution, où il limite la faculté de disposition du père, tandis que, par ailleurs, il lui reconnaît les droits les plus étendus par le régime patriarcal qu'il a suscité.

En son aspect économique, le sentiment religieux trouve une manifestation supplémentaire dans la conception psychologique que l'Annamite se fait de la propriété, dans sa passion de la terre, dans le goût inné de la conservation des biens, valeurs sacrées qui lui viennent du passé, dans sa répugnance, enfin, à s'en dessaisir à titre définitif. Les Annamites n'aiment pas vendre leurs terres, ils ont le culte du sol, ils le vénèrent comme ils vénèrent leurs ancêtres. Ils se font difficilement à l'idée de se séparer à jamais de la terre ancestrale où ont vécu leurs aïeux, dont ils aiment voir, spectacle familial, se profiler dans les champs les tombes vénérées.

Cet attachement à la terre familiale n'est donc pas seulement d'ordre sentimental, comme celui que nous pourrions éprouver pour le vieux domaine dont on ne se sépare jamais qu'avec peine, il est aussi d'ordre religieux. Se séparer délibérément du patrimoine familial, c'est violer la loi formelle du culte, c'est commettre une impiété et s'exposer à des mesures de rétorsion de l'au-delà.

Il en résulte que les transactions immobilières sont peu fréquentes, que l'Annamite préfère engager sa terre que la vendre, que le nantissement et la vente elle-même ont, au pays d'Annam, une physionomie assez particulière.

De nos jours encore, la vente définitive, *doan mai*, pour les raisons indiquées, est fort rare; l'Annamite ne s'y résout qu'à la dernière extrémité et continue à témoigner de sa prédilection pour la vente à réméré *dien mai*. En droit coutumier annamite, celle-ci est la règle, la vente définitive l'exception; aussi bien, les parties ayant l'intention de conclure un *doan mai* étaient-elles tenues de le mentionner expressément, le caractère définitif ne se présument pas.

Le nantissement concilie le continuel besoin d'argent de l'Annamite, avec son goût de la conservation des biens familiaux. La vente à réméré s'accompagnant généralement d'un contrat stipulant le droit pour le vendeur de rester en possession de l'immeuble jusqu'à la date du rachat, il devient facile de la confondre avec le nantissement. La différence tient à ce que, dans la vente à réméré, l'acquéreur devient propriétaire à l'expiration du délai de rachat (10 ans), tandis que le nanti n'a que le droit de poursuivre l'expropriation de l'immeuble

et de se faire payer par préférence sur le prix, avant tout créancier. Dans les deux cas, en permettant à l'Annamite, par la faculté du rachat, de ne pas se séparer définitivement du bien ancestral, ces contrats ne pouvaient que lui apporter le repos moral qu'une aliénation sans retour eût gravement compromis.



L'intervention du sentiment religieux se manifeste à l'égard de la propriété communale comme à celui de la propriété privée.

Un simple regard sur la composition des domaines public et privé de la commune, suffit à nous montrer l'importance de la place qu'y occupent les édifices culturels, les établissements religieux et les biens y affectés.

Ceci est vrai d'abord pour le domaine public. Les biens immobiliers culturels y sont prépondérants. Même en laissant de côté la maison commune, dont nous avons signalé le caractère religieux, on s'aperçoit qu'en dehors des routes et sentiers, le domaine public communal n'a jamais comporté que des immeubles à destination religieuse. Traditionnellement faisaient, en effet, partie du domaine public, les édifices affectés au culte, la ou les pagodes, la pagode royale, la pagode de Confucius, la maison commune, qui est en même temps le véritable temple communal, et les routes et sentiers. Hormis cette dernière catégorie, tous les immeubles composant le domaine public communal sont donc des immeubles à caractère religieux.

Le domaine privé est loin d'en être exempt.

Il se compose de trois catégories de biens :

- 1° Les công diên et cong tho;
- 2° Le Bon Thon Diên;
- 3° Les biens pagodes ou du culte.

Les công diên et công tho sont les terres, qu'à l'origine de la cité, une fois les membres du groupe servis, la commune se réservait en propre. Ces biens sont inaliénables et imprescriptibles.

Les Bon Thon diên sont des terres acquises par la commune, des biens qu'elle devait acheter au cours de son existence, en quelque sorte des valeurs de placement. Les règles de la propriété privée s'y appliquent donc intégralement, ces terres sont aliénables.

Tous ces biens font l'objet d'un partage périodique, aussi équitable que possible entre les différents membres du groupe, d'un lotissement triennal suivant l'ordre d'inscription dans un registre particulier : le dien-bô, ancêtre du registre cadastral actuel, le dia-bô.

Il en sera de même pour les biens des pagodes, dus à des libéralités des particuliers ou des communes elles-mêmes, et destinés à subvenir aux célébrations du culte. Ils sont inaliénables et le produit de leurs récoltes sert à la célébration des fêtes religieuses.

Mais ici, des distinctions sont nécessaires.

Parmi ces biens donnés dans un but désintéressé et philanthropique, dans un esprit de piété et de générosité, il convient de distinguer ceux qui sont dédiés au culte du génie tutélaire, et ceux qui ont pour objet la célébration à un génie particulier ou à divers génies. Dans le premier cas, le bénéficiaire est le village, dans le second c'est la pagode. En Cochinchine, une circulaire n° 185, du 16 juin 1930, fait nettement apparaître les différen-

ces. Les biens de la première catégorie sont inscrits au nom du village qui en assure la gestion; les revenus devront être pris en recettes au budget communal et compensés en dépenses équivalentes pour la pagode, le reliquat éventuel devant toujours être reporté et recevoir la même affectation. Par contre, les biens affectés au culte des divers génies ou d'un génie autre que celui du village, relèvent généralement du bonze, comme le veut la tradition. C'est lui qui sera chargé de l'administration et de la gestion du bien avec la faculté de disposer de l'intégralité des revenus pour l'entretien de la pagode, pour sa subsistance et celle de ses aides. Toutefois, même dans ce cas, pour éviter toute dilapidation, l'autorité publique se réserve un droit de contrôle.

A ces biens des pagodes on peut en rattacher d'autres qui, sans faire partie à proprement parler du domaine privé de la commune, du moins à l'origine, finissent souvent par s'y intégrer. Nous voulons parler des biens faisant l'objet de contrats dits « achats de postérité » (mua Hâu). Parmi eux, les uns, mua Hâu elua, sont des achats de postérité à la pagode, les autres, mua Hâu dinh, sont des achats de postérité au village. Tous indistinctement, constituent ce que l'on pourrait considérer comme des « cultes de sûreté » destinés aux célébrations concernant les personnes privées de descendance mâle. Nous avons déjà rencontré cette hypothèse de personnes menacées de l'extinction du culte, faute d'héritiers capables de procéder aux célébrations. Elles ont alors cette possibilité, entre autres, de léguer leur patrimoine soit à un établissement religieux, soit au village, à charge, pour les bénéficiaires, de rendre régulièrement

le culte à l'âme de l'« acheteur de postérité ». Nous nous trouvons ici en présence d'un contrat bilatéral, imposant au donateur l'obligation de garantir la jouissance libre et continue des biens, et aux usufruitiers, la célébration régulière du culte et la conservation intégrale du fonds. La donation est donc faite sous condition résolutoire. La famille peut exiger le retour du bien quand elle juge les célébrations insuffisantes, le donataire peut agir contre la famille, quand la violation du contrat vient d'elle.

Quand l'achat de postérité est fait à la pagode, le bien reste souvent inscrit au nom de l'acheteur, le contrat n'est alors qu'une constitution d'usufruit. Il est plus rarement inscrit au nom de la pagode, auquel cas il y a bien transfert de propriété. Au contraire, quand l'acheteur s'adresse au village, l'inscription est généralement faite au dia bô, au nom de celui-ci. Cette pratique consiste, pour l'acheteur, à offrir au village une rizière d'une certaine étendue, et pour le village, à bénéficier des revenus sous réserve d'en affecter une partie au culte du donateur. A noter que les hommes s'adressent de préférence au village et les femmes à la pagode.

Mais ce qui nous intéresse surtout, c'est de savoir que la rizière inscrite au dia-bô, au nom du village (cas général), va entrer dans la catégorie des cong dien et faire partie du domaine privé inaliénable. Peu à peu, des biens de ce genre venant s'ajouter de génération en génération aux terres communales, il s'est ainsi constitué dans les villages annamites, un véritable domaine cultuel sur lequel les anciens propriétaires ont pratiquement perdu tous les droits. Cet état de choses n'est pas allé sans difficultés, car l'on a pu voir des familles se

souvenir tout à coup d'anciennes conventions, et s'alarmer de ce que les conditions du contrat initial n'aient pas été respectées. Il a fallu, en conséquence, prévoir le droit pour les héritiers d'estimer en justice à cette occasion, et le droit pour le village d'en faire autant, moyennant une autorisation préalable de l'administrateur chef de province.

Quoi qu'il en soit, des biens culturels sont venus s'ajouter aux cōng diên et accroître progressivement ce même domaine inaliénable qui, par le partage périodique dont il est l'objet, constitue pour l'Annamite une garantie contre son imprévoyance et sa tendance à la dissipation. C'est pourquoi les empereurs ont toujours encouragé le développement de ce domaine privé, dont le lotissement triennal est à bien des égards une mesure philanthropique et d'assistance sociale. Ces avantages ne vont d'ailleurs pas sans inconvénients, et bien des auteurs se sont posés la question de savoir si l'existence de ce domaine périodiquement partagé, était réellement souhaitable pour l'Annamite lui-même. La garantie du partage serait de nature à l'inciter à des imprudences auxquelles il n'est déjà que trop disposé. Assuré, en effet, de trouver dans la part qui lui revient des biens communaux qu'il ne peut ni engager, ni aliéner, les ressources nécessaires à sa subsistance et à l'entretien du culte, il devenait possible à l'Annamite, pour satisfaire à son goût de l'argent, de dilapider le patrimoine ancestral.

De là à voir dans le morcellement du patrimoine familial, l'une des causes de la petite propriété qui est un caractère essentiel de la vie économique du pays d'Annam, il n'y a pas loin.

Au Tonkin, la grande masse des propriétaires culti-

vent des terres de moins d'un « mau » (0 ha. 36) ; le propriétaire d'une terre ayant 3 « mau » (1 ha. 08) est un propriétaire moyen.

Les petits propriétaires représentent une majorité écrasante (1) :

586.000 disposent d'une terre de moins d'un mau ;

283.000 exploitent des terres de 1 à 5 mau ;

60.000 des terres de 5 à 10 mau ;

250 seulement ont plus de 100 mau.

En Annam, la petite propriété domine également, mais ne présente pas le caractère « inquiétant » du delta. La propriété y est plus grande. Or, c'est justement en Annam que les terres communales ont acquis le plus grand développement ; il existe même des circonscriptions où la totalité des terres est communale. Le danger signalé par les adversaires du lotissement triennal et du développement de ces terres paraît donc exagéré. La meilleure politique à suivre semble, au contraire, être la politique impériale traditionnelle, qui consistait à en favoriser le développement, car dans bien des cas ils sont un bienfait pour le peuple annamite.

Il semble, en effet, qu'un glissement se soit manifesté vers un régime de plus grande propriété, dont M. Gourou voit la cause essentielle dans ce fléau social du pays annamite : l'usure. L'Annamite a toujours besoin d'argent et le sentiment religieux y est souvent pour beaucoup. Les célébrations coûtent fort cher, les enterrements célébrés en grande pompe sont onéreux, les mariages exigent également beaucoup d'argent, à tel point qu'il n'est pas rare de voir des familles se ruiner pour

(1) Chiffres cités par M. GOUROU dans *l'Utilisation du sol en Indochine Française*, page 229.

satisfaire dignement à la règle religieuse. L'espoir fallacieux de l'emprunt, les conduit à accepter des taux usuraires qui vont jusqu'à 60 à 100 % par an, le prêteur se garantissant par un engagement sur les biens ou sur les récoltes. Les terres communales insaisissables sont donc un très grand avantage pour l'Annamite.

Le sentiment religieux, par les lourdes dépenses qu'il occasionne, n'est donc pas étranger au prêt à intérêt et partant à l'usure. Il l'est encore moins à la composition du domaine communal tant public que privé, dont il constitue l'élément prépondérant. Si l'on tient compte enfin de ce qu'il représente, en matière de propriété familiale, l'assise même du régime patriarcal, et la raison d'être des biens cultuels, on conviendra aisément que son intervention dans le régime foncier du pays d'Annam est marquante, et digne d'être prise en considération.



§ III. — *Le solidarisme foncier.*
Le culte et la main-d'œuvre.

Le régime foncier, qu'il s'agisse de la propriété communale ou de la propriété familiale, pourrait, à l'instar de tant d'autres institutions du pays d'Annam, s'analyser en fonction de la notion de groupe, aussi bien que sous l'angle du sentiment religieux.

Le patrimoine familial est une propriété de clan, le domaine communal la propriété d'une collectivité, et les terres communales font l'objet d'un partage périodique qui constitue l'un des plus remarquables exemples du solidarisme annamite.

Nous en avons déjà étudié quelques manifestations dans le domaine de la vie sociale; mais le solidarisme foncier présente lui-même trop d'intérêt pour être passé sous silence. Aussi bien, sans insister outre mesure, nous efforcerons-nous de donner une idée de quelques-une des manifestations auxquelles le sentiment de solidarité aboutit en matière agricole.

C'est d'abord à cette idée que la terre, en dépit des diverses appropriations dont elle a pu faire l'objet, appartient à tous, à la collectivité ou tout au moins à la communauté villageoise, parce que tous l'ont travaillé en commun, parce que le défrichement, la mise en valeur des terres et leur défense, sont l'œuvre du groupe. Il n'y a pas une parcelle dans le territoire du village où, depuis son origine, l'effort collectif du groupe ne se soit pas appliqué. Un droit général vient ainsi, au bénéfice de la société, se superposer moralement au droit individuel. Cette servitude, qui n'est plus aujourd'hui qu'une obligation morale, était autrefois prescrite par la loi civile. Il résultait, en effet, dans le vieil Annam, de cette idée du droit collectif de la terre, qu'il eût été contraire à l'ordre naturel, pour un individu, de se l'approprier définitivement et de pouvoir en disposer souverainement. Il n'y avait, à l'origine, de propriété qu'au seul profit de l'Etat, seul juge des intérêts collectifs. De là un certain nombre de limitations apportées à la propriété privée au profit de la communauté.

En premier lieu, c'est la notion déjà rencontrée du travail, base légitime de la possession. Seul peut posséder une parcelle du bien collectif, celui qui peut et veut la travailler, parce que le travail d'un seul profite à tous et qu'il collabore au mieux-être du groupe. Nul ne

pourra, en vertu de ce principe, posséder plus qu'il ne peut cultiver, car ce serait d'autant de parts de travail et par conséquent de profit, que le groupe serait lésé. Il y aura autant que possible proportionnalité entre l'étendue des terres distribuées et le potentiel de travail du bénéficiaire. On pourrait définir le principe : « A chacun selon ses forces ». Si la prise en possession des terres n'est, ou plutôt n'était pas libre, l'usage que l'on en faisait n'était pas moins réglementé. Un contrôle de la collectivité intervenait, de caractère à la fois économique et moral, pour redresser et réprimer les abus des particuliers, sous la forme du retrait partiel ou total, temporaire ou définitif de la terre. Avant tout, l'accaparement était rigoureusement sanctionné en ce qu'il aboutissait à donner aux uns plus que le nécessaire et à en priver les autres. La règle morale intransigeante à cet égard prescrit qu'il n'est pas permis de prélever sur la collectivité plus qu'il n'est possible de lui restituer car ce serait favoriser les uns au détriment des autres.

La conception impériale de l'impôt est étroitement liée à cette règle. L'impôt n'est que la contre-partie des avantages que chacun trouve dans la vie collective. Il n'est pas seulement une obligation, il est un devoir. Se dispenser de payer l'impôt, ce n'est pas seulement transgresser la loi civile, et manquer à tous ses devoirs de citoyen, c'est prendre au groupe plus qu'on ne lui rend, c'est violer la règle morale et commettre une impiété, une « scélératesse ». Si l'Empire annamite, comme l'Empire chinois, trouvait qu'il valait mieux commander par des rites que par des lois pénales, il n'en avait pas moins prévu des sanctions rigoureuses. Un décret de la 9^e année de Gia-Long (1810) accorde les terres abandon-

nées ou soustraites à l'impôt, à ceux qui offriront de le payer; les décrets de la 8^e et de la 15^e année de Minh-Mang (1827 et 1834) confirment ces dispositions. La conservation de la propriété est subordonnée au travail de la terre et au paiement de l'impôt; à deux conditions prescrites par la règle morale, par la loi du groupe, et dont toute transgression, par la perturbation qu'elle apporte à l'ordre naturel, entraîne d'inévitables sanctions.

Impiété aussi que l'abandon définitif de la terre, qui est un manquement à la règle morale, familiale et communautaire; à la règle familiale, en ce qu'il aboutit au délaissement de la terre ancestrale et des tombes de la famille, à la règle communautaire, en ce qu'il est interprété au pays d'Annam, comme une véritable désertion devant les charges sociales.

Autant il est sévère dans ce cas, autant le groupe témoigne de sollicitude devant l'abandon temporaire et autorisé de l'un des siens. La solidarité trouve une de ses plus brillantes manifestations dans l'entretien et la culture des terres de l'absent. Quiconque aura déclaré publiquement ne s'éloigner que temporairement, gardera ses terres; les rizières qu'il possédait restent inscrites à son nom, le groupe les place sous sa garde et protection. Il n'est pas jusqu'à l'enfant prodigue qui, de retour dans la cité qu'il avait quittée, ne puisse, par son repentir et sa bonne volonté, reprendre sa place dans le groupe. Le solidarisme communal lui vaudra son installation sur des terres incultes, que les habitants du village, en lui prêtant les outils indispensables, lui aideront à travailler.

La même solidarité conduit l'Annamite au travail en commun. Tous prêtent leur concours pour les travaux

d'intérêt général, pour la construction et la réfection des routes, des ponts, des canaux, pour le dessèchement des mares, etc. Chacun apporte à l'œuvre commune sa part d'efforts et ses compétences particulières.

Les travaux des champs donnent lieu à d'éclatantes manifestations du solidarisme villageois.

En toutes les grandes circonstances de la vie rurale, chaque fois que le travail devient pressant et réclame de nombreux bras, toute la population du village se fait un devoir de prêter son concours à qui en éprouve le besoin. Chacun, au sein du groupe, aide son voisin. Les membres de la communauté se prêtent mutuellement assistance, et c'est alors, au moment du repiquage ou de la récolte, dans une atmosphère de solidarité, que se déroulent au pays annamite les plus grands travaux du sol.

C'est bien autre chose encore quand il s'agit de défendre ces mêmes champs, ces mêmes récoltes, seul espoir de subsistance, contre les fléaux de la nature. La sécheresse unit tous les habitants par une même angoisse et par une même ferveur religieuse dans les prières qu'ils adresseront aux génies, pour en appeler la miséricorde et la protection. Mais l'inondation provoque, au moins pour le delta tonkinois, la manifestation la plus poignante du solidarisme annamite. Nous ne prétendons pas, bien entendu, que le seul sentiment religieux suffise à expliquer cette tragique fraternité devant le malheur; le danger que représente pour une population déjà sous-alimentée, la destruction d'une récolte, est une calamité suffisante en soi, pour que tous se sentent plus que jamais étroitement unis et solidaires. Mais ce serait bien mal connaître l'Annamite que de

ne pas voir, en cette catastrophe, l'intervention de puissances invisibles, et de s'imaginer qu'il ne les y associe pas. Soit parce qu'il voit en elles la cause de son malheur, soit pour en invoquer la protection, il n'est pas de circonstance où l'Annamite ne trouve matière à traduire sa crainte respectueuse des esprits de façon plus pressante. De toutes façons, le groupe est menacé et manifeste ses sentiments de solidarité, dans la surveillance de ces digues fragiles où la moindre fissure peut déclencher la catastrophe. Des équipes, munies d'outils amenés à pied-d'œuvre, veillent en permanence, prêtes à accourir à la moindre alerte. Dans le cas de rupture, tout le village, hommes, femmes, enfants, vieillards, chacun selon ses forces coopère à la lutte commune contre l'eau menaçante. Une fourmilière humaine grouille autour des digues, qui extrait la terre, la creuse, la fouille, la transporte, la dépose. Dans une ambiance fiévreuse, tout le village s'acharne au travail, et des villages voisins viennent même prêter leur concours. Encadrée et dirigée par les autorités administratives, la population travaille ainsi à l'œuvre de salut, quel que soit le temps, sous la pluie battante, et s'il le faut la nuit, à la lueur des lanternes.

L'intervention du sentiment religieux était peut-être plus nette et apparemment plus directe en matière de solidarité social proprement dit, les divers groupements qu'il suscitait, manifestant fréquemment leur activité par des cultes rendus aux génies sous la protection desquels ils s'étaient placés; mais cela n'empêche pas que ce soit encore dans le domaine de la vie agricole, que la solidarité annamite trouve ses racines les plus profondes et son assise la plus solide.

Elle n'est pas non plus pour rien, dans les difficultés qui s'opposent aux déplacements de la main-d'œuvre annamite.



Il arrive que, dans la vie économique du pays d'Annam, le sentiment religieux ne fasse pas que de transparaître; il explique et détermine. Il cesse d'être le reflet d'un état de choses; il le conditionne. Nous en voulons pour preuve le rôle qu'il joue en ce qui concerne un facteur essentiel de l'économie : la main-d'œuvre.

Il ne s'agit plus, en l'occurrence, d'un problème purement traditionnel; nous cessons d'envisager une question qui ne se serait posée que dans le passé, ou surtout dans le passé, mais bien au contraire nous touchons un sujet d'actualité et d'avenir. Il est lié à l'œuvre de colonisation, dans son aspect social et économique. Il s'agit d'un problème d'avenir d'ordre économique et démographique à la fois. Il s'agit, en gros, de décongestionner des régions surpeuplées, comme le sont les plaines du Tonkin, pour employer cet excédent au peuplement et à la culture de terres dont la mise en valeur souffre d'une pénurie de main-d'œuvre. Or, le sentiment religieux est à ce point vivace au pays annamite, qu'il a toujours été le plus sérieux obstacle à ce déplacement des populations, qui serait pour la colonisation un progrès sensible, et pour l'union toute entière un réel bienfait.

Ce serait tout d'abord, sur le plan démographique et social, un grand bien pour le Tonkin et pour certaines plaines du nord Annam. En dépit de l'incertitude des chiffres donnés, toute évaluation démographique ren-

contrant de telles difficultés qu'il est impossible de prétendre à une exactitude rigoureuse, on peut admettre que la densité moyenne du delta tonkinois, les villes exclues, est de 430 habitants au kilomètre carré. Sans être extraordinaire dans le cadre de l'Asie des moussons, où l'on en trouve encore des plus saisissantes, soit dans l'Inde, soit en Chine, cette densité nous apparaît déjà suffisamment inquiétante et de nature à soulever de délicats problèmes d'alimentation. Malgré la culture intensive dont il est l'objet, le delta tonkinois porte, suivant l'estimation de M. Gourrou (« *Le Tonkin* »), un excédent net de un million 150.000 hommes (la population des villes exclue), et ne peut donner à l'habitant qu'une ration moyenne de 200 kg. de paddy par an, soit 130 kg. de riz blanc. Toute mesure susceptible de soulager le delta de ce trop plein d'une population sous-alimentée, serait donc la bienvenue. Le solidarisme villageois, les vieilles traditions, l'attachement au sol natal, sont autant d'obstacles à une réalisation efficace. Le sentiment religieux fait préférer à cette humanité grouillante, la vie misérable sur une terre exiguë, à l'abandon pour une existence plus large, de la terre des ancêtres.

Sur le plan économique, le déplacement nord-sud des populations annamites serait non moins souhaitable, ce problème étant inséparable de celui de la colonisation et de la mise en valeur des riches terres limoneuses du delta cochinchinois. D'immenses étendues aux sols fertiles attendent, dans l'ouest, que le travail de l'homme leur soit appliqué, pour fournir à la colonie un surcroît de richesses. Les rizières du Transbassac seront un grenier le jour où une population assez nombreuse se sera installée dans les grands domaines. Mais l'est co-

chinchinois, à une époque plus récente, s'est ouvert également au plus grand avenir économique. Le jour où il s'est avéré que les fameuses terres rouges des plateaux orientaux étaient particulièrement propices à l'hévéaculture, il fallut songer, avant toute chose, à se procurer la main-d'œuvre nécessaire. La question de l'ouvrier agricole conditionnait l'avenir des plantations et la prospérité de l'est comme de l'ouest.

C'est vers 1920, et notamment en 1924 et 1929, que le problème du recrutement de la main-d'œuvre s'est posé de la manière la plus pressante, et qu'il a revêtu le maximum d'acuité. Le développement des grandes sociétés au préjudice du petit colon, l'engouement pour le caoutchouc, considéré comme la culture d'avenir, la fièvre de la spéculation, tout contribue à réclamer impérieusement du problème de la main-d'œuvre, une solution rapide et satisfaisante. L'administration ne peut se désintéresser d'une question qui dépasse les intérêts individuels pour toucher à la colonisation elle-même. Chargé par le gouvernement général d'effectuer une enquête sur les besoins en main-d'œuvre des grandes plantations, M. Fournier estimait que le nombre de coolies à faire venir annuellement en Cochinchine devait être de 25.000. Il fixait à 12.000 le nombre de ceux qui, pour la seule année 1928, étaient nécessaires aux plantations du Haut-Donai, du Darlac et du Kontum.

A vrai dire, les solutions ont été amorcées bien avant. A la fin du siècle précédent, des tentatives avaient déjà été faites qui n'avaient pas abouti.

Au début de ce siècle, l'année 1907 voit un premier essai de colonisation officielle, par le transport de Tonkinois dans les rizières du sud. Le prélèvement avait été

réalisé dans les provinces les plus durement touchées par la surpopulation (Thai-binh), et 328 Tonkinois groupés en 84 familles, sont installés dans la province de Cantho. La plupart durent être rapatriés au cours des années suivantes.

Les tentatives des particuliers, sous forme d'agences privées qui, moyennant une commission, se chargeaient de fournir aux planteurs du sud les ouvriers nécessaires et de pourvoir à toutes les formalités du déplacement, ne connurent pas de résultat plus heureux.

Après la guerre mondiale, le problème revêt une ampleur nouvelle et des expériences sont réalisées, qui provoquent l'apparition de villages de colonisation dans les provinces de Rachgia et de Hatien. Dans celle-ci l'échec est complet, les Tonkinois trop dépayés quittent le pays. Dans celle-là, des lotissements sont créés, de 600 à 1.200 hectares, mais l'expérience, pour des raisons identiques (dépaysement, instabilité des nouveaux colons) ne donne guère de meilleurs résultats. Les déplacements de main-d'œuvre continuèrent ainsi sans apporter de résultats appréciables.

L'excédent des entrées sur les sorties est, pour la Cochinchine, de 20.000 habitants par an en moyenne; or, si l'on tient compte dans ce chiffre de la part que représentent les Européens et les Chinois (environ 5.000), on aboutit à cette constatation que l'immigration définitive est, en moyenne, de 15.000 seulement pour les Annamites. D'après les documents de l'Inspection Générale du Travail, l'excédent annuel de l'immigration annamite « organisée » ou contractuelle ne serait que de 3.250 individus en moyenne. Quoi qu'il en soit, on constate que, de 1924 à 1931, le total des travailleurs émi-

grés est, pour l'ensemble Tonkin-Annam, de 92.000, alors qu'au Tonkin seul, la population s'accroît annuellement de 80.000 âmes. Quand on se représente, d'après les documents signalés plus haut, que l'année 1927, avec un excédent pour l'immigration cochinchinoise de 15.378 personnes, atteint le maximum, on ne peut qu'être frappé de la maigreur du courant migratoire. Encore faut-il tenir compte de ce que l'excédent annuel n'est pas définitif, de ce que très peu d'immigrés ont accepté le départ sans espoir de retour.

Une commission de colonisation tonkinoise réunie en 1936, attribuait l'échec de toutes les tentatives à ce que l'on n'avait pas eu recours, disait-elle, au véritable paysan tonkinois, mais au dévoyé et au vagabond des villes. Elle estimait que, reprise sur des bases nouvelles, cette colonisation pourrait fixer au moins 50.000 familles tonkinoises dans le Transbassac, en quelques années. Nous sommes encore loin du compte.

Les causes de cet échec sont diverses et les plus sérieuses sont d'ordre psychologique et moral.

Si l'on met à part l'insalubrité des régions à coloniser, le paludisme et la redoutable réputation des terres rouges, on s'aperçoit que les croyances religieuses et superstitieuses sont l'obstacle fondamental.

L'Annamite est par excellence l'habitant des plaines. La montagne lui inspire de la répugnance et de la crainte. Les croyances populaires peuplent la forêt aux épaisses frondaisons, des esprits les plus malfaisants et les plus dangereux.

L'Annamite est aussi, par excellence, l'homme d'un groupe. Il appartient à un groupe familial. Il entre dans une hiérarchie domestique dont il ne peut se libé-

rer à sa volonté. Largement soumis à la puissance paternelle, il est tenu, au surplus, par son sentiment religieux, au respect filial, à la célébration périodique du culte, à l'entretien des tombes. Sa vie religieuse ne peut s'accommoder que d'une vie familiale se déroulant dans le cadre traditionnel qui fut celui de ses ancêtres vénérés. Abandonner la terre ancestrale et les tombes qu'elle porte, est un grave manquement à la règle morale, une impiété que l'Annamite, même de nos jours, ne commet pas facilement.

Il appartient aussi à un groupe social. La vie collective, dans le cadre du village, est pour lui une nécessité et un devoir. Il n'échappe pas plus facilement à la tutelle villageoise qu'à celle de la famille. L'abandon du groupe collectif est lui aussi une impiété, une fuite devant les charges, une désertion devant ses responsabilités. L'Annamite n'éprouve d'ailleurs aucune joie à quitter le village natal où, depuis toujours, vit la famille. Il y trouve un cadre aimable où il est en confiance, une solidarité qui lui est un réconfort. Loin du village, où l'appellent d'ailleurs les célébrations cultuelles et les fêtes, il se sent isolé et dépaysé.

Toute tentative de colonisation qui ne tiendrait aucun compte de cet état d'esprit est vouée d'avance à l'échec.

Les remèdes sont en fonction de la cause. Puisqu'il y a nécessité de prévoir et d'encourager l'émigration, il conviendra avant tout de créer dans le pays d'immigration, outre des conditions de vie salubre, cette ambiance psychologique que le Tonkinois n'a jamais pu trouver dans les villages de colonisation du sud. Il faudra le mettre en mesure de pouvoir recréer dans le pays d'a-

doption, l'atmosphère familiale, sociale et religieuse, qui lui est indispensable. Si, dans la plantation, il est obligé de vivre dans des baraquements, sous les ordres d'un contremaître ou d'un chef d'équipe qui ne réalise en rien la conception du patron traditionnel, l'Annamite, complètement détaché de son milieu, éprouvera trop douloureusement l'isolement et le dépaysement, pour songer à vivre longtemps dans de pareilles conditions. A l'Annamite des plantations, il a toujours manqué un groupe et une mystique. Il n'est pas d'autre moyen pour lui éviter la solitude morale et le dépaysement, que de s'attacher à lui créer, au moins extérieurement, un cadre de vie qui lui soit familier. Il est une expérience à retenir, celle qui vit en 1929 émigrer spontanément les Tonkinois des plantations, vers celles des Européens du Laos, où il leur était possible de retrouver, non des baraquements, mais de véritables villages, qui leur rappelaient ceux du pays d'origine, où il leur était possible de recréer, dans une certaine mesure, l'ambiance de la vie collective du village natal.

Nous ne pensons pas qu'il y ait d'autres moyens pour l'administration et le planteur, de mettre fin à cette paradoxale situation, qui fait que des familles vivent misérablement sur de minuscules lopins de terre, alors qu'à 2.000 kilomètres plus au sud, s'étendent de vastes régions désertes et sans cultures.

§ IV. — *Les cultes agraires*

Si l'Annamite est à ce point enraciné à la terre ancestrale qu'il ne peut plus la quitter sans remords ni sans appréhension, c'est donc au sentiment religieux

d'une part et à l'appartenance à un groupe, de l'autre, qu'il le doit.

Ces deux éléments, qui dominent toute la vie du pays d'Annam, ont également donné naissance aux cultes agraires qui sont, comme les cultes communaux, l'occasion pour l'Annamite de manifester collectivement sa ferveur religieuse.

Ce ne sont d'ailleurs pas autre chose que des cultes villageois ; ils ont le même cadre, les officiants sont généralement les mêmes, et le fondement ne diffère pas. Les cultes agraires sont des cultes communaux plus particulièrement réservés à la glorification de la vie agricole. Ils étaient inévitables chez ce peuple pour qui l'agriculture constitue l'essentiel dans l'existence matérielle, et dont le sentiment religieux est tellement nécessaire, qu'il lui fait tout placer sous la protection céleste et trouver à toute chose son prolongement mystique. La vie agricole, prépondérante dans l'ordre matériel, trouve sa correspondance surnaturelle dans les cultes agraires. Ils sont célébrés à l'adresse de divinités qui sont la personnification des phénomènes et des forces de la nature : du sol fécond, de la terre nourricière, du rythme annuel et de l'alternance des saisons.

Le sol, chez les Chinois déjà, a toujours fait l'objet d'une profonde vénération. Il est déifié ; en Annam comme en Chine, il y a un génie du sol, non seulement du sol cultivable, des rizières et des jardins, mais aussi de celui de la maison et de ses dépendances, du temple, des cours, des mares, etc. Un culte lui est rendu pour appeler sa bienveillance sur les foyers, et rien ne peut être fait concernant le sol et les aménagements que l'on voudrait y apporter, sans que le génie ne soit consulté.

Pour ce qui est plus particulièrement des cultes agraires, ils donnent lieu à deux séries de manifestations sur lesquelles nous passerons assez rapidement : celle de la Cour impériale et celle des provinces et villages.

Les cultes agraires sont célébrés à Hué comme ils le sont dans les villages. C'est à l'empereur que revient par exemple, le soin d'accueillir le printemps et de donner le signal de l'ouverture des travaux de la terre.

On aurait tort de croire qu'il s'agit là de cérémonies tombées dans la plus complète désuétude. Elles sont toujours célébrées à la Cour, dans le faste et avec la plus grande solennité. Si jeune et ouvert aux idées modernes qu'il puisse être, le souverain actuel n'en a pas moins senti la nécessité de conserver les traditions d'autrefois et les vieux rites dans toute leur magnificence. Aussi surprenant que cela puisse paraître, il y a toujours, à Hué, nous ne pouvons que nous en féliciter, un ministre des Cultes, dont le représentant actuel, Son Excellence Thaï Van Toan, est également ministre de l'Intérieur. C'est traditionnellement au ministre des Cultes que revient le soin de préparer les cérémonies et d'en régler le détail et l'ornementation.

Aujourd'hui comme autrefois, les sacrifices au Ciel et à la Terre, les fameuses fêtes du Nam-Giao, se déroulent à la capitale annamite, avec la même solennité, dans un faste éblouissant. Vers l'autel du Ciel et de la Terre, où il fera les offrandes, l'Empereur actuel se dirige, comme le faisaient ses prédécesseurs, vêtu du grand habit de Cour, au milieu du même cortège pompeux, précédé, accompagné et suivi de groupes allégoriques. La seule différence d'avec le passé est que, depuis l'empe-

reur Minh-Mang, cette cérémonie n'a lieu que tous les trois ans, au lieu d'être célébrée annuellement.

C'est encore à la Cour que revient le soin d'accueillir le printemps, de donner le signal des travaux des champs par la cérémonie de l'ouverture du premier sillon, d'appeler la protection des dieux sur les terres, et notamment de faire les sacrifices à Cau-Mang, l'Esprit des champs, le Génie de la germination. Il est représenté par une statue en terre figurant un bouvier et son buffle. Promenée en grande pompe, elle est exposée devant l'autel du Printemps, où l'Empereur appelle sur son royaume les faveurs du Ciel et de la Terre; la cérémonie terminée, l'effigie est enterrée, pour infuser à la terre une vie nouvelle.

Toutes ces cérémonies donnent lieu, dans les provinces et les villages, à des célébrations identiques.

Au printemps, a lieu la fête de la promenade printanière, au cours de laquelle chacun se rend aux champs pour y recueillir des rameaux de verdure nouvelle que l'on ramène à la maison, comme autant de gages de bonheur.

Le génie de l'Agriculture, honoré à Hué, l'est également dans les chefs-lieux de province par des délégués impériaux, et dans les villages par les autorités communales.

Dans chaque localité importante figure un autel à l'Agriculture, petit tertre rectangulaire surélevé, auquel on accède par un escalier débouchant sur la face orientale. Le jour propice, toutes les autorités communales, suivies du cortège villageois, se rendent à l'autel où préalablement ont été amoncelés les divers instruments de culture. Dans un champ voisin se tient un buffle qui

tire une charrue. Ce buffle sacré est entouré des plus grands soins et, dit M. Dumoutier (« *Les cultes annamites* »), exempt de tout autre travail. Après les offrandes et sacrifices rituels, l'officiant quitte ses vêtements de cérémonie, et les reins ceints d'une écharpe rouge, il se dirige vers la rizière pour y tracer le premier sillon, cependant qu'un aide jette le riz à la volée sur le tracé de la charrue. Cette cérémonie est le pendant de celle du labourage impérial; elle est obligatoire, les villages ne peuvent pas s'en dispenser; ils ne sont pas juges de son opportunité. Les célébrations ont, de ce fait, un caractère officiel qui nous permet de mesurer toute l'importance de l'aspect religieux de l'agriculture.

Vers le 5^e mois, lorsque les *ma* (semis) ont atteint une longueur suffisante et que les terres sont préparées pour recevoir les jeunes plants, chaque village procède au rite du repiquage du riz. Des offrandes sont disposées sur l'autel du génie tutélaire, auquel est lu un document que l'on brûle ensuite. L'officiant, qui doit être à jeun depuis deux jours et pur de toute souillure, descend alors dans la rizière pour y procéder au repiquage de quelques plants. Ce n'est qu'à l'issue de cette cérémonie, dont l'objet est de désacraliser la terre, que les opérations du repiquage peuvent commencer sur toute l'étendue du territoire communal. Ce rite, connu sous le nom de « *Lê xuong dong* » (la descente aux champs) a pour correspondant le rite du « *lê lèn dông* » (remontée des champs), que l'on célèbre vers le 8^e mois, au moment de la floraison, par des offrandes au génie tutélaire.

Non moins caractéristique de la vie religieuse, en son aspect agricole, est la cérémonie de la consommation des prémisses, le « *Lê Thuong tân* ». Célébrée au moment

où le riz est mûr, elle fait l'objet d'offrandes de pain glutineux au génie tutélaire. Dans les régions où la récolte du 10^e mois n'est pas connue, une parcelle de rizière, soigneusement cultivée et entretenue par le gardien du Temple, est affectée spécialement à la préparation de ce riz spécial, de telle façon que l'on puisse célébrer le rite. Dès que les récoltes deviennent possibles, les notables vont donc faire au génie tutélaire les offrandes du riz nouveau, et c'est alors seulement que la moisson pourra s'effectuer.

Le dieu du sol et des moissons est également honoré par la cérémonie du « Lê xâ Tac », célébrée vers le début du 2^e mois, au moment où le riz nouvellement semé montre ses premières pousses vertes.

Il n'est pas, en somme, une seule étape de la vie agricole, qui ne provoque des fêtes et des cérémonies, et qui ne donne au paysan annamite l'occasion de manifester sa crainte respectueuse de l'au-delà, son désir de se concilier les divinités protectrices et de placer son labeur sous leur sauvegarde.

Il est aussi une période qui va du premier jour de l'an au 15^e environ, pendant laquelle il est interdit de toucher à la terre, de creuser le sol, de cultiver, de planter des arbres, etc. La terre, qui vient en effet de mourir, acquiert un caractère sacré et inviolable. C'est ce qui explique que les premiers travaux des champs soient impossibles à effectuer tant que, par diverses cérémonies, le sol n'aura pas été désacralisé et, de ce fait, rendu propre au travail de l'homme.

Si l'on tient compte, au surplus, des jours fastes durant lesquels le travail est recommandé, des jours néfastes où il est plus prudent de s'abstenir de toute acti-

tivité, on s'aperçoit à quel point la vie religieuse peut être intense au pays d'Annam, et l'intérêt qu'elle présente quand elle touche à l'agriculture. Comme la vie sociale, la vie agricole est inséparable de l'idée religieuse et superstitieuse. L'organisation du travail de la terre se ressent, tout aussi bien que la structure sociale, de l'influence du sentiment religieux. Les cultes agraires ne sont qu'un aspect, adapté à la vie agricole, du culte général des esprits, dont on retrouve les manifestations dans les domaines les plus variés de la vie annamite. Les cultes agraires sont à la vie des champs ce que les cultes communaux sont à la vie du village. Ils correspondent à cette même nécessité, pour l'Annamite, de s'intégrer à un groupe et de ne rien faire qui ne soit placé sous la protection mystique. Le solidarisme foncier s'en ressent, qui conduit au partage périodique des terres ; le régime patriarcal de la famille annamite, qui est avec ce lotissement triennal, un des éléments les plus caractéristiques du régime foncier, a pour base cette même loi de l'appartenance à un groupe dont la vie religieuse est le trait saillant. La règle morale, enfin, en prescrivant la culture du sol et la vie sédentaire comme les plus conformes à la volonté divine, place l'Annamite dans l'atmosphère la plus favorable à la plénitude de la vie religieuse et collective.



SECTION II. — L'ASPECT INDUSTRIEL

Nous avons trop insisté sur la prépondérance de la vie agricole dans l'économie annamite, pour découvrir soudain une importance toute particulière à la vie industrielle.

Sans être absolument dépourvue d'intérêt, elle ne constitue jamais, au pays d'Annam, qu'une forme d'activité limitée et d'une valeur économique de second ordre. Elle n'a pas les ressources suffisantes, ni les moyens, ni la technique et l'ampleur nécessaires, pour constituer une richesse capable de rivaliser avec l'agriculture.

Encore convient-il de s'entendre sur les mots lorsque l'on parle de l'industrie annamite. A vrai dire, si l'on excepte les grandes entreprises modernes, créées, organisées et dirigées par des Français, mais qui ne font pas, à proprement parler, partie de l'ambiance, de la « chose » annamite, l'on s'aperçoit que ce terme d'industrie ne laisse pas d'être quelque peu présomptueux. Nous l'avons, sacrifiant à l'usage, employé dans un souci de forme pour faire pendant à l'aspect agricole, bien qu'en réalité il eût été plus exact de parler d'artisanat. La vie industrielle du pays annamite ne se manifeste pas autrement que par sa vie artisanale.

C'est alors seulement qu'il est possible d'y déceler l'intervention du sentiment religieux. L'entreprise moderne, la manufacture ou la grande exploitation minière, là où règne la machine et le travail mécanique des masses ouvrières, est par trop éloignée déjà de la vie annamite et de ses formes traditionnelles, pour se prê-

ter à une quelconque manifestation du mysticisme populaire. Il reprend tous ses droits, par contre, lorsqu'il s'agit du travail de l'homme appliquant à l'objet qu'il façonne, toute son attention, son expérience, sa fantaisie et son âme.

Dans cet ordre d'idées, le sentiment religieux et ses aspects dérivés : goût de l'existence rurale et sédentaire, sens du collectif et respect de la tradition, vont pouvoir s'analyser dans leur influence sur le choix du métier comme dans ses caractères ; « l'âme collective » va susciter l'apparition des cultes patronaux, tandis que le culte général des esprits et la croyance en une vie surnaturelle intense, pénètrent profondément la production artistique, c'est-à-dire l'œuvre artisanale dans ses réalisations les plus brillantes et les plus achevées.

§ I^{er}. — *La part du culte dans le choix et les caractères du métier. Sa part dans l'organisation professionnelle*

Si, la plupart du temps, la famille vit de la terre, si, dans la généralité des cas l'on est, au pays d'Annam, agriculteur de père en fils, il peut arriver aussi que les ancêtres se soient adonnés à l'exercice d'une profession différente.

Il peut se faire que, servi par les circonstances ou par ses dons particuliers, l'un d'entre eux se soit spécialisé dans tel ou tel métier. La loi morale, tout en affirmant l'excellence et la dignité supérieure du travail de la terre, ne se montre point hostile au choix d'une autre profession, pourvu qu'elle soit exercée pieusement et dans des conditions qui ne soient pas contraires à

la règle religieuse. Tout en réservant ses faveurs à l'agriculture qu'elle prescrit, la religion ne va donc pas jusqu'à proscrire l'artisanat qui, nous le verrons, se réalise dans une atmosphère familiale et villageoise, comparable à celle de la vie agricole, et tout aussi favorable aux célébrations cultuelles. Tout ce que nous avons dit au sujet du caractère religieux de la succession professionnelle, dans le domaine foncier, trouve donc, en matière artisanale, une application nouvelle.

Pour le fils de l'artisan, comme pour celui de l'agriculteur, il n'est pas de plus respectueuse façon de « continuer » son père, que de lui succéder dans l'exercice de sa profession. En ce faisant, il témoigne tout aussi bien de la fidélité de son souvenir et de son attachement à l'œuvre comme à la personne de ses ascendants. Il réalise pleinement la notion fondamentale du « bon fils » et satisfait ainsi aux dispositions les plus impérieuses du dogme de la piété filiale. Pour l'artisan comme pour l'agriculteur, continuer l'œuvre ancestrale est un devoir auquel l'Annamite ne se dérobe pas sans commettre une impiété, tant il est vrai que, pour lui, la succession professionnelle prend le caractère d'un acte de vénération. Apprendre le métier du père et l'exercer comme lui, est encore, au pays annamite, la forme par excellence de la continuation pieuse. Le métier se transmet de la sorte, de génération en génération, le père léguant au fils qui lui succède, les procédés, méthodes et secrets de fabrication, qu'il tient lui-même de ses ancêtres. Tant qu'il y a une descendance, l'auteur est assuré de laisser son art en bonnes mains. Le sentiment religieux lui est une garantie que son art comme son culte seront continués, la religion familiale tenant

une place trop profonde et trop absorbante dans l'âme annamite, pour ne pas étendre à l'œuvre ancestrale elle-même, ce caractère vénérable et sacré qu'elle attache à la personne des ancêtres et à leurs mânes.

En règle générale, l'enfant succède donc au père dans l'exercice de la profession, mais cette règle, qui n'est pas absolue, peut comporter des exceptions; il peut se faire que le fils, en venant au monde, se soit vu attribuer par les génies une destinée personnelle; que, pour des raisons connues d'eux seuls, l'enfant doive s'écarter de la voie traditionnelle, pour réaliser son propre destin. Comme, d'une part, l'on est trop préoccupé de ménager les dieux pour jamais songer à contrecarrer leur volonté, comme, d'autre part, l'on ignore si l'enfant qui vient de naître n'est pas marqué d'avance par la divinité pour une destinée toute personnelle, on ne lui imposera pas obligatoirement la profession familiale traditionnelle. Les parents consulteront d'abord les génies pour être certains de ne point aller contre leurs intentions. L'enfant est alors étendu sur une natte, devant l'autel des ancêtres, à qui l'on rend compte de la naissance, cependant que l'on interroge le ciel sur le métier que, plus tard, le descendant devra exercer. A cet effet, divers objets représentant différents métiers sont placés sur la natte. Il va sans dire que si la divinité ne manifeste aucune préférence particulière, l'enfant sera instruit dans la pratique de la profession paternelle.

Les mêmes principes qui régissent le choix du métier, en conditionnent l'exercice et les caractères. Le sentiment religieux, en imposant au fils la continuation de l'œuvre ancestrale, lui fait également un devoir de l'assurer dans des conditions identiques à celles, qu'avant

lui, connurent ses aïeux. Le métier se lègue tel quel, sans changement, et de génération en génération, il se retrouve pareil à lui-même dans l'esprit qui accompagne l'élaboration de l'objet fabriqué, comme dans les procédés de fabrication. La tradition toute puissante s'oppose à l'innovation en la matière; l'œuvre artisanale est traditionnelle et routinière. De nos jours encore, l'artisan, imitant ses ancêtres, néglige les procédés modernes pour continuer à travailler comme le faisaient ses pères, avec un outillage semblable, rudimentaire, primitif, presque inexistant, « avec ses mains, ses pieds, ses dents même » (Gourou : « *L'utilisation du sol en Indochine française* »). Comme ses pères, l'Annamite d'aujourd'hui apportera à l'œuvre artisanale la même négligence du temps, la même technique patiente et méticuleuse. A son travail, qu'il n'aura pas commencé sans le mettre sous la protection divine, il appliquera, comme à toute chose sacrée, ce souci de la perfection qui est un des caractères les plus remarquables de la production artisanale annamite.

L'influence que le sentiment religieux peut exercer sur le métier, se trouve encore renforcée par le fait que l'artisanat se développe parallèlement à la vie agricole, dont il est généralement inséparable, et qu'il se trouve ainsi placé dans l'ambiance la plus propice aux diverses manifestations de la vie mystique. Les aspects de l'activité artisanale sont, la plupart du temps, liés à ceux de l'activité agricole, l'exercice d'un métier constituant un appoint qui vient heureusement s'ajouter aux maigres ressources de l'agriculteur. Il en résulte pour l'artisanat du pays d'Annam, un caractère rural rigoureusement marqué, un aspect familial et villageois des plus

nets et qui s'accompagne d'une spécialisation correspondante. Celle-ci est particulièrement prononcée au Tonkin où, non seulement le village se spécialise dans telle ou telle fabrication, mais où l'on peut encore constater une spécialisation dans la série des opérations que comporte cette fabrication. C'est ainsi que des villages se bornent à travailler partiellement un objet, son achèvement incombant au village voisin. Les raisons n'en sont pas tant d'ordre économique que psychologique, elles tiennent aussi bien aux croyances magiques et à la tradition qu'à la répartition des matières premières et à l'existence de techniques locales.

Si la tradition et la tendance d'inspiration religieuse à la vie rurale et sédentaire ont influencé les caractères de l'artisanat du pays annamite, la tendance à l'association et la loi morale toute puissante du groupe en ont dominé l'organisation professionnelle.

Il fallait s'attendre à ce que l'Annamite témoignât, dans sa vie artisanale, de la même répugnance à l'isolement et du même besoin du groupement que dans sa vie sociale et agricole. De fait, l'artisan annamite ne travaille pas seul, mais au sein d'une collectivité; il exerce son métier en collaboration avec d'autres artisans de profession identique; son travail est marqué du sceau de la solidarité, et partant, anonyme. L'œuvre est rarement individuelle et généralement collective. Ainsi, le travail s'exerce-t-il dans des ateliers, soit familiaux, soit villageois; ainsi apparaissent, placées, nous le verrons plus loin, sous l'égide d'un « patron » spirituel, des corporations de professions où l'individu, quel que soit son talent, disparaît devant la volonté générale, où

il s'efface devant la loi du groupe. Comme dans nos anciennes corporations, on trouve dans celles du pays d'Annam, cette hiérarchie entre patron, compagnons et apprentis.

La réglementation moderne s'est efforcée de respecter en les adaptant aux nécessités nouvelles, les éléments principaux de cette organisation professionnelle. C'est ainsi que, doublant l'apprentissage réalisé au sein des corporations, un arrêté du Gouverneur Général, en date du 9 novembre 1921, crée des écoles industrielles et des écoles d'art décoratif, comportant les unes et les autres deux degrés d'enseignement, destinés, le premier, à fournir des artisans spécialisés, le second, des techniciens. Le même souci, de la part des autorités, de relever, d'encourager et de développer l'artisanat local dans le cadre de son inspiration traditionnelle, apparaît dans l'arrêté du gouverneur de la Cochinchine, en date du 22 juillet 1933, relatif aux groupements d'artisans dont il entend favoriser le développement. La législation moderne vient à l'appui de la tradition artisanale, morale et religieuse. A la faveur de ces dispositions sont apparues, notamment, l'association corporative des ébénistes et laqueurs de Thudaumot, et celle des potiers et fondeurs de Bien Hoa. L'artisan y conserve son indépendance et la faculté de travailler en toute liberté pour sa clientèle; il peut refuser les commandes de l'association. Celle-ci fournit les matières premières nécessaires à l'exécution de ces commandes et fixe les prix, en tenant compte de la nature du travail et de sa difficulté. Une majoration des prix de revient de 20 % représente les bénéfices de la société; elle les emploiera dans l'intérêt commun, dans un but professionnel et d'assistance aux associés.

La législation des contrats de travail témoigne du même souci de conserver l'organisation traditionnelle et de respecter ce besoin inné chez l'Annamite de l'appartenance à un groupe. Le louage de travail en droit indigène moderne, garde du fait de la part réservée à la loi morale, une physionomie originale qui exclut toute possibilité de rapprochement avec ce qu'il peut représenter dans une organisation juridique où n'interviendrait aucune considération de cet ordre. S'inspirant des vieilles coutumes, dont ils s'efforcent de conserver l'esprit, les nouveaux codes indochinois consacrent, par exemple, cette idée traditionnelle que les gens de service, ouvriers et apprentis, travaillant sous le toit familial, sont membres d'un clan et placés, à ce titre, comme les autres membres de la famille, sous le pouvoir du père, chef de la communauté. Le patron étant par la même occasion le chef de famille, l'autorité patronale s'absorbe dans l'autorité paternelle. La tradition fait de l'employé le membre du clan, tenu de participer à la vie matérielle et morale du groupe et soumis dans une large mesure aux prescriptions du dogme de la piété filiale. Les dispositions de l'article 204 du Code civil tonkinois prévoient formellement la soumission des employés à l'autorité paternelle, tandis que les articles 726 et suivants du même Code en organisent les droits. Nous relèverons, dans l'ensemble de ces dispositions légales, le droit d'inspiration toute religieuse pour l'employé, aux frais des funérailles, le patron devant y pourvoir comme pour tous les autres membres du groupe familial. L'article 120 du Code civil laotien va même plus loin encore, par la reconnaissance à l'employé d'un droit à la dévolution d'une fraction de la succession, lorsque le maître

meurt *ab intestat* et sans postérité. L'employé est souvent le « continuateur ».

Le sentiment religieux n'est en somme pas plus étranger à la vie artisanale qu'il ne l'est à la vie agricole. Il régit le métier aussi bien dans le choix qui en est fait que dans ses caractères et la façon dont il est exercé et organisé. D'une manière plus directe et plus sensible encore, il a provoqué le développement de ces cultes patronaux que nous avons eu l'occasion de considérer comme un des exemples de ce phénomène original et tout-puissant, à la fois religieux et moral, qu'est le solidarisme annamite.



§ II. — *Les cultes patronaux*

Il n'était pas possible, dans un travail comme celui-ci, de passer sous silence les cultes patronaux. Ces manifestations religieuses de la profession ayant, d'autre part, fait l'objet d'une étude détaillée de M. Dumoutier dans ses « *Cultes annamites* », nous n'en dirons que l'essentiel et n'en parlerons que dans la mesure où elles sont de nature à nous donner d'utiles indications sur l'origine de l'artisanat local et sur certains de ses caractères.

Comme les cultes communaux et agraires, ceux que l'artisan dédie à son « patron » doivent être considérés comme l'aboutissement nécessaire de la double tendance qui sollicite tout Annamite, à la vie collective d'une part et à la vie religieuse de l'autre, à vivre religieusement au

sein d'un groupe, à placer la communauté dont il fait partie sous la protection céleste.

La corporation a son « patron » comme la famille ses ancêtres et le village son génie protecteur.

Ces dieux que le groupe honore sont tous du même ordre; ils ne sont pas d'essence divine, mais humaine : les divinités domestiques ne sont rien d'autre que les ancêtres défunts, le génie tutélaire, un homme qui, jadis, rendit des services signalés, le « patron » de la profession, celui qui, en un temps plus ou moins reculé, eut le mérite d'inventer le métier, ou tout au moins celui de l'introduire dans son pays.

Le culte du « patron » ne doit pas plus que le culte des ancêtres, s'analyser comme un simple témoignage de reconnaissance et de fidélité du souvenir. Il constitue bien un culte véritable, l'expression d'un mysticisme dont l'artisan sent en lui le besoin; ce n'est pas seulement un acte de gratitude ou de mémoire, c'est un acte de vénération pieuse. L'artisan éprouve le besoin de placer son œuvre sous la protection de la divinité professionnelle, comme l'agriculteur son labour et sa moisson sous la protection des divinités agraires. Dans son esprit, l'œuvre non « dédiée » est vouée à l'échec.

La vénération dont est entouré le « patron » n'est d'ailleurs pas exagérée, car il est bien des divinités, au pays d'Annam, qui n'acquirent pas si difficilement leur titre à la gratitude populaire. Quand on songe au secret jaloux dont les artisans chinois entouraient leur profession et leurs procédés de fabrication, quand on se représente que la peine de mort était applicable à l'étranger qui eût cherché à dévoiler les mystères de leurs ateliers, on conçoit que la tâche du patron spirituel, l'in-

novateur annamite, n'était pas facile et que son mérite n'est pas surfait.

Le culte qui lui est rendu par ses émules est un hommage respectueux à son intelligence, à l'énergie et à la vaillance qu'il a dû prodiguer pour réussir, au péril de sa vie, à introduire dans son pays natal un métier dont des milliers de ses compatriotes allaient vivre. L'accès du territoire chinois étant interdit aux étrangers, ce fut presque toujours à l'abri d'une ambassade officielle que d'habiles et courageux observateurs purent surprendre le procédé de fabrication des maîtres chinois, et doter le pays annamite d'une richesse nouvelle. Parfois, ce rôle fut tenu par les ambassadeurs eux-mêmes.

Deux idées sont à souligner, celle qui, d'abord, nous représente l'artisanat annamite comme dérivé de l'artisanat chinois, la civilisation annamite étant dans ce domaine comme dans tous les autres, tributaire de la civilisation chinoise, et celle qui, ensuite, nous montre l'innovateur poussé par le besoin, lorsqu'il introduit un métier nouveau, d'en faire bénéficier non pas seulement son pays, mais plus particulièrement son village. On peut y voir une des causes initiales de cette spécialisation villageoise dont nous avons parlé.

Parmi toutes ces divinités « professionnelles », il en est une qui présente la particularité de jouir d'un culte général, quelque soit le métier exercé. C'est le génie de l'Industrie : Tien Su, le patron de l'activité industrielle familiale. Chargé de protéger et de diriger les affaires de la famille, Tien Su figure au nombre des divinités domestiques, et dispose souvent, à ce titre, d'un véritable autel, situé dans la travée centrale, derrière celui des ancêtres; il lui arrive aussi de n'avoir à se conten-

ter que d'une simple niche. Son rôle au foyer exige qu'il soit tenu au courant de tous les événements de la famille et qu'il lui soit rendu un culte. En un jour faste, des offrandes de riz sont faites à Tien Su, pour en solliciter la protection. De même, tous les artisans le vénèrent et, pour le premier de l'an, collent à son intention, sur la porte de leur maison, une image en forme de tryptique.

Si la profession artisanale, dans son ensemble, bénéficie d'un génie protecteur, chaque métier a lui aussi son patron particulier, auquel l'artisan rend le culte.

Il en est ainsi, par exemple, du patron des fabricants de nattes de jonc. Cette industrie fut introduite en Annam par Pham-Dôn, haut fonctionnaire de la cour de Hué. La légende raconte qu'au retour d'une mission en Chine, il s'arrêta dans un village du Kouang-Si pour en voir travailler les habitants dont l'habileté à tresser le jonc l'avait fort surpris. Pham-Dôn pensant immédiatement que cette industrie, inconnue dans son pays, pouvait représenter une ressource appréciable pour les familles pauvres de l'Annam, fit en sorte d'apprendre le métier, sans éveiller les soupçons des Chinois. En trois jours, la préparation du jonc et la fabrication des nattes n'avaient plus de secrets pour lui. Revenu au pays natal, Pham-Dôn le parcourt et finit par trouver que c'est encore dans sa province natale de Nam-Dinh que les conditions étaient les plus favorables au développement de la nouvelle industrie. Les habitants instruits par ses soins dans la pratique du métier, se mettent à fabriquer des nattes qu'ils vendent à bon prix et s'enrichissent rapidement. A la mort de Phan-Dôn, l'empereur tint à lui faire des funérailles grandioses et toute

la contrée prit le deuil; un temple qui est l'un des plus importants de la région, fut élevé à la mémoire de celui qui devint le patron des fabricants des nattes de jonc.

La batellerie au pays d'Annam a sa légende aussi et son patron spirituel : Trân-Ung-Long, inventeur des pirogues en bambous tressés. Jusqu'en l'an 968 de notre ère, dit M. Dumoutier, les Annamites ne connaissaient que les pirogues creusées ou formées de planches assemblées, celles qui constituent toujours d'ailleurs la grosse majorité. Ce n'est qu'à partir de ce moment que l'on se mit à tresser les pirogues. L'initiative de cette réalisation revient à un nommé Trân-Ung-Long. La légende raconte que celui-ci étant chef d'une troupe de partisans, se trouva un jour arrêté par une rivière, alors qu'il poursuivait les Chinois en déroute. Ces derniers ayant détruit toutes les embarcations, le chef annamite se morfondait sur la rive, dans son impuissance et sa fureur, lorsqu'il vit une femme qui lavait dans la rivière une corbeille de bambous tressés. La corbeille flottait. Ce fut pour notre héros un trait de lumière. Il donna immédiatement l'ordre à ses hommes de couper tous les bambous qu'ils trouveraient, puis de les fendre et de les tresser. Des pirogues furent ainsi construites que l'on enduisit extérieurement d'une couche de poix pour en assurer l'imperméabilité. L'embarcation, où pouvaient prendre place cinq à six hommes, était si légère qu'un seul pouvait la porter. La rivière fut ainsi traversée, l'adversaire rejoint et la victoire complète. Nommé grand Maréchal à la suite de cet exploit, Trân-Ung-Long ne s'en retira pas moins pour se consacrer exclusivement à la fabrication des pirogues tressées. A sa mort, pour le récompenser de ses mérites, le Souverain

l'éleva à la dignité de génie, tandis que les bateleurs le reconnaissaient comme leur patron.

Avec le martelage du cuivre pour la fabrication des vases et marmites, nous retrouvons l'origine chinoise du métier. Le patron de la profession est ici un nommé Tham-Ngoc-Than qui, de longues années durant, parcourut la Chine pour découvrir le procédé de martelage du col des vases et marmites, ces objets restant toujours incomplets au pays d'Annam, où les artisans se trouvaient incapables de mener à bien le rétrécissement du col par martelage. L'Annamite finit par retrouver son ancien patron chinois et lui acheta le procédé. De retour au pays natal, Tham-Ngoc-Than revendit le secret à ses compatriotes, avec un gros bénéfice. Un temple lui fut élevé près de Bac-Ninh, et les marteleurs de cuivre le vénèrent comme leur patron.

C'est toujours aux Chinois que fut ravi le secret du tannage et de la cordonnerie. Le patron est ici le dénommé Nguyễn-Thái-Trung qui, vers 1528, au cours d'une mission en Chine, eut l'occasion d'observer de nombreuses tanneries. A son offre d'achat du secret, les Chinois répondirent par un refus sans appel. L'Annamite, usant alors de ruse et de vaillance, se déguise et, au péril de sa vie, parvient à pénétrer dans les ateliers et à surprendre le secret du tannage. Revenu au pays, son premier soin est d'en faire bénéficier les habitants de son village, pour qui la cordonnerie devint une richesse. Ils fournissent tout le pays en objets de cuivre et souliers, que jusqu'alors on achetait fort cher à la Chine, et réussirent ainsi à soustraire le pays d'Annam à cette tutelle économique. En retour de ces inappréciables services, le courageux Nguyễn-Thái-Trung fut élevé à la dignité de

génie et honoré comme le patron de la tannerie et de la cordonnerie.

Il serait aisé de multiplier les exemples, car chaque profession a son patron, chaque atelier, chaque groupe artisanal, un ancêtre qu'il vénère. Les orfèvres ont le leur, les fondeurs en cuivre et les fondeurs d'or et d'argent également, de même que les incrustateurs, laqueurs, brodeurs, etc. Mais M. Dumoutier ayant épuisé le sujet, nous ne croyons pas devoir insister davantage. Il nous importait seulement de mettre l'accent sur trois idées fondamentales. La première tient à ce que l'artisanat annamite est, par ses origines, tributaire de l'artisanat chinois. La deuxième nous fait assister à la genèse de la spécialisation artisanale villageoise, l'innovateur poussé par son attachement à la terre et au groupe natal, ne manquant jamais de réserver à son village d'origine, le bénéfice de la nouvelle industrie. La troisième consacre la vie religieuse de la profession, la corporation étant placée sous l'égide d'une divinité qu'elle honore, l'artisan exerçant son métier sous le signe de la vie mystique, dans la vénération d'un patron auquel il rend le culte.



§ III. — *La part du sentiment religieux
dans la production artisanale. L'artisanat artistique.*

La vie artisanale se ressent trop de l'influence du sentiment religieux pour qu'il n'en pénétrât pas la production dans ses réalisations les plus diverses.

Elles portent toutes, à des degrés variables, l'em-

preinte de cette croyance en une vie surnaturelle intense, en l'existence d'un au-delà peuplé de divinités toutes puissantes, animées, à l'égard des humains, d'intentions favorables ou hostiles. Il était normal, dans un pays où l'idée religieuse absorbe la vie intime de l'habitant au point d'en influencer tous les actes, mêmes les plus infimes, et de tourner à l'obsession, que l'œuvre de production traduisît cette préoccupation envahissante.

Il est à remarquer, au surplus, que cette influence du sentiment religieux ne se limite pas seulement aux réalisations innombrables ayant directement trait aux cultes, mais encore à celles qui sont, en apparence, le plus éloignées de la vie religieuse et de toutes les cérémonies qui l'accompagnent. Il s'ensuit que le sentiment religieux anime aussi bien la production à caractère cultuel que celle des choses profanes. Dans l'une et dans l'autre, il nous est donné de constater que c'est dans le domaine des réalisations artistiques que l'influence religieuse est la plus sensible, qu'elle trouve sa plus grande fécondité et ses plus brillantes manifestations. Cela est si vrai, qu'oubliant la production artisanale purement utilitaire, l'on en arrive généralement à associer l'idée de l'artisan annamite à celle du brodeur, du laqueur, du ciseleur, etc. Si grande est dans l'activité industrielle du pays d'Annam, la part de la production à caractère somptuaire, que l'on en vient machinalement à considérer l'artisan comme un artiste et à oublier que l'œuvre d'art n'est pas toute l'œuvre artisanale.

Quoiqu'il en soit, la production cultuelle tient une place de choix dans la vie industrielle annamite.

Le culte des ancêtres, à lui seul, par l'appareil exté-

rieur qu'il nécessite et par le matériel que ses célébrations mettent en jeu, fournit aux artisans une ample matière à l'exercice de leur talent. On connaît toute l'importance du rôle joué par exemple dans les cérémonies cultuelles, même les plus modestes, par l'encens, inséparable au pays d'Annam, de l'acte de vénération. Or cet encens, dont il est fait une consommation considérable, donne lieu, au Tonkin, à une intéressante industrie spécialisée dans la fabrication de batonnets composés de poudre de bois et d'écorce. Les installations se fixent de préférence à proximité d'un cours d'eau qui fournira la force motrice à des moulins spéciaux. Ils produisent une poudre blanche vendue telle quelle sur les marchés de Hanoï et de Haïphong où, après une série de préparations complémentaires, la poudre pourra être livrée à la consommation sous forme de petits bâtons.

Les tablettes représentant l'âme des ancêtres défunts, donnent lieu également à une fabrication des plus minutieuses qui requiert de préférence des bois de qualité. Le jujubier fournit ordinairement la matière, mais les familles riches exigent des bois de santal, légers et odoriférants. Les tablettes ne sont d'ailleurs qu'une très petite partie du mobilier religieux de la maison annamite, mobilier qui, sauf chez les familles riches, représente à peu près l'essentiel de ce que contient la maison. L'ébénisterie au pays d'Annam n'aurait guère produit, si le sentiment religieux n'avait pas été la grande source des commandes. Le travail du bois, qui est sans doute la forme d'activité industrielle, traditionnellement la plus courante, est essentiellement alimenté par la confection de l'ameublement religieux. L'autel des ancêtres avec ses trois tables aux dimensions différentes en re-

présente la pièce essentielle. Très simple chez les pauvres, il est richement orné et sculpté chez les personnes fortunées, et constitue à l'occasion, une véritable œuvre d'art. Il faut y ajouter les tables d'offrandes, les écrans mobiles et paravents parfois sculptés et incrustés de nacre, et l'abondant matériel funéraire : dont le palanquin et le cercueil. On sait toute l'importance qu'attache l'Annamite à une sépulture solennelle et le mépris qu'il professera à cet égard, pour la dépense qu'elle peut occasionner. Il n'est pas de plus beau cadeau à offrir à son père, que de lui faire présent d'un cercueil, dont la présence au foyer, dans la salle d'honneur, est le constant témoignage du respect filial et la certitude d'une pieuse sépulture. Ce cercueil confectionné à l'aide de bois durs et imputrescibles, est souvent l'élément le plus remarquable de l'ameublement et celui que l'on est toujours fier de pouvoir montrer au visiteur. Ecrans, guéridons et coffrets où l'on enferme les vêtements et accessoires du culte complètent cet ameublement. Si l'on tient compte enfin, de l'existence d'objets votifs, de chandeliers, de brûle-parfums, etc., on ne peut qu'être surpris de l'abondance et de la diversité des matières que la religion domestique offre à l'activité artisanale.

Avec le culte des ancêtres, celui qui est rendu aux génies et aux diverses divinités du panthéon annamite, figure parmi les plus féconds stimulants de l'artisanat du pays d'Annam. Les génies communaux sont vénérés dans des temples dont est convertie la terre annamite. Chaque village a son *dinh*, plus ou moins richement agencé et décoré suivant la fortune de la collectivité. Les constructeurs, les ouvriers, les artistes y ont, dans une même foi religieuse, rivalisé de patience et d'habi-

leté. Architectes, mouleurs, laqueurs, sculpteurs, travailleurs du bronze et du bois, communiant dans une même ferveur mystique, nous ont donné ces innombrables temples communaux et ces multiples autels et pagodons discrètement enfouis sous leur dôme de verdure. Cloches et urnes, colonnes de « lim » sculptées, autels et panneaux, etc., ont nécessité l'intervention des plus habiles représentants des métiers les plus divers.

Le culte de Confucius, sorte de religion officielle pratiquée par les lettrés et les fonctionnaires, a suscité l'apparition en terre annamite de ces nombreux temples de la littérature, de ces « Van Miêu » que l'on retrouve dans toutes les villes tant soit peu importantes. Celui de Hué, qui a fait, sous le nom de la « Pagode aux corbeaux », l'objet de maintes descriptions, doit être considéré comme le temple central de l'Empire. Tous ces Van Miêu se ressemblent plus ou moins et se caractérisent par leur richesse décorative et la fantaisie des combinaisons architecturales dans les limites d'un principe conventionnel toujours semblable à lui-même. Il consiste à faire du temple non pas un édifice unique, mais un ensemble de constructions d'importance variable et d'inspiration architecturale uniforme : le toit incurvé, dont le cadre naturel de verdure, par la diversité de ses aspects, efface toute impression de monotonie. Là encore, dans la construction et la décoration des portes et piliers d'entrée, des portiques, kiosques et bassins, tout ce qu'il y eut de mieux dans l'artisanat annamite s'est trouvé réalisé.

Les pagodes bouddhiques, les « chua », qui sont profusion au pays d'Annam et que l'on est à peu près certain de rencontrer dans les sites les plus charmants, se

signalent par leur invariable composition en deux nefs perpendiculaires, la nef transversale s'imposant à notre admiration par la richesse déconcertante de sa décoration et par la multiplicité de ses statues. Cette religion nous a également valu les tours bouddhiques, qui constituent une forme très particulière d'architecture religieuse, en ce sens que l'effort du constructeur a cessé de s'exercer comme à l'ordinaire dans le plan horizontal, pour se développer dans le plan vertical, par l'édification de parasols superposés, figurant autant d'étages.

Mais quelle que fût la religion, c'est incontestablement dans l'édification des monuments funéraires que l'architecture annamite et les arts « décoratifs » trouvèrent leur plus remarquable expression. Simple tumulus pour le pauvre, le tombeau, chez le riche, peut être un édifice important. Celui de certaines familles, des hauts fonctionnaires, des princes, revêt parfois l'allure d'un véritable monument. Les plus célèbres sont, entre autres, celui de Tu Duc et les mausolées jumeaux de Gia Long et de son épouse. Les tombeaux des empereurs de la dynastie actuelle, édifiés de part et d'autre de la Rivière des Parfums, au Sud-Est de Hué, constituent de vastes ensembles de constructions dispersées, pouvant, à plus d'un titre, par leur composition, leur grâce et la noble impression de sérénité qui s'en dégage, être considérés comme les chefs-d'œuvre de l'art annamite.

La ferveur populaire étend à la production de caractère profane, ce quelque chose de sacré que l'on retrouve partout et qui résulte précisément de ce que la religion au pays d'Annam se mêle à tout et ne laisse rien échapper à son emprise. Elle domine non seulement la vie

intérieure de l'Annamite, mais encore sa vie extérieure matérielle et pratique. Elle a toujours été, dans cet ordre d'idées, un principe fécond de réalisations. Aussi bien, l'objet fabriqué va-t-il participer dans une certaine mesure à la vie mystique qui l'entoure, va-t-il acquérir une signification pieuse et enfermer un magique pouvoir. Dans l'esprit de l'Annamite, toute chose ici-bas est plus ou moins mêlée à la vie religieuse, a son prolongement surnaturel et sa valeur symbolique. Les bijoux ont tous plus ou moins le caractère d'amulettes et de talisman; les motifs décoratifs, dont l'artisan a tendance à parer tout ce qu'il fait, sont des idéogrammes stylisés : bonheur, longévité, prospérité, richesse, etc.. Les symboles confucianistes : le Ying et le Yang, les deux principes créateurs, comptent parmi les motifs les plus fréquents de l'ornementation annamite, de même que certains animaux : le dragon, symbole du pouvoir, la licorne, emblème d'amour et de paix, la grue blanche, présage de longévité, etc... « La grammaire ornementale de cet art, dit M. Gourdon, est tout entière empruntée au contenu mystique des croyances populaires ou des religions révélées ».

Nous ne reviendrons pas sur le travail du bois, où le sentiment religieux, par les réalisations qu'il suscite, tient une place fondamentale, même si l'on fait abstraction du mobilier cultuel.

Le travail du métal et du bronze, surtout, se ressent jusque dans ses productions d'usage profane : plateaux, coupes, bouilloires, théières, etc..., de cette influence religieuse. On en retrouve l'empreinte, dans les motifs décoratifs que l'artisan prodigue même sur des objets qui n'ont, comme les cendriers par exemple, rien de

traditionnel ni de sacré. Non moins appréciés au pays d'Annam sont les produits du travail des métaux précieux, les bijoux constituant toujours le mode de placement par excellence de la fortune mobilière. Ces bijoux entièrement travaillés au marteau, portent toujours, finement ciselés, les emblèmes de bon augure et les caractères symboliques de bonheur et de prospérité.

Le travail du laque, celui de la nacre et de l'incrustation, ont associé dans leur ravissante et précieuse production, à la délicatesse du génie annamite, la finesse et la subtilité de l'inspiration religieuse. Elle n'est pas absente de la céramique, de ces fameux « bleus de Hué », et constitue le thème ornemental des plus exquises broderies de soie.

Telle est la force de la tradition religieuse, qu'il n'est pas jusque dans les métiers nouvellement importés par notre civilisation, où le caractère local n'ait réussi à revivre, imprimant au mobilier moderne comme au tapis de laine ou aux dentelles, imitées des carrés de Venise, cette inévitable participation à la grande vie mystique du pays d'Annam.



Envisageant l'examen de l'aspect industriel après celui de l'aspect agricole, on pouvait penser que le sentiment religieux prédominant dans le domaine de la culture du sol, allait s'estomper, sinon disparaître, avec l'abandon du travail de la terre... On aura pu se convaincre, en plaçant la question dans son cadre véritable, celui de l'artisanat, qu'il n'en est rien. Fort industriels sinon industriels, le peuple annamite ne s'est pas plus

départi dans le travail du bois, des métaux et de la pierre, que dans celui du sol, de cette religiosité qui lui fait tout placer de sa vie agricole sous la protection des divinités agraires. Le sentiment religieux tout puissant en matière d'agriculture, revêt en matière artisanale des formes qui n'en sont pas tellement différentes. Dans les deux cas, la loi morale impose à l'enfant, par la règle de la continuation pieuse, une profession, agricole ou artisanale, identique à celle du père. La tendance à la vie collective et le besoin de la placer sous la protection mystique, aboutissent à l'apparition et au développement des cultes professionnels soit agraires, soit patronaux, cependant que le solidarisme à fondement religieux constitue le trait saillant du régime foncier d'une part, tout en inspirant l'organisation professionnelle artisanale de l'autre.

L'artisanat et l'agriculture sont donc étroitement unis dans une commune dépendance à l'égard du sentiment religieux. La même emprise du surnaturel plane, toute puissante, sur la société comme sur l'économie du pays annamite ; le fait social et le fait économique s'y déroulant sous le signe d'une vie mystique universelle.

CONCLUSION

Que l'on jette un regard dans la vie intime de l'Annamite ou que l'on s'attache à en saisir les manifestations extérieures, l'on est toujours surpris de l'intensité du sentiment religieux au pays d'Annam et de l'importance du rôle qu'il y tient.

Il se mêle à toute chose et présente de ce fait un caractère d'universalité qui ne laisse pas d'être parfois singulièrement gênant. Habitué, en effet, à voir partout la marque du surnaturel, l'Annamite en est venu à compliquer son existence d'une multitude de croyances, les cultes que nous avons eu l'occasion de passer en revue ne donnant qu'une idée imparfaite de la vie spirituelle de ce peuple. Magie, sorcellerie, divination, sorts et envoûtements, viennent combler le vide que pouvait encore laisser dans son existence la pratique de ces cultes, y ajouter un surcroît de complications et en provoquer le plus complet encombrement, un véritable embouteillage de dieux, de diables, de génies et d'esprits. A cet égard, les diverses célébrations dont nous avons fait état, sont apparues comme un principe de spécialisation et de sélection de la divinité. Ils ont, en canalisant le mysticisme annamite, réussi à tracer de larges voies dans la jungle des croyances populaires, et pratiqué dans une certaine mesure tout au moins, la ventilation qui s'avérerait indispensable dans cette inquiétante atmosphère de mystère.

C'est encore autour d'eux que se sont cristallisées les

manifestations éparses de la religiosité en matière économique et sociale.

Dans le domaine familial, cette cristallisation s'est effectuée autour du culte des ancêtres que l'on peut considérer comme l'expression la plus profonde de ce sentiment de piété filiale sur lequel repose l'armature de la famille, son organisation et la situation de chacun de ses membres. La famille est une véritable association religieuse dont la vie mystique trouve sa plus haute et plus fréquente expression dans le culte des ancêtres.

Dans le domaine communal, le sentiment religieux dont on retrouve l'influence aux origines de la cité, par le choix d'un génie protecteur, et qui constitue le plus solide élément du solidarisme villageois, se traduit essentiellement par les cultes communaux. Ils représentent la manifestation la plus sensible de la vie religieuse collective.

De même, en matière économique, l'aspect agricole du sentiment religieux met-il en évidence, dans l'attachement du peuple à la vie rurale et sédentaire et dans le régime des terres comme dans le solidarisme foncier, l'importance du sens collectif et religieux dont les cultes agraires sont la plus parfaite expression.

Les cultes patronaux enfin, par où se matérialise la vie mystique dans le domaine industriel, rappellent les origines des principaux métiers, et rendent compte de certains de leurs caractères, ainsi que de l'influence du sentiment religieux dans l'œuvre de production.

Il ne faut d'ailleurs pas de dissimuler que cette influence n'est pas toujours conforme au progrès, ni qu'en certaines circonstances elle ne lui soit même un sérieux obstacle. Elle s'oppose notamment à toute innovation

ou la freine sensiblement; elle encourage dans l'agriculture comme dans l'industrie, l'usage de méthodes traditionnelles et routinières et retient fréquemment l'Annamite dans le désir qu'il peut avoir de recourir à des procédés modernes qui augmenteraient son rendement. Le sentiment religieux est une entrave aux aliénations à titre définitif, favorise le développement des biens de mainmorte et constitue un danger d'immobilisation des richesses. L'obstacle religieux n'est jamais si difficile à ébranler, que lorsqu'il s'agit du déplacement des populations que la mise en valeur de vastes terres incultes, exige cependant de la plus impérieuse façon.

Mais les avantages que le sentiment religieux vaut, d'autre part, à la société annamite, lui sont trop utiles pour que nous puissions en déplorer la profondeur et la survivance.

Il a tout au moins ce mérite d'enraciner solidement l'Annamite à sa terre d'origine, de lui enseigner la vertu de la vie agricole et sédentaire, et d'étendre à l'œuvre de production, ce caractère sacré qui est la meilleure garantie de sa perfection. En attachant le peuple aux formes séculaires et traditionnelles, elle ralentit une évolution qui aurait déjà trop tendance à se précipiter, elle limite ainsi la cohorte déjà trop nombreuse des déclassés.

Il est en effet permis de se demander si, de nos jours, nous n'assistons pas à un affaiblissement progressif de la tradition, si des germes de désagrégation redoutables dès maintenant pour l'avenir de la société annamite, ne se manifestent pas sourdement au plus profond de l'édifice social. Il semble, en effet, que le sentiment religieux, le ciment social, n'ait plus ses

qualités d'autrefois; des éléments étrangers en altèrent la pureté. Des fissures, dont nous aimerions à penser qu'elles ne préludent pas à de futures dislocations, viennent rompre la parfaite homogénéité du bloc familial. Les vieux principes et les traditions séculaires, ne sont pas toujours accueillis par les jeunes générations avec l'empressement et l'aveugle soumission qu'y apportaient leurs pères. Nous n'avons pas impunément introduit chez ces gens d'esprit si ouvert, notre civilisation occidentale et notre culture française avec son goût impénitent de la critique et du rationnel. Dans un pays où tout gravite autour du sentiment de piété filiale, l'importation de nos institutions laïques et de nos mœurs démocratiques à individualisme outrancier, ne pouvait se réaliser sans danger.

Les responsabilités incombent aussi bien à l'Européen qu'à l'indigène. Elles tiennent en partie à une adaptation imparfaite de notre civilisation occidentale au vieux pays annamite, ainsi qu'aux besoins nouveaux qu'une instruction qui ne fut peut-être pas toujours bien comprise, a fait naître et que maintenant il faut satisfaire. Elles incombent aussi pour une lourde part à certains indigènes, à certains « intellectuels », dont les ambitions et les prétentions prouvent qu'ils n'ont pas plus compris notre civilisation qu'ils ne se sont souvenus de la leur. Mais, de même qu'il serait contraire aux intérêts véritables du pays, de tout admettre des conceptions idéologiques et des systèmes préconçus échafaudés de toutes pièces dans des cénacles d'étudiants revenus pleins de suffisance au pays natal, de même il serait injuste de ne pas tenir compte, dans l'organisation générale de l'Union, des capacités réelles d'une éli-

te, dont l'utilisation serait conforme au bien commun. Puisque nous avons donné à l'Annamite les moyens de s'instruire et d'échapper au cadre traditionnel dans lequel se déroulait son existence, puisque nous avons tout fait pour aider au développement d'une élite nouvelle, sachons maintenant l'utiliser au mieux des intérêts généraux. Donnons-lui les moyens de se révéler, au lieu de la cantonner dans des limites qui ne font qu'engendrer son mécontentement et exacerber sa volonté d'action. Evitons de grossir la masse des déclassés et pour cela ne donnons pas, à l'intellectuel annamite, le sentiment de son impuissance et de l'inutilité de son savoir, alors qu'il est à même de constater — et l'on sait avec quelle acrimonie — que son collègue japonais, chinois, siamois ou hindou, retour des universités américaines, anglaises, suisses ou françaises, peut jouer dans son pays d'origine un rôle intéressant, dont lui, Annamite, est exclu.

Il faut bien se rendre compte que, pour un peuple à l'esprit aussi subtil, l'exemple généralisé de pays asiatiques à civilisation traditionnelle, s'ouvrant à la civilisation mécanique, ne pouvait que susciter le désir d'entrer dans une voie analogue. Il ne faut pas que les classes dirigeantes puissent nous reprocher un jour — c'est une question d'avenir surtout — d'avoir maintenu leur pays dans des conditions qui accusassent un retard par rapport à celles de tous les pays voisins. N'est-il pas jusqu'à la vieille civilisation chinoise, la civilisation-mère qui, aujourd'hui, n'allie l'avion à la charrue? Il ne faut pas que l'Annamite puisse se sentir blessé dans son amour-propre national, en se comparant aux ressortissants des puissances qui l'entourent, et puisse rejeter sur nous la responsabilité de son infériorité. Il est sage

de garder au pays les yeux tournés vers le passé, mais il serait dangereux pour notre œuvre et notre prestige, de vouloir briser ses élans vers l'avenir.

Le problème se posait déjà avec acuité avant le conflit actuel. Qu'en sera-t-il de l'après-guerre? Il n'est pas douteux que les influences des puissances voisines imprimeront au pays des changements profonds. Dans l'hypothèse d'une situation statique, la solution est une question de prudence et de mesure; elle doit faire la part des intérêts en présence. Pour ceux de la masse des cultivateurs et des ruraux de toute nature, le maintien des conditions de vie traditionnelle continue à s'imposer aussi impérieusement que par le passé; pour ceux de la classe intellectuelle, avide de jouer un rôle actif dans les affaires du pays, la satisfaction de ces aspirations deviendra un jour ou l'autre une nécessité; pour ceux de la colonisation enfin, la solution est liée au but même de l'œuvre française : faire la prospérité du pays dans l'ordre, politique et social.

Dans ces conditions, la solution paraît devoir être recherchée dans le sens d'un aménagement prudent des formes traditionnelles de la civilisation annamite, et dans leur adaptation aux nouvelles conditions économiques, politiques et sociales. Le sentiment religieux n'y sera plus un obstacle à l'œuvre colonisatrice; il devra en être le meilleur allié. C'est en le considérant comme tel, sans jamais perdre de vue son rôle profond et universel dans la vie annamite, que nous pourrons, dans le cadre des institutions traditionnelles, ouvrir le pays aux avantages des progrès acquis dans l'ordre matériel.

Telle est l'œuvre dont la réalisation va désormais devenir plus que jamais une pressante nécessité. Puissent les génies qui veillent depuis toujours sur le vieux pays d'Annam, le préserver de toute solution excessive.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Recteur de l'Académie de Paris :

Gilbert GIDEL.

VU, *Le Doyen :*

G. RIPERT.

VU, *Le Président de la Thèse :*

René MAUNIER.

BIBLIOGRAPHIE

- H. BONVICINI. — *Us et coutumes annamites*. Saïgon, 1927.
- CHAPUIS. — *Bulletin des Amis du vieux Hué*. Mars 1937.
- CORDIER. — *La piété filiale et le culte des Ancêtres*. Paris, E. Leroux, 1911.
- G. COULET. — *Cultes et religions de l'Indochine annamite*. Saïgon, Ardin.
- E. DIGUET. — *Les Annamites : Sociétés, coutumes, religion*. Paris, Challengel, 1906.
- DUMOUTIER. — *Les symboles, les emblèmes et les accessoires du culte annamite*. Paris, Leroux, 1891.
- *Le rituel funéraire des Annamites*. Hanoï, Schneider, 1904.
- *Les cultes annamites*. Hanoï, Schneider, 1907.
- DUONG TAN TAI. — *La part de l'encens et du feu*. Saïgon, Imprimerie de l'Union Nguyễn-Van-Cua, 1932.
- C. DURWELL. — *La famille annamite et le culte des ancêtres*. Saïgon, Schneider, 1908.
- P. GIRAN. — *Magie et religions annamites*. Paris, A. Challengel, 1912.
- HUÉ (THAN-TRONG). — *Le culte des ancêtres*. Revue des Religions, janvier-février 1905.
- E.-C. LESSERTEUR. — *Rituel domestique des funérailles en Annam*. Paris, 1885.
- LE VAN DINH. — *Le culte des morts en droit annamite*. Thèse Paris, 1922.
- H. PARMENTIER. — *La religion ancienne de l'Annam*. Paris, Leroux, 1896.
- PHAT (LE VAN). — *La vie intime d'un Annamite de Cochinchine et ses croyances religieuses*. Saïgon. « Bulletin de la Société des Etudes indochinoises », 1907.
- TAVERNIER. — *Le culte des ancêtres*. Saïgon, Portail, 1926.
- TRAN VAN LIEU. — *De la piété filiale comme fondement du droit de famille annamite*. Paris, R. Guillon, 1928.
-

A. BOUDILLON. — *Le régime de la propriété foncière en Indochine*. Paris, Emile Barose, 1915.

C. BRIFFAUT. — *La Cité annamite*. Paris, Sirey, 3 vol. 1909-1912.

A. DURETESTE. — *Cours de droit de l'Indochine*. Paris, Larose, 1938.

.. .. .

P. GOUROU. — *Le Tonkin*. Exposition Coloniale Internationale. Paris, 1931.

— *L'utilisation du sol en Indochine française*. Paris, P. Hermann, 1940.

— *La Terre et l'Homme en Extrême-Orient*. Collection Armand Colin, Paris, 1940.

LEJEUNE. — *Le régime de la propriété foncière en pays annamite*. Thèse, Paris, H. Jouve, 1904.

C. ROBEQUAIN. — *L'évolution économique de l'Indochine française*. Paris, P. Hartmann, 1939.

.. .. .

ALBRECHT (P.). — *Les motifs de l'art ornemental annamite : le Dragon*. « Bulletin de la Société des Amis du Vieux Hué », 1916.

DELETIE (H.). — *Ponts, pagodes et pagodons*. « Bulletin des Amis du Vieux Hué », 1922.

GOURDON (H.). — *L'art de l'Annam*. Paris, E. de Boccard, 1933.

MANGE (V.). — *Les petits métiers du Tonkin*. « Bulletin économique de l'Indochine », 1918.

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION. — <i>L'intérêt pratique de la question religieuse en pays annamite. « Influences et aspects »</i>	7
CHAPITRE I. — <i>Le sentiment religieux</i>	II
§ 1. — <i>Nature et formes communes</i>	II
§ 2. — <i>Le culte des ancêtres</i>	14
CHAPITRE II. — <i>L'aspect social de la religion</i>	25
SECTION I. — <i>La famille et la religion</i>	26
§ 1. — <i>La maison : temple domestique</i>	27
§ 2. — <i>Les habitants de la maison. Condition du père, de la femme et des enfants, en fonction du culte</i>	31
SECTION II. — <i>Le village et la religion</i>	54
§ 1. — <i>La religion et les origines du village</i>	55
§ 2. — <i>Cultes communaux et fêtes villageoises</i>	65
§ 3. — <i>La solidarité villageoise</i>	75
CHAPITRE III. — <i>L'aspect économique du sentiment religieux</i>	87
SECTION I. — <i>L'aspect agricole</i>	89
§ 1. — <i>La culture du sol et la loi morale</i>	90
§ 2. — <i>La part de la religion dans le régime foncier</i>	97
§ 3. — <i>Le solidarisme foncier. Le culte et le déplacement de la main-d'œuvre</i>	112
§ 4. — <i>Les cultes agraires</i>	124
SECTION II. — <i>L'aspect industriel</i>	131
§ 1. — <i>La part du culte dans le choix du métier et dans l'organisation professionnelle</i>	132
§ 2. — <i>Les cultes patronaux</i>	139
§ 3. — <i>La part du sentiment religieux dans la production artisanale. L'artisanat artistique</i>	145
CONCLUSION	155

Impr. Spéciale des Editions DOMAT-MONTCHRESTIEN.
